

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13512 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

— VENDREDI 8 JUILLET 1988

SERVICES	
Abonnements	2
Abonnés étrangers	20 à 25
Cartes	12
Expéditions	2,4
Lecture à domicile	12
Publications	20
Revue mensuelle	12
Revue trimestrielle	12

TELEMATIQUE	
Abonnements	2
Abonnés étrangers	20 à 25
Cartes	12
Expéditions	2,4
Lecture à domicile	12
Publications	20
Revue mensuelle	12
Revue trimestrielle	12

## Au Sénat

### M. Estier

#### nouveau président du groupe socialiste

Le Sénat a élu mardi le nouveau président du groupe socialiste, M. Estier, qui a obtenu 38 voix sur 50. Il succède à M. Lasserre. Le nouveau président du groupe a été élu à l'unanimité par les 50 sénateurs socialistes. M. Estier a été élu président du groupe socialiste pour la législature. Il a été élu à l'unanimité par les 50 sénateurs socialistes. M. Estier a été élu président du groupe socialiste pour la législature. Il a été élu à l'unanimité par les 50 sénateurs socialistes.

## Moins de théorie pour le tiers-monde

**M**iror des courants de pensée qui se succèdent sur la façon d'aider le tiers-monde à retrouver le chemin d'une croissance équilibrée, les organisations internationales semblent se réfugier dans le pragmatisme. Pour avoir mesuré, sur le terrain, les limites et les dangers de certaines théories, les experts de la Banque mondiale viennent d'en apporter une intéressante illustration.

Oubliée l'apologie du secteur privé qui avait marqué le début des années 80, à la grande satisfaction d'un président Reagan fraîchement élu à Washington. Le « rapport sur le développement » que l'insertion vient de publier en appelle au réalisme. Entre la paralysie du « tout Etat » et la jungle du « tout privé », les auteurs du rapport s'en tiennent à l'étude des avantages comparatifs du secteur privé et d'un secteur public partiellement réhabilité. Au premier d'assurer une certaine dynamique ; au second d'en adoucir les conséquences pour les plus pauvres, notamment.

C'est aussi au nom des populations les plus déshéritées que la Banque mondiale demande aux gouvernements d'améliorer leur gestion. Vieilles requêtes, relayées par l'insertion scuse de la banque, le Fonds monétaire international, se fait aussi d'une poussée de fièvre pragmatique. Le tiers-monde ne saurait être tenu pour seul responsable des difficultés dans lesquelles il se débat aujourd'hui, incapable d'influencer les cours des matières premières ou de calmer les tempêtes monétaires internationales, les gouvernements des pays en développement doivent affronter des priorités souvent contradictoires avec des moyens en argent et en hommes des plus limités.

Consciente de ces défis, la Banque mondiale prône la modération. Il est moins coûteux de prêcher par excès de prudence que par euphorie, plaident les auteurs du rapport sur le développement. Les coups d'accordéon budgétaires ou monétaires sont à l'origine de toutes les défiances, fuite des capitaux ou réticence des banquiers étrangers à accorder de nouveaux prêts.

Le directeur général du FMI soulignait récemment, comme en écho, que rien n'est plus pervers qu'une aide financière mal utilisée. Tous les pays donateurs le confirmeront. Les « éléphants blancs » — ces investissements surdimensionnés qui ont coûté cher à nombre de pays du tiers-monde — restent présents dans leur mémoire. Ces plaidoyers pour le réalisme et la politique des petits pas étaient sans doute bienvenus. L'objectif ultime de la Banque mondiale, la lutte contre la pauvreté, avait été quelques peu occulté ces dernières années. La fait que le FMI veuille apporter une attention particulière aux déshérités dans les politiques de rigueur qu'il recommande renforce encore cette ligne de pensée. Mais il y a une part de constat d'échec dans cette politique d'humilité, celle de décennies de théories — marxistes ou libérales — sur le développement dans le tiers-monde.

(Lire nos informations page 25.)

## Sous l'autorité des préfets

### Le revenu minimum serait alloué par des commissions locales

**P**riorité du gouvernement, le projet instituant un revenu minimum d'insertion sera examiné par le conseil des ministres le 13 juillet. Un dispositif très compliqué devra être mis en place. Deux questions font débat : la décentralisation et le choix entre les notions d'« insertion » et d'« activité ». Il est acquis que des commissions locales choisiront les bénéficiaires sous l'autorité des préfets.

« S'il s'agissait simplement de verser une allocation, la mise en place d'un revenu minimum serait facile. » Prononcé sous forme de boutade, le propos résume bien la situation. Dans son énoncé, le projet paraît tellement limpide que, de gauche à droite, un apparent consensus a pu se réaliser autour d'un thème provoqué par l'émergence de la nouvelle pauvreté. Mais, au-delà du principe, les difficultés surgissent vite quand on veut préciser le contenu de la mesure, bien plus complexe dans son application qu'il n'y semble. Deux points, essentiels, donnent la dimension des débats possibles. Défini « de droit », le revenu minimum est-il directement payé par l'Etat ou sa gestion est-elle confiée à un échelon de

décision plus proche de la réalité du terrain ? Qu'entend-on par « insertion » qui s'opposerait à une autre notion, celle de revenu minimum d'« activité » ? Intimement liés, les deux sujets constituent le noeud gordien d'un dispositif qui peut soit verser dans l'assistance généralisée, soit se révéler sélectif. Aveugle, il pourrait accueillir plus que les cinq cent mille personnes prévues, et même se grossir année après année de nouveaux bénéficiaires. A l'inverse, il peut tout aussi bien réduire son champ à quelques dizaines de milliers d'allocataires, pour peu que l'on impose une contrepartie sous la forme d'un travail d'intérêt collectif.

ALAIN LEBEAUE.

(Lire la suite page 27.)

## Catastrophe en mer du Nord

### 155 disparus dans l'explosion d'une plate-forme pétrolière

**Un mort et cent cinquante-cinq disparus. Tel est le bilan provisoire de l'explosion qui a transformé en brasier, dans la nuit du 6 au 7 juillet, la plate-forme « Piper Alpha ». Cette plate-forme appartient à la compagnie occidentale Petroleum et se trouve dans le secteur britannique de la mer du Nord, à quelque 200 kilomètres au nord-est d'Aberdeen.**

Deux cent trente-deux personnes se trouvaient sur « Piper Alpha » au moment de l'explosion qui a immédiatement mis le feu à toute la plate-forme. En début de matinée, le 7 juillet, une cinquantaine de personnes avaient été secourues, la plupart étant gravement brûlées. Selon les premiers témoignages des blessés, de nombreuses personnes se sont jetées à la mer pour échapper à « ce véritable enfer de flammes ». On peut espérer que quelques-unes d'entre elles ont pu être récupérées — mais non encore recensées — par une vingtaine de navires et des dizaines d'hélicoptères qui sont arrivés au cours de la nuit sur le lieu de la catastrophe. Mais la possibilité de survie des personnes qui n'ont pu être repêchées très vite autorise toutes les craintes : à cette latitude (58,50° environ), les eaux de la mer

du Nord sont à 6°C ou 7°C, et sans la combinaison spéciale de survie, on ne peut résister que cinq à dix minutes. Il s'agit là probablement du plus grave accident qui se soit produit sur une plate-forme pétrolière. « Piper Alpha » est une plate-forme de production haute de 152 mètres, qui est fixée sur le fond de la mer du Nord, profonde à cet endroit de 144 mètres. Son poids, avec les ponts et tous les équipements, est de 34000 tonnes. Sur « Piper Alpha » sont regroupés tous les équipements : logements pour deux cent quarante et une personnes, derrick de forage et de manœuvres, trente-six têtes de puits, séparateurs, etc. Elle a commencé à produire le pétrole de Piper en 1976.

(Lire nos informations page 30.)

## Scandale financier au Japon

Des proches du premier ministre impliqués. PAGE 3

## Elections au Mexique

Nombreuses irrégularités. PAGE 5

## Cour des comptes

Ministère de l'intérieur : les balbutiements de l'informaticien. PAGE 26

## Plaisance et nuisances

Les effets négatifs de l'accroissement du nombre des bateaux en France. PAGE 10

Le sommaire complet se trouve en page 30

## Les difficultés de M. Rocard avec les représentants de la « société civile »

### Les désagréments de ministres « atypiques »

L'hôtel Matignon a publié, le mercredi 6 juillet, un communiqué maintenant les mesures d'isolement pour les détenus impliqués dans des crimes de sang. Le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, avait annoncé, la veille, la levée des mesures d'isolement de certains détenus. D'autre part, les initiatives de M. Léon Scharzenberg, ministre délégué à la santé, provoquant de vifs remous. Ces deux ministres ont en commun d'être des représentants au gouvernement de la « société civile ».

Gris et confus. L'équipe de M. Michel Rocard a vécu un début de semaine à l'image de la météo. Après moins de sept jours d'existence, le gouvernement Rocard II a connu, mardi et mercredi, un lot de cafouillages et de maladroites, qui doivent faire

réfléchir le premier ministre sur les difficultés de faire admettre à la « société civile » et le « gouverner autrement ». L'histoire ne se répète pas, mais elle bégaie : ces débuts difficiles rappellent ceux du premier septennat de M. Mitterrand, qui avaient ancré dans l'opinion l'image d'une gauche brouillonne et peu efficace. La trêve des vacances vient à point nommé pour permettre à chacun de reprendre ses esprits. Mais M. Rocard sait que deux ou trois cafouillages sur des sujets très « publics » causent, dans l'opinion, des dégâts qui peuvent effacer les effets positifs de son indéniable succès sur la Nouvelle-Calédonie. Le plus important des faux pas de ces derniers jours est, évidemment, la maladroite du ministre de la justice sur la fin des mesures d'isolement des terro-

ristes détenus. Celle-ci a ouvert une brèche dans laquelle s'est logiquement enfoncée l'opposition. Elle a contraint le premier ministre à dévoiler son garde des sceaux. Elle a fait craquer le vernis consensuel qui recouvrait l'Assemblée nationale depuis la rentrée parlementaire du jeudi 23 juin. Cette maladresse a obligé le gouvernement, pour faire adopter son texte sur l'amnistie (qui n'avait pas de rapport direct avec le problème soulevé par M. Arpaillange), à revenir à une configuration classique de majorité d'union de la gauche, au prix de concessions au PCF non prévues à l'origine. Les initiatives du ministre délégué à la santé, le professeur Léon Scharzenberg, en matière de toxicomanie, de dépistage du SIDA et d'institution d'un carnet de santé, ont, au même moment, provoqué de fortes turbulences.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.  
(Lire la suite page 7.)

## M. Maxwell pourrait entrer dans le capital d'Havas



M. Robert Maxwell aurait acheté 5 % du capital d'Havas sur le marché et compte reprendre les 5 % détenus par la Société générale de Belgique. Le magnat de la presse britannique menace ainsi le « nouveau dur » d'Havas mis en place en 1987 par M. Edouard Balladur. Surtout il reçoit le soutien du gouvernement décidé à desserrer l'emprise des « amis du RPR » sur le grand groupe de communication.

(Lire page 22 l'article de JEAN-FRANÇOIS LACAN.)

## Avant la visite de M. Gorbatchev à Varsovie

### Les taches de l'histoire soviéto-polonaise

M. Gorbatchev doit se rendre, le 11 juillet, en Pologne pour une visite officielle de quatre jours. Ensuite, les 15 et 16, il y assistera à une réunion des pays du pacte de Varsovie. Parmi ce qu'il est convenu, à Varsovie et à Moscou, d'appeler les « taches blanches » de l'histoire polono-soviétique figurent les massacres de Katyn. Une commission bipartite a été constituée pour combler les vides des livres officiels. A Moscou, on commence à admettre l'éventualité de la responsabilité soviétique dans la mort de milliers d'officiers polonais, en 1943.

VARSOVIE  
de notre envoyé spécial

Il y a quelques mois, un résident occidental à Varsovie commanda quelques livres à l'étran-

ger. Le colis lui parvint incomplet : certains ouvrages avaient été jugés indignes par les services officiels de pénétrer sur le territoire polonais. Parmi ceux-ci, un livre d'histoire, en français, sur le massacre de milliers d'officiers polonais, découvert en avril 1943 à Katyn, en Biélorussie (1).

Le plus légalement du monde, le refus était accompagné d'une explication : « L'auteur y attribue au pouvoir soviétique, sans aucune équivoque, le meurtre d'officiers polonais à Katyn. »

Katyn. Pour l'immense majorité des Polonais, ce nom, doté d'une charge émotionnelle considérable, symbolise à lui seul tout un contentieux, celui des relations avec l'Union soviétique. Car, officiellement à ce jour, les familles de quelque quinze mille officiers et sous-officiers polonais, faits prisonniers et emmenés, en 1939, par les Soviétiques dans trois camps de Biélorussie et d'Ukraine, ignorent qui

les a tués ou même, pour la plupart d'entre eux, quel a été exactement leur sort.

SYLVIE KAUFFMANN.  
(Lire la suite page 4.)

(1) Katyn, l'armée polonaise assassinée, par Alexandra Kwasikowska, Editions « Complexe », Paris.

## Le Monde

### LIVRES

- Les Daudet sont parmi nous.
- Monsieur France, toujours.
- L'infante délicatesse de miss Warner.
- Une « troisième littérature allemande ».
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech.
- La chronique de Nicole Zand.

Pages 13 à 20

M 0147 - 0708 D - 4,50 F



3790147004500 07080

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 G. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 338 F CFA ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,80 \$ ; USA (West Coast), 2 \$.

# Débats

## MÉDIAS

### La télévision la plus française du monde...

**V**OILÀ donc le PAF, paysage audiovisuel français, suspendu à une nouvelle réforme. Voilà encore ses responsables, ses acteurs et ses sous-traitants plus préoccupés par leur avenir à très court terme que par les grilles de programmes de la rentrée. A raison d'une réforme tous les cinq ans depuis 1959, avec des mises en place d'un an et des incertitudes de six mois, auxquelles il faut ajouter les fluctuations pré et post-électorales, on peut dire que la télévision est plus en France, une question de réforme que de forme. Ce zoning essentiellement politique amuse sans doute les observateurs étrangers. Mais il devrait définitivement nous alerter : notre télévision, qu'elle soit publique ou privée, ne peut plus se permettre cette roue de l'infortune. Ce serait suicidaire.

par PATRICK MENEY (\*)

investissements. Il faut savoir qu'en 1987 un millier de sociétés de production se sont créées sur Paris. Les deux tiers d'entre elles ne passeront pas l'année. Observant notre pays, devenu un de leurs objectifs prioritaires, les investisseurs mondiaux de l'audiovisuel doivent trouver cela folklorique, sympathique peut-être, mais ni sérieux ni dangereux pour leurs ambitions.

Il y a donc urgence à réagir, comme on l'a fait avec succès dans d'autres secteurs industriels menacés, sous peine de ne plus passer la rampe. Le temps n'est plus aux interrogations métaphysiques, ni aux débats politiques, mais au plan de sauvetage.

#### S'adapter pour exporter

Le salut ne se trouve pas, en effet, dans le repli ni dans l'auto-satisfaction nationaliste. Il est dans l'exportation, condition indispensable à la survie d'une véritable industrie audiovisuelle quand le marché intérieur, trop restreint, paye — à quelques exceptions près — moins cher que le coût de production. L'exportation est, à mon avis, l'unique façon de défendre notre identité, tout en assurant la viabilité économique de notre production. Elle rendra les producteurs plus indépendants par rapport aux diffuseurs français, dont ils sont actuellement les otages, mais également par rapport aux pouvoirs publics et aux sponsors.

Toutefois, pour exporter, il faut s'adapter totalement aux normes internationales. En sommes-nous capables, en matière de télévision ? Pas évident.

Cela nous oblige en effet à penser international, avant de penser français. Cela est vrai pour le sujet, pour le style, pour le rythme, mais aussi... pour la langue. Un produit télévisé mis sur le marché étranger en version française ne se vend pas. Il faudra peut-être, comme l'a noté le sénateur Jean Chuzel, produire en langue anglaise, car « il est préférable de faire passer le message dans une langue étrangère que de pas le préserver la forme et de ne pas le diffuser ». Question de vie ou de mort : si l'AFP est aujourd'hui une des trois agences de presse mondiales, c'est qu'elle diffuse en anglais, en espagnol, en allemand, en portugais ou en arabe. Et pourtant, elle participe bel et bien au rayonnement de la France dans le monde. En l'occurrence, les clients n'achètent pas une information française, mais une bonne information, rapide et fiable.

Il en sera de même pour notre industrie télévisée. On n'exportera pas une langue que la plupart des clients ne comprennent pas, mais un concept et un contenu dans lesquels ils seront capables de se reconnaître. Le succès des séries américaines et brésiliennes se trouve là. Ce qui ne signifie pas

qu'il faut tout imiter. Il faut simplement trouver notre « créneau », qui peut être celui de la qualité, mais toujours en faisant l'effort de la vision internationale des choses.

Aujourd'hui, très peu de producteurs français ont cette vision et cette démarche, soit qu'elle les heurte, soit qu'ils n'en aient pas les moyens, notamment commerciaux, soit qu'ils manquent tout simplement d'ouverture d'esprit. Mais il est vrai, aussi, qu'une telle offensive sur le marché international de l'audiovisuel ne peut être lancée sans une solide base nationale. Or cette base n'existe pas, contrairement à ce qui existe ailleurs.

Les Américains et les Japonais disposent d'un marché intérieur suffisant pour s'autofinancer. Mais d'autres pays, beaucoup plus petits, bénéficient de véritables aides à l'exportation. C'est le cas du Canada et de la plupart des pays européens. Or, chez nous, la politique d'aides à la production est essentiellement nationale. Elle tend pratiquement à généraliser les programmes exportables au profit de la production franco-française. C'est une aberration. L'argent du contribuable va soutenir plus volontiers un projet marginal et sans aucune ambition internationale qu'une série magazine capable de s'exporter.

(\*) Directeur général et rédacteur en chef de l'agence Gamma-Télévision.

Et on se refuse systématiquement à subventionner un programme d'information à portée mondiale, sous prétexte qu'il s'agit d'une denrée périssable, tout en finançant certaines œuvres dont personne n'entendra jamais plus parler. Bref, on préfère se faire plaisir entre nous, plutôt que d'échanger des talents contre des devises. Produisons français pour les Français, tel semble être le mot d'ordre en matière de télévision. Inutile alors de se lamenter sur l'invasion des séries américaines, sur la médiocrité de notre PAF ou sur la balance commerciale déficitaire.

Plus que jamais, si nous refusions cette révolution culturelle, nous n'aurions que la télévision nous a déjà fait prendre un retard considérable, dont chaque Français est témoin quotidiennement en zappant de la Une à la 6. Pour être sauvés, notre industrie télévisée n'a pas besoin d'une nouvelle réforme intérieure, mais en priorité, tout de suite, d'une offensive sur les marchés étrangers. Elle ne se fera pas en ordre dispersé, ni avec de petits moyens. Il y a une approche et une crédibilité à trouver. Il y a des produits à inventer et un marché à connaître. Il y a surtout des encouragements concrets à mettre en place, pour offrir aux producteurs français les mêmes conditions de compétitivité que leurs concurrents internationaux, y compris européens.

## BONHEURS

### Contrariétés

par ALBERT MEMMI

**L'**UNE de mes amies disait : « J'ai honte de me plaindre. Comme on dit, j'ai tout pour être heureuse, mais le fait est que je ne le suis pas ; je ne suis pas heureuse simplement parce que je suis contrariée, oui, contrariée ! Je dois manger quand je n'ai pas faim, dormir quand je n'ai pas sommeil, sortir quand je préfère rester à lire dans mon fauteuil... Résultat, je n'ai jamais fait à table, je dors mal et je m'ennuie en société ! »

Contre qui en avait-elle ? Apparemment, contre sa famille qui lui impose un rythme autre que le sien, des obligations qui lui pèsent.

Il est exact que les nécessités de la vie commune ne concordent pas toujours avec les besoins de chacun. Toutefois, la plainte de mon amie était-elle tout à fait justifiée ?

S'il est vrai que toute relation humaine est contraignante, il n'y a guère de relation humaine qui ne se puisse aménager. Même celle que nous imposent les tyrans, sinon elle finit par éclater, d'où les révolutions. On peut toujours, à l'intérieur de l'ensemble domestique, sauvegarder quelque domaine personnel.

Personne ne peut vraiment nous empêcher de grignoter lorsque nous avons faim, de prendre un café à dix heures, un thé à cinq heures, avec petits gâteaux si nous sommes de la

race des grignoteurs. A la table familiale, nous offrirons notre compagnie et jurerons de celle des autres devant une assiette habilement mesurée. Si l'on n'a pas sommeil à l'heure de tous, on peut toujours organiser un coin, lit ou simple fauteuil, où se réfugier un moment, en exploitant avec gentillesse que l'on rejoindra plus tard le lit conjugal. Passées les premières défiances, le conjoint en prendra l'habitude.

Au lieu d'attendre votre salut d'autrui, faites-le vous-même. Gâtez-vous au lieu de soupier après les gâteries que vous attendez des autres, qui, peut-être, ne pourraient pas même vous les procurer. Si votre femme ou votre mari n'est pas un gourmet, il ne pensera pas à découvrir le restaurant où l'on trouve ces merveilles dont l'évocation vous fait saliver. Découvrez-les vous-même et emmenez-y votre conjoint.

Cessez d'accumuler les objections (vous ne trouvez toujours) : c'est trop compliqué, c'est trop cher, etc. Tout se passe, en effet, en temps ou en argent. Ce n'est pas Noël tous les jours, mais vous avez bien droit à un Noël supplémentaire de temps en temps.

Demandez-vous plutôt pourquoi vous vous êtes laissé contrarier si longtemps : n'est-ce pas que, dans une large mesure, vous vous contrariez vous-même ?

## VILLA MEDICIS

### « Bonsoir de Rome »

Quant aux pensionnaires, auxquels il a été fait allusion, par-ci, par-là, au cours de la soirée, ils furent les grands absents de cette émission.

Non seulement personne ne les a vus ni entendus — à l'exception de l'une d'entre eux, restauratrice, dont le rôle se limita à faire de la figuration après que la parole lui eut été octroyée pendant 57 secondes sur l'heure et demie qu'a duré l'émission, — mais à aucun moment M. Drot n'a fait état de « leurs recherches et leurs travaux ». Mentionner, par exemple, les récents concerts donnés par les musiciens à la Radio italienne et à Saint-Louis-François, les livres publiés par les écrivains, les expositions organisées par les plasticiens, architectes, restaurateurs et historiens de l'art, n'aurait pourtant pas nui à l'image culturelle de l'Académie de France.

Une émission comme celle-ci, destinée à un large public, était justement l'occasion rêvée pour expliquer à la très grande majorité des téléspectateurs qui l'ignorent probablement, ce qu'est réellement l'Académie et qui sont ses pensionnaires.

En 1971, la réforme dite Malraux modernisa l'institution, qui avait été fondée en 1666. L'appellation de « Prix de Rome », tombée en désuétude, fut supprimée ; le concours d'entrée remplacé par un nouveau mode de recrutement ; le séjour des pensionnaires à Rome réduit à une ou deux années ; l'Académie, qui n'accueillait jusqu'alors que des peintres, des sculpteurs, des graveurs, des musiciens et des architectes, fut ouverte à de nouvelles disciplines : littérature, photographie, cinéma, restauration et histoire de l'art.

Depuis cette réforme, les pensionnaires, au nombre d'une vingtaine, qui résident et travaillent en permanence à la Villa Médicis, sont sélectionnés sur dossier et sur projet par un jury national et sont nommés par décret du ministre de la culture. L'Académie de France à Rome est administrée conjointement par un directeur et un conseil d'administration de onze membres que préside un conseiller d'Etat.

Nous ne sommes pas certains que l'image de notre maison sorte grandie de l'émission de télévision de l'autre soir, dont Frédéric Mitterrand lui-même prit ses invités d'excuser le caractère « peut-être un peu superficiel ».

Aucun d'entre nous n'est a priori hostile — pourquoi le serait-on ? — à une politique d'ouverture culturelle de la Villa Médicis sur l'extérieur. L'institution s'y prête par sa nature, et la chose est prévue par la loi. Sans aller jusqu'à vouloir célébrer les noces de la Méditerranée et de la mer Baltique, l'organisation mesurée d'échanges de qualité avec Rome et avec l'Italie pourrait être profitable à tous. Mais encore faudrait-il qu'une telle politique d'échanges culturels restât proportionnée aux capacités de l'institution, prestigieuse certes mais de dimensions modestes ; qu'une telle politique ne se fit pas systématiquement au détriment et au mépris des pensionnaires et de leurs conditions de travail ; enfin, et surtout, qu'elle ne débouchât pas sur une dépréciation de l'image culturelle de la France dans un pays étranger.

L'émission du 24 juin était à cet égard, hélas, symptomatique de cette dérivation dans le sens d'une politique culturelle sans cohérence, démagogique, spectaculaire. Nous sommes véritablement inquiets devant une telle dégradation. Si l'on n'y prend garde avant qu'il ne soit trop tard, nous risquons de voir bientôt cette institution, unique en son genre, transformée en une banale maison de la culture, vidée de ses créateurs et de ses chercheurs.

A ce train-là, le jour n'est plus très loin où le cadre somptueux de la Villa Médicis ne servira plus, sous des projecteurs de télévision, que de décor à une sous-culture en play-back dont Desirées nous a donné l'autre nuit, dans « Bonsoir de Rome », un saisissant avant-gout.

Ce texte a été signé par dix-sept pensionnaires de l'Académie de France : Jean-Jacques Couapel, historien de l'art ; Pierre Deridda, écrivain ; Jean-Baptiste Devillers, compositeur ; Frédéric Durieux, compositeur ; Jean Duroc, musicien ; Eve Ganchevi, restauratrice ; Michel Hilaire, historien de l'art ; Emmanuel Hocquard, écrivain ; Caroly Horion, restauratrice ; Philippe Hurel, compositeur ; Philippe Hartout, peintre ; Serge Landois, sculpteur ; Philippe Mazzy, peintre ; Danielle Petit-Shirman, cinéaste ; Eugène Savitzkaya, écrivain ; Jean-Marc Singier, compositeur et Catherine Strasser, historienne de l'art.

#### Use dérive

Depuis cette réforme, les pensionnaires, au nombre d'une vingtaine, qui résident et travaillent en permanence à la Villa Médicis, sont sélectionnés sur dossier et sur projet par un jury national et sont nommés par décret du ministre de la culture. L'Académie de France à Rome est administrée conjointement par un directeur et un conseil d'administration de onze membres que préside un conseiller d'Etat.

**Pas la meilleure**

L'approche réaliste aurait dû s'imposer d'elle-même, au moment où les Français se reconcentrent sur l'économie. Il aurait fallu traiter la télévision comme n'importe quel autre enjeu économique et se préparer à la concurrence internationale. On aurait vite compris que notre télévision n'est pas compétitive au-delà de nos frontières. Non, elle n'est pas la meilleure du monde. Elle est simplement la plus française du monde, et est de ce fait une des plus difficiles à exporter. Car le prétendu label français est un leurre. Sur le marché télévisé mondial, il n'y a pas de prime au produit *made in France*, pour la simple raison que nous n'avons pas un savoir-faire spécifique, contrairement aux Américains avec leurs séries, aux Anglais avec leurs documentaires ou leurs animaliers, aux Japonais avec leurs dessins animés ou aux Brésiliens avec leurs Novelas.

Il reste à faire pour notre production télévisée le même chemin qu'ont parcouru, dans leur domaine, en vingt ans, Renault et Peugeot, pour affronter Toyota, Fiat, Ford ou Honda.

Cela nous conduit tout naturellement à un troisième volet : le pragmatisme, au lieu du romantisme. En effet, l'évolution la plus fondamentale est la concentration de l'industrie télévisée entre les mains de quelques magnats, surpuissants. Qu'on apprécie ou non, c'est irréversible. Or, face à ces « poids lourds » qui ne seront au bout du compte que six ou sept à l'échelle mondiale, — nous opposons une multitude de sociétés artisanales. Elles ne résisteront pas au choc, étant trop précaires financièrement, dans un secteur à hauts risques nécessitant de forts

**Pas la meilleure**

L'approche réaliste aurait dû s'imposer d'elle-même, au moment où les Français se reconcentrent sur l'économie. Il aurait fallu traiter la télévision comme n'importe quel autre enjeu économique et se préparer à la concurrence internationale. On aurait vite compris que notre télévision n'est pas compétitive au-delà de nos frontières. Non, elle n'est pas la meilleure du monde. Elle est simplement la plus française du monde, et est de ce fait une des plus difficiles à exporter. Car le prétendu label français est un leurre. Sur le marché télévisé mondial, il n'y a pas de prime au produit *made in France*, pour la simple raison que nous n'avons pas un savoir-faire spécifique, contrairement aux Américains avec leurs séries, aux Anglais avec leurs documentaires ou leurs animaliers, aux Japonais avec leurs dessins animés ou aux Brésiliens avec leurs Novelas.

Il reste à faire pour notre production télévisée le même chemin qu'ont parcouru, dans leur domaine, en vingt ans, Renault et Peugeot, pour affronter Toyota, Fiat, Ford ou Honda.

Cela nous conduit tout naturellement à un troisième volet : le pragmatisme, au lieu du romantisme. En effet, l'évolution la plus fondamentale est la concentration de l'industrie télévisée entre les mains de quelques magnats, surpuissants. Qu'on apprécie ou non, c'est irréversible. Or, face à ces « poids lourds » qui ne seront au bout du compte que six ou sept à l'échelle mondiale, — nous opposons une multitude de sociétés artisanales. Elles ne résisteront pas au choc, étant trop précaires financièrement, dans un secteur à hauts risques nécessitant de forts

**Le Monde**  
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

**ABONNEMENTS**  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	BRÉSIL	SUISSE	EUROPE	AUTRES PAYS (en mandat)
3 mois	354 F	399 F	384 F	487 F	
6 mois	672 F	762 F	772 F	1 337 F	
1 an	954 F	1 097 F	1 064 F	1 922 F	
1 an	1 200 F	1 300 F	1 300 F	2 530 F	

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE  
Composé 36-15 - Tapes LEMONDE

**Le Monde**  
PUBLICITE  
5, rue de Montesson, 75007 PARIS  
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Télex MONDPUB 206 136 F

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

**DURÉE CHOISIE**

3 mois

6 mois

9 mois

1 an

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner  
RENOYER CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse différés ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

*Veillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.*

## AFGHANISTAN

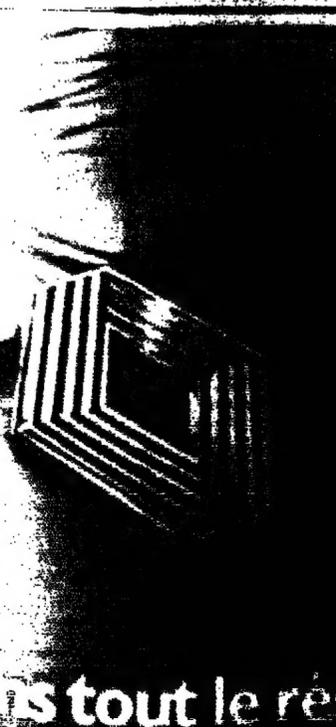
**La fracture entre chefs politiques**

Le régime de Karmal, l'ancien ministre de la Santé, a été renversé par un coup d'Etat militaire le 27 septembre. Les militaires ont imposé un régime militaire d'urgence, mais le pays est toujours en proie à une situation de chaos. Les différents groupes politiques et militaires s'affrontent pour le pouvoir, entraînant une situation de violence et d'instabilité.

Cependant, la situation est complexe. Les différents groupes politiques et militaires s'affrontent pour le pouvoir, entraînant une situation de violence et d'instabilité. Le régime de Karmal, l'ancien ministre de la Santé, a été renversé par un coup d'Etat militaire le 27 septembre. Les militaires ont imposé un régime militaire d'urgence, mais le pays est toujours en proie à une situation de chaos. Les différents groupes politiques et militaires s'affrontent pour le pouvoir, entraînant une situation de violence et d'instabilité.

Les élections du 24 juin étaient à cet égard, hélas, symptomatique de cette dérivation dans le sens d'une politique culturelle sans cohérence, démagogique, spectaculaire. Nous sommes véritablement inquiets devant une telle dégradation. Si l'on n'y prend garde avant qu'il ne soit trop tard, nous risquons de voir bientôt cette institution, unique en son genre, transformée en une banale maison de la culture, vidée de ses créateurs et de ses chercheurs.

A ce train-là, le jour n'est plus très loin où le cadre somptueux de la Villa Médicis ne servira plus, sous des projecteurs de télévision, que de décor à une sous-culture en play-back dont Desirées nous a donné l'autre nuit, dans « Bonsoir de Rome », un saisissant avant-gout.



# Etranger

## AFGHANISTAN : au sein de la résistance

### La fracture entre chefs politiques et combattants de l'intérieur s'élargit

Treize morts et une trentaine de blessés : tel est le bilan de deux attaques, une à la voiture piégée et une autre à la roquette, perpétrées le mercredi 6 juillet, à Kaboul par les moudjahidins afghans. Par ailleurs, Moscou a démenti les informations selon lesquelles son avion avait bombardé la ville de Maydan-Chahr (le Monde du 7 juillet) et que Paghman, à 17 kilomètres de Kaboul, était tombée aux mains de la résistance. « A ce jour, a déclaré un porte-parole du ministre soviétique des affaires étrangères, aucune localité habitée ne s'est rendue aux rebelles. »

**PESHAWAR**  
de notre envoyé spécial

« Essayez d'imaginer le tableau : Yunus Khalis, le chef du Hezb-I-Islami, à pied sur les pistes poussiéreuses du Nangarhar, suivi par une troupe de moudjahidins. Avec son turban, sa Kalachnikov, ses cartouches barrant sa poitrine et son ventre bedonnant, « Barberousse » suit son cours et est, en même temps, on ne pouvait qu'être rempli d'admiration devant la performance physique du vieux chef. »

La scène, rapportée par un habitué des voyages à l'intérieur, se déroulait à la fin du mois de juin près de Manakheh, Gulbuddin Hekmatyar, le chef de l'autre Hezb-I-Islami (1), qui n'a pas beaucoup bougé de Peshawar depuis le début de la guerre, a lui aussi, récemment effectué plusieurs déplacements de l'autre côté de la frontière. D'autres témoignages confirment que depuis quelque temps les chefs des partis politiques ont quitté le confort de leurs villas de Peshawar pour se rendre sur le terrain à la rencontre des commandants... Le phénomène est à la fois nouveau et instructif : il signifie que les « politiques » de la résistance ont jugé urgent de combler le fossé qui ne cesse de s'élargir entre eux-mêmes et les commandants de l'intérieur et qu'ils s'inquiètent de l'absence manifeste de crédibilité de l'Alliance qu'ensemble ils composent. La nomination récente d'un gouvernement moudjahidin (le Monde du 21 juin) n'a pas arrangé les choses, au contraire.

Quatorze noms, résume un intellectuel afghan, deux par parti en comptant le président Ahmad Shah, qui ne sont connus ni des Afghans de l'intérieur, ni des commandants, ni des réfugiés. C'est un gouvernement nommé par sept personnes qui ne représentent qu'elles-mêmes. - Pir Sayed Ahmed Gaylani, chef du parti Mahaz (« traditionaliste royaliste ») et... nouveau président de l'Alliance,

n'est pas loin de partager la sévérité de ce jugement. Curieux président qui admet que « son » gouvernement ne « sera reconnu par aucun pays » et que ses activités seront nécessairement « très restreintes ». Ahmed Gaylani, aristocrate fortuné, homme courtois et diplomate, résume sa philosophie personnelle en une phrase : « Nous sommes dans une période éphémère et nous [la résistance] entreront (avec le départ des Soviétiques) dans une période de transition. »

Opposé à Gulbuddin Hekmatyar sur le mode de nomination du gouvernement, il a cédé pour ne pas créer de nouvelles tensions au sein de l'Alliance. Il reste cependant convaincu que la seule façon pour le peuple afghan de se choisir des représentants, même intérimaires, est de « renforcer la crédibilité de l'Alliance » est d'organiser une jirga (grande assemblée du peuple) traditionnelle. « Dans le passé, rappelle-t-il, il n'y a jamais eu de quotas selon les tribus. » Le nouveau porte-parole de la résistance afghane souhaite que des élections soient organisées le plus rapidement possible, en raison de la situation militaire, à limiter cette consultation à la seule population des camps de réfugiés au Pakistan.

Un tel corps électoral sera-t-il représentatif du peuple afghan ? Pir Gaylani balie l'objection : « Si trois millions de personnes élisent une assemblée de cent cinquante représentants, remarque-t-il, ce sera toujours mieux que l'assemblée de sept personnes qui existe actuellement. » Ensuite il faudra une jirga (2) qui aura à choisir un gouvernement national. Le chef du Mahaz constate que « l'espoir du retour du roi augmente avec le départ des Soviétiques » et il demeure persuadé que l'ex-souverain Zahir Shah est « la seule personne qui puisse garantir l'unité nationale ». Il explique que le rôle des commandants est d'être « sur le champ de bataille et non de figurer dans le gouvernement » (3), tout en admettant l'existence de divergences profondes entre chefs de guerre et chefs politiques. Les premiers réalisent en effet des alliances locales sur le terrain sans en référer aux partis politiques.

« Pouvoir légal » et « pouvoir réel »

Certains commandants ont toujours mal accepté d'être dépendants des formations politiques de Peshawar pour acquérir armes et munitions. Avec la constitution de stocks personnels souvent considérables, ces liens d'allégeance ont tendance à se relâcher. Inexistante sur le plan local, l'Alliance a beaucoup de mal à imposer son autorité aux « grands commandants » devenus de véritables gouverneurs, voire les « provinciaux » de plusieurs provinces. Dans ces régions où l'administration centrale est inexistante ou combattive, les structures traditionnelles sont restées vivaces.

## CORÉE : un geste du président Roh Tae Woo

### Séoul propose une amélioration radicale de ses relations avec Pyongyang

**SÉOUL**  
de notre envoyé spécial

Dans un geste d'ouverture marquant une rupture dans la politique de Séoul, le président Roh Tae Woo a annoncé, le jeudi 7 juillet, qu'il s'engageait à établir des relations fondées sur un esprit de coopération avec la Corée du Nord et à mettre fin à une situation de confrontation qui prévaut entre les deux pays. M. Roh a notamment déclaré qu'il demanderait aux Etats-Unis et au Japon de contribuer à intégrer davantage Pyongyang dans la communauté internationale, mettant implicitement fin à la politique traditionnelle menée par Séoul visant à l'isolement diplomatique de la Corée du Nord et renforcée à la suite de l'attentat dont fut victime en décembre dernier un appareil de Korean Air au large de la Thaïlande. Séoul avait demandé notamment à Washington et à Tokyo de prendre des sanctions à l'égard de Pyongyang. Ce que firent Américains et Japonais.

Soulignant l'existence d'une « seule et même communauté nationale coréenne », M. Roh, qui s'adressait à ses « soixante millions de compatriotes » (c'est-à-dire aussi aux habitants du Nord), a insisté sur la nécessité de « restaurer une

confiance mutuelle » qui doit se traduire par « un arrêt de la confrontation sur la scène internationale ».

Les propositions en six points de M. Roh sont, certes, assez vagues. Beaucoup tiennent du souhait, notamment en ce qui concerne l'échange des personnes avant la conclusion des pourparlers en cours entre les deux Croix-Rouge. De même le développement des échanges commerciaux entre les deux pays qui « doivent être considérés comme relevant du commerce à l'intérieur d'une même communauté nationale », c'est-à-dire sans barrière douanière.

Les « pays amis » et le Nord

En 1985, déjà, le Nord et le Sud avaient envisagé de commercer, mais la rupture des négociations (Pyongyang prenant prétexte des manœuvres militaires conjointes américano-coréennes) avait rendu caduque cette initiative. Plus concrète est la proposition que les Coréens résidant à l'étranger puissent visiter librement les deux Corées (ce qui n'est pas le cas actuellement : un Coréen se rendant au Nord n'ayant pas le droit d'entrer au Sud).

Autre point particulièrement significatif de la nouvelle politique

de Séoul à l'égard du Nord : l'affirmation que la Corée du Sud ne s'opposera plus au développement des échanges entre des « pays amis » et le Nord. Jusqu'à présent, Séoul considérait qu'il s'agissait d'un acte des « plus inamicaux » : au début des années 80, Paris avait dû prestement renoncer à renforcer ses liens avec Pyongyang afin d'éviter des « représailles » qui se seraient traduites par l'annulation d'importants contrats. La partie la plus nébuleuse du discours de M. Roh concerne l'aide que pourrait apporter le Sud au Nord dans la promotion des relations de Pyongyang avec les Etats-Unis et le Japon.

Jusqu'à présent Séoul a manifesté une sensibilité d'écœuré à la moindre initiative américaine en direction du Nord. Considérant que le gouvernement sud-coréen n'est qu'un « fantôme » manipulé par Washington, le Nord a toujours exigé un dialogue direct avec les Etats-Unis qui exclurait le Sud. Séoul était en revanche d'accord pour l'établissement de relations diplomatiques croisées : d'un côté, les Etats-Unis, le Japon et la Corée du Nord ; de l'autre la Chine, l'URSS et la Corée du Sud.

C'est la première fois qu'un président sud-coréen prend une initiative qui va aussi loin. La déclaration doit cependant être située dans le

contexte de la politique générale d'ouverture menée depuis l'arrivée au pouvoir de M. Roh Tae Woo et de la perspective des Jeux olympiques que Séoul compte utiliser pour renforcer sa position internationale.

En arrière-plan, l'initiative de M. Roh reflète enfin le climat de détente Est-Ouest et la conviction chez les Coréens que tant l'Union soviétique que la Chine de Deng Xiaoping peuvent exercer une influence modératrice sur Pyongyang. Le président entend également, et peut-être surtout, désamorcer les demandes des étudiants en vue de la réunification de la péninsule, coupée en deux à la suite de la guerre de Corée (1950-1953), ou du moins isoler les plus radicaux dans le mouvement étudiant qui ont prévu une Marche de la paix sur Panmunjon le 15 août.

La grande inconnue est l'accueil que réservera Pyongyang aux initiatives de Séoul. Ni la question des Jeux olympiques ni celle de la sécurité (notamment la présence des troupes américaines au Sud), dont Pyongyang demande le retrait comme préalable à un véritable dialogue, n'ayant été évoquées par M. Roh, Pyongyang risque fort de considérer cette initiative comme un geste de « propagande ».

PHILIPPE PONS.

## JAPON

### Un scandale boursier éclabousse le premier ministre

Le scandale boursier qui secoue le Japon depuis une semaine s'est étendu, le jeudi 7 juillet, au premier ministre, M. Noburu Takeshita, dont l'ancien secrétaire, M. Ihei Aoki a avoué s'être enrichi à la suite de spéculations douteuses.

Révélateur par les quotidiens japonais, l'affaire a déjà éclaboussé une bonne partie du monde politique, dont l'ancien premier ministre, M. Nakasone, l'actuel ministre des finances, M. Miyazawa, l'un de ses prédécesseurs, M. Watanabe, l'ancien ministre de l'Agriculture, etc. Tous ces gens, auxquels il faut ajouter quelques hautes personnalités de la presse financière, ont en quelque sorte bénéficié d'informations privilégiées et de la possibilité, via leur entourage, d'acquiescer à bas prix des actions d'une société, deux ans avant son introduction publique en Bourse. Les dites actions ont été revendues sur le marché boursier quatre fois plus cher, en moyenne, et les profits se montent à plusieurs centaines de milliers de dollars.

Juudi, le président du Nihon Keizai Shimbun, l'influent quotidien financier du Japon, plus connu sous le nom de Nikkei, qui s'est lui-même enrichi de plusieurs centaines de milliers de dollars grâce à sa position privilégiée, a présenté sa démission. Idem pour M. Hiromasa Ezoe, président de la société qui avait imprudemment offert ses actions à soixante-seize dollars de Tokyo deux ans avant d'invoquer le grand public à les acquiescer au prix fort... Son entreprise, Recruit Co. (six mille quatre cents salariés pour 1,4 million de dollars de chiffre d'affaires), forme un véritable empire, fondé sur les annonces immobilières et d'emploi.

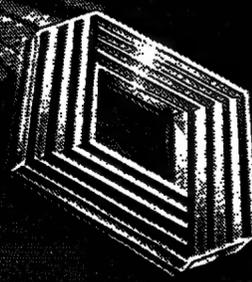
Légalement, les transactions dont ont bénéficié les soixante-seize personnes impliquées n'ont rien de répréhensible. Elles posent cependant un problème d'éthique évident et illustrent les liens étroits qui unissent au Japon le monde des affaires et celui de la politique. Certains des profits auraient notamment servi à alimenter les caisses des organisations politiques conservatrices. L'affaire, en tout cas, ne pouvait pas tomber à un plus mauvais moment pour M. Takeshita, celui-ci jouant actuellement son avenir politique sur une refonte controversée du système fiscal, qui prévoit notamment l'introduction d'un nouvel impôt de 3 % sur la consommation. « Tout cela aura une influence négative », a admis le chef du gouvernement.

● PAKISTAN : cinq Palestiniens condamnés à mort. - Cinq Palestiniens ont été condamnés à mort le mercredi 6 juillet au Pakistan pour le détournement en septembre 1986 d'un Boeing 747 de la compagnie américaine Pan Am sur l'aéroport de Karachi. Vingt-deux des trois cent quatre-vingt-dix passagers et membres d'équipage à bord de l'appareil avaient été tués. Quatre des cinq Palestiniens avaient été arrêtés au cours de l'assaut donné par des commandos pakistais. Le cinquième homme avait été ultérieurement interpellé. Les cinq condamnés ont quarante jours pour interjeter appel. - (Reuters.)

— Du 1<sup>er</sup> au 15 juillet —

# LES RENAULT 89

## A PRIX 88



**Dans tout le réseau Renault**  
Offre réservée aux particuliers dans la limite des stocks disponibles.

**RENAULT**  
DES VOITURES  
A VIVRE



Europe

YOUUGOSLAVIE : à Belgrade

Brève occupation du Parlement par des ouvriers en grève

Quelque quinze cents ouvriers des usines Borovo de Vukovar, en Croatie, ont pénétré le mercredi 6 juillet en force dans le Parlement fédéral à Belgrade pour contraindre les dirigeants politiques à prendre publiquement position sur leurs revendications... Cette spectaculaire manifestation fait suite à des débrayages qui se sont multipliés ces derniers mois en Yougoslavie, où la politique d'austérité du gouvernement de M. Branko Mikulic rencontre une hostilité croissante.

Arrêté à Bruxelles

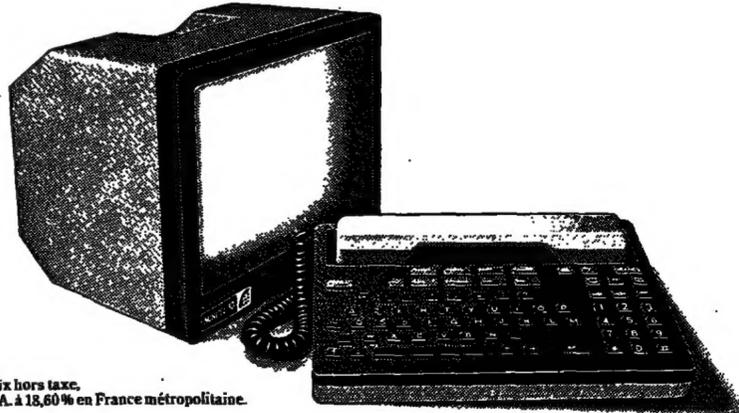
Un ancien prêtre irlandais aurait servi d'intermédiaire entre l'IRA et le colonel Kadhafi

LONDRES de notre correspondant L'IRA est un mouvement clandestin, et le premier devoir de ses « volontaires en service actif » est, par définition, de ne pas parler. Il ne faut donc vraisemblablement pas trop attendre de confidences de la part de M. Patrick Ryan, un prêtre irlandais défroncé, interpellé le 30 juin à Bruxelles, et qui n'est actuellement inculpé par la justice belge que de détention de faux passeport... L'ancien prêtre irlandais Patrick Ryan a été arrêté à Bruxelles le 30 juin dernier. Les services de sécurité de Sa Gracieuse Majesté semblent cependant en savoir long et ont largement ouvert leurs dossiers aux journalistes britanniques spécialisés.

MINITEL PLUS QUE JAMAIS A L'HEURE PROFESSIONNELLE.

9 accès professionnels de 0 à 7,64 F HT la minute.\*

Avec le Minitel, on peut s'informer, informer, décider, exposer, gérer, contrôler, distribuer, motiver, gagner du temps, des marchés et donc de l'argent. Avec le Minitel, les professionnels disposent de 9 accès TELETEL à tarification différente selon leurs besoins. 36 05, c'est le Numéro Vert TELETEL (appel gratuit pour l'utilisateur par numérotation directe à huit chiffres). 36 13 et 36 14, les services internes aux entreprises et les services pratiques destinés au public. 36 16 et 36 17, une large palette de services accessibles à toutes les entreprises. 36 21, les services de télé-informatique classique (norme ASCII). 36 28 et 36 29, deux nouveaux accès faciles et plus économiques aux grandes banques de données professionnelles (par numérotation directe à huit chiffres). 11, l'Annuaire Electronique avec ses catalogues professionnels. Pour connaître la liste des nouveaux services TELETEL professionnels et taper fort en affaires, taper 36 16 MGS puis SOMMAIRE



\* Prix hors taxe, T.V.A. à 18,60 % en France métropolitaine.

TAPER MINITEL, C'EST TAPER FORT EN AFFAIRES.



AU RENDEZ-VOUS DE LA POLOGNE SUR MINITEL

3615 - POLK

Rencontres internationales - Traductions Manifestations culturelles Infos de « SOLIDARNOSC »

3615 - POLK

La seule messagerie bilingue franco-polonaise

vie naise... de la table ronde... la santé publique... RFA : démission d'un responsable d'une organisation juive... TURQUIE : la canicule fait neuf victimes... Interdiction des vols à basse altitude... \* RFA : démission d'un responsable d'une organisation juive... TURQUIE : la canicule fait neuf victimes... Interdiction des vols à basse altitude...

# Amériques

### MEXIQUE : multiples irrégularités aux élections générales

## L'opposition menace de ne pas reconnaître le prochain gouvernement

Officiellement, aucun résultat n'avait encore été rendu public. Ce jeudi 7 juillet, en fin de matinée, le parti révolutionnaire institutionnel (PRI), a revendiqué la victoire à l'élection présidentielle qui s'était tenue la veille au Mexique. Il a déclaré, au cours d'une allocution télévisée, qu'il l'emportait de façon « légitime et incontestable ». L'opposition, en revanche, devant les rumeurs de fraude de plus en plus précises, a annoncé qu'elle était fermement décidée à contester le résultat du scrutin.

veiller le déroulement du scrutin. M. Henriquez dénonce, d'autre part, l'attitude agressive de certains membres de l'opposition. « Ils ont essayé de faire voter des gens qui n'avaient pas de carte d'électeur et, dans certains cas, ils ont même brûlé les urnes, en particulier dans le village de Cuchitlan, dans l'Etat de Oaxaca » (au sud de la capitale).

Au cours des dernières semaines, l'opposition a dénoncé une série d'irrégularités troublantes, en particulier dans l'établissement des listes électorales et dans le processus d'impression et de répartition des bulletins de vote. La presse, qui jouit d'une liberté très relative et pratique beaucoup l'autocensure, a, elle aussi, abordé le problème de la fraude à de très nombreuses reprises, au point qu'elle était devenue le thème central de la campagne.

MORELIA  
(Etat de Michoacan)  
de notre envoyé spécial

La démocratie mexicaine a-t-elle fait un « pas en avant » à l'occasion des élections générales organisées, le mercredi 6 juillet, ainsi que l'affirme le président de la République au exercice, M. Miguel de la Madrid, et comme semble l'indiquer la participation massive de l'électorat ? Ou alors faut-il croire l'opposition qui menace de ne pas reconnaître un gouvernement issu d'élections frauduleuses ?

En l'absence de chiffres même partiels, il est impossible pour l'instant de trancher entre les deux versions. Les candidats de l'opposition à la présidence de la République ont été reçus dans la soirée de mercredi, à leur demande, par le ministre de l'Intérieur, M. Manuel Bartlett, surpris de que ils ont dénoncé de nombreuses anomalies dans le déroulement du vote. Selon le porte-parole du Parti d'action national (PAN, droite), M. Oscar Vera, les représentants des partis d'opposition ont été agréés dans plusieurs bureaux de vote, en particulier dans les Etats de Oaxaca, de Puebla et de Chiapas, ainsi que dans la capitale. Le PAN signale plusieurs blessés parmi ses militants, dont certains auraient été arrêtés. Selon M. Vera, l'armée a eu recours à la force pour fermer arbitrairement plusieurs bureaux de vote. Elle aurait aussi bourré les urnes dans certains cas.

La version du porte-parole du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au pouvoir depuis soixante ans, M. Juan Henriquez, est tout à fait différente : « Les élections, dit-il, se sont déroulées dans le calme et il n'y a eu des incidents que dans deux ou trois bureaux de vote sur cinquante-cinq mille. Dans la plupart des cas, il s'agissait simplement de problèmes techniques liés souvent à la présence sur les lieux de représentants de l'opposition qui ne disposaient pas de l'accréditation nécessaire pour sur-

## Guerre non déclarée

Les délégués du PRI et de son candidat, M. Salinas de Gortari, qui s'étaient engagés à faire des « élections propres » et à « tenir compte de la volonté des Mexicains », ont laissé tout le monde sceptique, tant le passé du PRI est lourd en matière d'irrégularités. L'assassinat, quatre jours avant le scrutin de deux proches collaborateurs du candidat de l'Union du centre et de la gauche, M. Cuauhtémoc Cárdenas, n'a rien fait pour rassurer l'opposition.

Une des victimes, Javier Orando, qui était chargé de la tâche délicate de mettre sur pied un système de contrôle informatique pour dénoncer les manipulations électorales de la part du gouvernement, a été enterré à leur demande, par le ministre de l'Intérieur, M. Manuel Bartlett, surpris de que ils ont dénoncé de nombreuses anomalies dans le déroulement du vote. Selon le porte-parole du Parti d'action national (PAN, droite), M. Oscar Vera, les représentants des partis d'opposition ont été agréés dans plusieurs bureaux de vote, en particulier dans les Etats de Oaxaca, de Puebla et de Chiapas, ainsi que dans la capitale. Le PAN signale plusieurs blessés parmi ses militants, dont certains auraient été arrêtés. Selon M. Vera, l'armée a eu recours à la force pour fermer arbitrairement plusieurs bureaux de vote. Elle aurait aussi bourré les urnes dans certains cas.

Une véritable guerre non déclarée se déroule dans cet Etat, entre le nouveau gouverneur élu en 1986, M. Luis Martínez Villacorta, et son prédécesseur. Malgré son jeune âge, le premier fait partie de l'aile traditionnelle du PRI, qui ne voit pas l'utilité de démocratiser le fonctionnement du parti. M. Martínez Villacorta affirme, en effet, qu'il est « insulturne » de laisser entendre que son parti pratique la fraude. Il refuse également toute reconnaissance de reconnaître que le PRI est en perte de vitesse, voire qu'il est contraint de recourir à la coercition pour faire venir des centaines de milliers de personnes — paysans, ouvriers, fonctionnaires — à ses meetings électoraux.

Plus grave encore, le gouverneur du Michoacan est accusé par l'opposition d'être à l'origine des actes de violence commis contre les partisans de M. Cárdenas. Il rejette cependant toute responsabilité dans l'assassinat depuis 1986 de cinq personnalités liées à M. Cárdenas, affirmant que ces crimes sont, en fait, imputables aux trafiquants de drogue. « Nous connaissons les responsables, nous-a-t-il déclaré, mais la police n'a pas encore réussi à les arrêter ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

# Proche-Orient

### L'affaire de l'Airbus d'Iran Air

## La menace apparente qui a poussé le « Vincennes » à tirer semble avoir été grandement surestimée

Tandis que le Conseil de sécurité des Nations unies fixait au mardi 12 juillet l'examen de la plainte déposée par l'Iran contre les Etats-Unis à la suite de la destruction de l'Airbus d'Iran Air, les informations mettant en doute la thèse du Pentagone sur cette affaire se multiplient.

Le Pentagone avait affirmé, mardi, que l'Airbus avait été frappé par un missile à l'identification correspondant à ceux des appareils militaires, et d'autre part, des signaux normaux utilisés par les avions civils. Selon M. Lee Aspin, président de la commission des forces armées de la Chambre des représentants, le croiseur *Vincennes* a peut-être capté des signaux venant d'un appareil qui n'était pas l'Airbus d'Iran Air, le prenant pour un avion de combat iranien ayant des intentions hostiles. M. Aspin a estimé, à l'issue d'une réunion avec des responsables du Pentagone, que ce signal avait peut-être été destiné à la tour de contrôle de Bandar-Abbas, d'où décollent des avions militaires. Un porte-parole de la marine américaine, le lieutenant Brian Cullin, a affirmé pour sa part qu'« il n'y avait pas d'autre appareil dans la zone ».

Selon les spécialistes américains de l'aérospatiale, la menace apparente qui a poussé le croiseur *Vincennes* à tirer deux missiles a été grandement surestimée. D'anciens pilotes américains de F-14 ont déclaré que cet avion puisse faire peser une grave menace sur le croiseur. Selon un pilote interrogé par le *Washington Post*, le F-14 n'est pas équipé d'un armement qui aurait pu mettre réellement en danger le *Vincennes* et la trajectoire de l'Airbus (pris pour un F-14) ne présentait pas un risque majeur pour un croiseur de ce type.

## L'affaire ne fait que commencer

Les enquêteurs américains pourraient peut-être trancher ce débat technique un jour. Mais il n'y a pas de doute pour la plupart des Américains sur la justesse de la décision du commandant du *Vincennes* : 75 % d'entre eux estiment que le capitaine Rogers a eu raison de tirer, selon un sondage du quotidien *USA Today*, et 71 % affirment qu'ils auraient fait la même chose à sa place. Pour 61 % des personnes interrogées, l'Iran est le principal responsable de la catastrophe, alors que seuls 14 % des Américains jugent que la faute incombe d'abord aux Etats-Unis.

Selon un autre sondage, commandé par la chaîne ABC et le *Washington Post*, 61 % des Américains s'opposent à l'indemnisation des familles des victimes. Des habitants de la ville américaine de Vincennes (Indiana) multiplient leurs dons en vue d'ériger un monument pour rendre hommage, non aux victimes, mais au *Vincennes*, le croiseur de la marine américaine responsable de la destruction de l'Airbus. La col-

lecte est destinée à financer la construction d'une pyramide de granite qui célébrera également les hauts faits d'autres navires.

A Bandar-Abbas, une foule nombreuse a manifesté, mercredi, son hostilité aux Etats-Unis à l'occasion des obsèques des victimes. Dans le cadre de leur campagne visant à exploiter la vague de sympathie internationale que leur vaut la destruction de l'Airbus, les autorités iraniennes ont autorisé des journalistes — trifiés sur le volet — à couvrir les marches de protestation. Venant de Téhéran ou de Doubaï, équipes de télévision et autres reporters ont été conduits à Bandar-Abbas, où ils ont pu voir les corps des passagers de l'Airbus. Une centaine de corps ont ensuite été transportés à Téhéran, où devaient se dérouler, jeudi, de nouvelles funérailles et des manifestations anti-américaines. « L'affaire du Golfe ne fait que commencer », a déclaré, mercredi, le président Khamenei, répondant

## En visite à Washington Le chef d'état-major soviétique ne juge « pas opportun » de commenter l'incident

Washington (AFP). — Le maréchal Akhromov, chef d'état-major de l'armée soviétique et premier vice-ministre de la défense d'URSS, a rejeté, le mercredi 6 juillet, toute comparaison entre la tragédie de l'Airbus et celle du Boeing-747 de la compagnie sud-coréenne KAL abattu par la chasse soviétique en 1983.

Dans une conférence de presse tenue au Pentagone, il a indiqué qu'il « n'établirait aucune comparaison » entre les deux drames, ajoutant qu'il avait discuté « pendant un moment » de la tragédie de l'Airbus avec son collègue américain, l'amiral William Crowe.

Le maréchal Akhromov a ajouté qu'il « n'avait pas jugé opportun » de donner son avis à son interlocuteur. « Il m'est impossible d'analyser objectivement l'affaire sans avoir connaissance de tous les détails, et pour cela je devrais faire partie du commandement de l'armée des Etats-Unis », a-t-il fait remarquer.

## Signature d'un accord sur les réparations financières entre la Grande-Bretagne et l'Iran

Londres (AFP). — La Grande-Bretagne et l'Iran ont signé, le mercredi 6 juillet à Londres, un accord sur les réparations financières pour les dommages causés à leurs ambassades respectives à Téhéran et Londres, a annoncé le Foreign Office.

L'accord formel a été signé au Foreign Office pour l'Iran par le chargé d'affaires iranien, M. Akhmadzadeh Basti. Il reprend les termes de l'accord de principe auquel étaient parvenus les deux gouvernements le 10 juin dernier, a précisé un porte-parole du Foreign Office.

« Cet accord ne fait pas partie d'un pacte à payer pour avoir de meilleures relations [avec l'Iran] », a-t-il ajouté.

La Grande-Bretagne paiera à l'Iran 1,8 million de livres (environ 20 millions de francs) pour les dégâts provoqués par un assaut des forces spéciales britanniques contre l'ambassade d'Iran à Londres pour libérer des opposants au régime de Téhéran en 1980. De son côté, l'Iran paiera 980 000 livres en compensation des dommages subis par les représentations diplomatiques en Iran en 1979-1980. Quelques heures après la signature de cet accord, le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, a déclaré que son pays n'était pas encore prêt à rétablir des relations diplomatiques avec l'Iran. Ce dernier, a-t-il dit, « devra d'abord cesser de soutenir le terrorisme, accepter la résolution de l'ONU appelant à la cessation des hostilités avec l'Irak et garantir les droits des diplomates [en poste sur son territoire] ».

Des policiers israéliens se seraient déguisés en journalistes américains

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Est-ce un nouvel épisode du conflit entre les autorités israéliennes et la presse étrangère — avec, cette fois, en figures, la volonté de discréditer cette dernière auprès de la population palestinienne des territoires occupés ? Des membres des services de sécurité — le Shin Beth — sont soupçonnés de s'être fait passer pour des journalistes de la chaîne de télévision américaine ABC, alors qu'ils procédaient à une arrestation dans un village de Cisjordanie. ABC a consacré un reportage minutieux à cette affaire ; la chaîne a demandé des éclaircissements aux bureaux du premier ministre, dont dépend le Shin Beth, et le porte-parole de la présidence du Conseil a promis, le mercredi 6 juillet, une enquête approfondie.

L'historie se déroule en deux temps. Le 16 juin dernier, l'armée a dynamité la maison d'une famille du village de Salit (près de Naplouche) dont un membre, Nizar Daqduk, était « suspect d'activités terroristes », et notamment d'avoir lancé un cocktail Molotov sur un véhicule israélien. Cependant, le suspect, un adolescent, n'avait jamais été inculpé ni même appréhendé. Le lendemain, il était interviewé par la télévision israélienne, à laquelle il déclarait son étonnement : « Je n'ai jamais été interviewé mais voilà qu'ils viennent et dynamisent ma maison ».

La suite de l'histoire — telle qu'elle a été reconstituée par ABC — n'est pas moins surprenante. Le 23 juin, deux voitures de location, portant des autocollants ABC, pénètrent à Salit et s'arrêtent devant la nouvelle maison de la famille Daqduk. Les occupants des voitures, équipés de matériel de télévision, se présentent comme étant des journalistes de la chaîne américaine. Ils demandent à interviewer Nizar ; ils proposent de l'emmener pour que l'entretien ait lieu devant l'ancienne demeure de la famille, celle qui a été dynamitée. Nizar aurait accepté, serait monté à bord d'une des voitures et, quelques jours plus tard, on apprendra qu'il a été emprisonné.

Un responsable d'ABC à Tel-Aviv nous a indiqué que c'était à la suite d'une intervention de la famille Daqduk, inquiète du sort de Nizar, que la chaîne, qui ignorait évidemment tout de cette affaire, a décidé de mener son enquête.

Celle-ci, fondée sur les témoignages de la famille et des habitants du village, n'a pour le moment pas été démentie.

ALAIN FRACHON.

### Les premiers pas du premier ministre

Le gouvernement pourra continuer à s'imposer...

### M. Poperev : la sécurité dans le respect du droit

« Il faut se sentir justifié par le droit... »

### M. Besse « bouleversée »

« Le refus prononcé de l'adhésion des territoires à l'indépendance dans l'Etat... »

### 808-Attentats à réclamer un statut pour les victimes

« L'attentat contre le président de la République... »

### Cahiers statistiques Solidarité - Santé, numéro 14

en 22 cartes l'implantation la progression la concentration des médecins, libéraux et salariés généralistes et spécialistes

85 F

Ministère des Affaires Sociales et de l'Emploi

la documentation française

29-31, quai Voltaire - 75340 Paris Cedex 07

### COURS PRIVE CARPENTIER

La méthode

seconde aux Terminales A.S.S.A.

PREPA MEC - BTS

01 42 33 92 38 + 01 42 33 92 38

Publinter

01 42 33 92 38

conces à tirer... timée

Des policiers israéliens se seraient déguisés en journalistes américains

Un communiqué du premier ministre

M. Poperen : la sécurité dans le respect du droit

Une lettre ouverte de la veuve du PDG de Renault

Mme Besse « bouleversée »

SOS-Attentats a réclamé un statut pour les victimes

Les désagrément de ministres « atypiques »

Le RPR triomphe

Le communiqué du premier ministre

M. Poperen : la sécurité dans le respect du droit

Une lettre ouverte de la veuve du PDG de Renault

Mme Besse « bouleversée »

SOS-Attentats a réclamé un statut pour les victimes

Les désagrément de ministres « atypiques »

Le RPR triomphe

Le communiqué du premier ministre

M. Poperen : la sécurité dans le respect du droit

Une lettre ouverte de la veuve du PDG de Renault

Mme Besse « bouleversée »

SOS-Attentats a réclamé un statut pour les victimes

Les désagrément de ministres « atypiques »

Le RPR triomphe

Le communiqué du premier ministre

M. Poperen : la sécurité dans le respect du droit

Une lettre ouverte de la veuve du PDG de Renault

Mme Besse « bouleversée »

SOS-Attentats a réclamé un statut pour les victimes

Politique

Les premières difficultés du gouvernement Rocard

Le communiqué du premier ministre

L'isolement pourra continuer à s'imposer...

M. Poperen : la sécurité dans le respect du droit

M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement...

Une lettre ouverte de la veuve du PDG de Renault

Mme Besse « bouleversée »

Se déclarant « bouleversée » par la décision d'assouplissement de l'isolement...

SOS-Attentats a réclamé un statut pour les victimes

Mme Françoise Rudetzki, victime d'un attentat au restaurant « Le Grand Véfour »...

COURS PRIVE CARPENTIER "La méthode" Seconde aux Terminales A.B.C.D.G. PREPA HEC - BTS

LE MONDE IMMOBILIER Publicité Renseignements : 45-55-91-82

Prisons : les risques d'une volte-face

Politiquement, il fallait désamorcer la bombe et tenter au plus vite de limiter les dégâts provoqués par la décision de mettre fin à l'isolement des détenus politiques...

Incident à la Santé

Applicables immédiatement, ces mesures ont donc concerné les quarante-quatre « politiques » de la Santé...

Les désagrément de ministres « atypiques »

(Suite de la première page.)

Les déclarations du nouveau ministre ont suscité un tir de barrage du RPR, par la voix de Mme Michèle Barzach...

Les pesanteurs

Dernier front sur lequel M. Rocard rencontre des difficultés avec ses propres amis : le Parlement...

Le RPR triomphe

« Nous avons été entendus » M. Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale...

(RPR) de Paris, au cours de la discussion, la veille, du projet de loi d'amnistie...

Le fait d'être soumis à ce régime de réclusion est, néanmoins, loin de légitimer la démarche de deux ministres qui ont eu peur...

Certes, au cabinet du premier ministre, on s'employait mercredi à faire bonne figure. L'un des principaux conseillers de M. Rocard affirmait ainsi : « Ce sont des ministres atypiques. Ils sont vingt-quatre (hors PS). Cela fera au maximum vingt-quatre faux pas... »

« A force de manier la nitroglycérine, ça va finir par péter », nous déclarait très inquiet un responsable pénitentiaire.

Alors qu'en fin de matinée, jeudi 7 juillet, aucune disposition pratique n'avait suivi le communiqué de Matignon...

Très fermes lorsque les conséquences pratiques de la décision de la chancellerie sont entrées en contradiction avec les consignes qu'ils avaient données...

Juges d'instruction et parquets devant, dans la journée de jeudi 7 juillet, être consultés par le ministre de la justice...

AGATHE LOGEART.

281 « politiques »

Sur les cinquante-quatre mille détenus de métropole et d'outre-mer, deux cent quatre-vingt-un sont « réclameurs d'actes politiques »...

La levée de l'isolement décidée par le ministre de la justice concerne ce type de mesures, largement et systématiquement unilatérales depuis 1986...

VIEND DE PARAITRE Mode d'UNESCO-EMPLOI Elvira Garcia Cambeiro

ISBN 2-850208-0-6 Bibliothèque de Coopération TX22-16853 Livres Hebdo n° 4 - 23-01-88, p. 105



## Politique

### Le report des projets socialistes de réforme du mode de scrutin cantonal

# Un déséquilibre persistant entre la ville et la campagne

Les élections cantonales resteront fixées à l'automne. M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, a confirmé, le mercredi 6 juillet, au cours de la séance consacrée aux questions d'actualité à l'Assemblée nationale, les dates des 25 septembre et 2 octobre, veille de la rentrée parlementaire, différée, cette année, de vingt-quatre heures conformément à l'article 28, alinéa 4 de la Constitution (1). Le Sénat a, définitivement adopté le 6 juillet, la proposition de loi tendant à reporter l'organisation des élections cantonales paritaires, pour les sièges vacants avant le 5 juin, lors du renouvellement général.

### Par les cages d'escalier

Si une réforme conservait le mode de scrutin majoritaire, il s'agirait alors soit de morceler encore les villes au point, prévient M. Boin-Moulin, de « faire passer les limites cantonales par les cages d'escalier », ce qui est « infaisable », soit de procéder à un regroupement des cantons ruraux, une option qui redouterait, pour sa part, M. Gérard Saumade, président socialiste du conseil général de l'Hérault.

Prenez l'exemple du canton de Cayrol, situé sur le plateau du Larzac et qui compte moins d'un millier d'habitants, ce dernier craint que si ce canton était associé à l'un de ses voisins, plus peuplés ne soit dépeuplée cette région. La présence d'un élu politique est, selon lui, « indispensable » pour retenir les populations dans les cantons désertifiés. Une telle réforme irait d'ailleurs à l'encontre, remarque M. Raymond Courrière, président socialiste du conseil général de l'Aude, de la lutte contre la désertification du territoire nationale menée, parallèlement, par le gouvernement. Selon M. Courrière le conseil général doit être « la dernière collectivité locale qui représente l'espace dans un canton et à la représentation des hommes ».

Une meilleure représentativité des populations serait-elle mieux assurée avec l'introduction d'une dose de proportionnelle ? Défendue depuis toujours par les communistes, la représentation proportionnelle

reste dans le cadre départemental apparaît séduisante. Un scrutin de liste présente, en effet, l'avantage de la clarté et de donner aux élus une vision départementale et pas seulement cantonale des problèmes.

Néanmoins, les conseillers généraux redoutent, d'une part, que les partis politiques ne se mêlent de la composition des listes et, d'autre part, qu'ils ne fassent appel, comme le souligne M. Courrière, « aux représentants des villes pour faire plus de voix », au risque d'annuler purement et simplement le poids des cantons ruraux au sein de l'assemblée départementale.

### Des présidences à gauche

Le souhait qu'avait M. Joxe d'envisager une modification du mode de scrutin cantonal n'était pas exempt d'arrière-pensées politiques : elle aurait permis sans doute à la gauche de récupérer la présidence de conseils généraux, actuellement dirigés par la droite, dans des départements où la gauche est majoritaire en voix. C'est le cas, par exemple, de la Seine-Maritime, où le PS et le PC étaient majoritaires en voix lors des trois derniers renouvellements cantonaux, mais où M. Jean Lecanuet (UDF-CDS) a conservé la présidence. De même, en Saône-et-Loire, où M. Joxe a été réélu député, la gauche était majoritaire de 1973 à 1986, mais elle n'a détenu le pouvoir au Conseil général que de 1983 à 1985.

En revanche, l'instauration de la proportionnelle dans les zones urbaines rencontrerait un écho favorable auprès de nombreux conseillers généraux. Dans les villes, explique M. Saumade, les représentants départementaux ont « des difficultés pour exister » aux côtés des députés, conseillers régionaux et conseillers municipaux. Rares sont d'ailleurs ceux qui connaissent exactement les limites des cantons qu'ils représentent.

En fait, la synthèse, pour la gauche, de ces approches se retrouve dans la proposition de M. Bernard Dreyfus, président socialiste du conseil général du Nord, qui envisage la collaboration des deux modes de scrutin : majoritaire dans les cantons ruraux, proportionnel dans les autres. Une façon de concilier les deux réalités départementales, même si elle risque de renforcer les clivages entre élus des champs et élus des villes.

La conception du rôle de l'assemblée départementale soulève, en réalité, le débat sur le mode de scrutin cantonal. La décentralisation a délégué de nouveaux pouvoirs aux conseils généraux, notamment en matière d'éducation (collèges), qui ont encore renforcé les besoins budgétaires des cantons urbains, alors que les départements sont devenus dirigés par une majorité d'élus ruraux. Cette distorsion est apparue nettement lors de l'adoption, le 10 février dernier, du budget du

V.D.

(1) Cet article dispose que « si le 2 octobre est un jour férié, l'ouverture de la session a lieu le premier jour ouvrable qui suit ».

### 25 septembre et 2 octobre

Le dialogue n'était pas assez « prolo » pour avoir été écrit par Patrick Besson, romancier des faubourgs, célèbre auteur de *l'Humanité* et du *Figaro Magazine*. Il n'était pas, non plus, assez « NAP », abréviation de Neulilly-Auteuil-Neuilly, pour avoir été inventé par Jean d'Ormesson. On ne l'auroit dit sorti d'un polar américain, film noir par travestis clem.

D'abord, le président a donné la parole à « Bob », dit Robert Pandraud, l'ancien ministre chargé de la sécurité s'inclinant, le mercredi 8 juillet à l'Assemblée nationale, de la santé des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, des préfetures et des communes « qui ont à organiser leur emploi du temps ». C'était rapport aux dates des prochaines élections. Accent traînant inimitable et patte gauche tétaisée, « Bob » voulait savoir surtout à quel point ils ont tenu les candidats aux conseils généraux.

Tout aussi shérif, Pierre Joxe s'est levé lentement en roulant juste ce qu'il faut des épaules. On ne voyait pas ses yeux, mais on se doutait qu'ils rigolaient en douce. Il a saisi son micro comme on brandit sa carte de police quand on est ministre de l'Intérieur. Solennellement. La

question était bien pour lui. Et la réponse était bien pour l'autre.

« Je vous remercie de la sollicitude durable qui est le vôtre pour les fonctionnaires méritants », a balancé gentiment Pierre à « Bob » avant de lui faire comprendre qu'il n'était pas utile d'essayer de la ramerer. A lui, on ne l'auroit dit sorti d'un polar américain, film noir par travestis clem. « La réponse à votre question, a poursuivi le ministre, se trouve dans la loi que vous-même avez fait adopter le 8 janvier - et que j'ai votée, à Quelques députés de droite s'impatientaient. Alors, ces élections, c'est pour quand ?

« Comme il n'est pas d'usage d'organiser ces élections pendant la session parlementaire - cela ne s'est jamais produit depuis 1871 -, je suppose, a ironisé le ministre, que vous avez envisagé qu'elles aient lieu les 25 septembre et 2 octobre prochains, toutes dates possibles aux termes mêmes de votre loi ».

Après la carresse au menton, Pierre Joxe a lâché un direct au foie. « J'ai déjà répondu à cette question à a-t-il dit, mais, le vendredi précédent, « il est vrai qu'il était une heure du matin et que nous n'étions pas très nombreux », Ridou.

OLIVIER BIFFAUD.

(Publicité)

Université François-Rabelais de Tours  
Association pour le Développement Universitaire Technologique à Bourges  
DIPLOME UNIVERSITAIRE DE TRADUCTION ET RÉDACTION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE  
Ouverture à Bourges en octobre 1988  
Renseignements : Université François-Rabelais UFR Anglais et LEA 3, rue des Tanneurs 37041 Tours CEDEX. Tél. : 47-38-56-00 poste 310.

### Plusieurs dirigeants du PS souhaitent un renforcement du futur impôt sur la fortune

M. Pierre Mauroy a ouvert au bureau exécutif du Parti socialiste, le mercredi 6 juillet, un débat sur les projets d'impôt sur la grande fortune (IGF) et de minimum social garanti, le premier fait par l'objet d'un projet de loi examiné le 13 juillet par le conseil des ministres. M. Henri Emmanuelli, « numéro deux » du PS, ancien secrétaire d'Etat au budget, a plaidé pour un relèvement des taux du futur impôt, dont M. Michel Rocard avait indiqué, le 3 juillet, que le niveau maximal serait inférieur à 1 %.

### La répartition des postes

Les participants à la réunion se sont intéressés, pour le reste, à la suite de la répartition des responsabilités à la direction du parti le bureau exécutif ayant à approuver la nomination de six secrétaires généraux adjoints.

Les rocardiens ont obtenu trois de ces six postes, dont deux sur des secteurs « sensibles » : les élections (M. Alain Richard) et les fédérations (M. Daniel Frachon). Le troisième, la formation, revient à M<sup>me</sup> Colette Defoerit, nouveau membre du bureau exécutif, qui présente la particularité d'être, probablement, le premier chef d'entreprise appartenant à cette instance du PS.

Les rocardiens sont particulièrement satisfaits de détenir un droit de regard sur la gestion des fédérations, secteur qui avait toujours été monopolisé, depuis le congrès d'Épinay, en 1971, par les « conventionnels » (proches de M. Mitterrand). En revanche, M. Laurent Fabius, faute d'avoir obtenu un poste d'adjoint aux fédérations pour l'un des siens, M. Claude Bartolone, a insisté pour que celui-ci participe à la gestion « collégiale » prévue pour ce secteur par ceux des élections et pour celui des entreprises. Le second adjoint aux élections (et aux études politiques) est, en effet, M. Gérard de La Gail, proche de M. Lionel Jospin, et, aux fédérations, M. Frédéric Rosmini, proche de M. Mauroy, tandis que M. Michel Charzat, membre du secrétariat national chargé des entreprises, sera assisté d'un adjoint, M. Pierre Carassus, qui est, comme lui, un proche de M. Jean-Pierre Chevènement.

Le premier secrétaire a fait écho au malaise de certains membres de l'ex-courant A (mitterrandiste) devant la division de plus en plus ressentie de ce courant entre amis de M. Fabius et amis de M. Jospin. M. Louis Mexandeau, membre du secrétariat national, chargé de la formation, s'était ainsi écrié contre « ces divisions largement artificielles », et, se reconnaissant qu'« un seul patronage, celui de M. François Mitterrand », avait souligné qu'il n'entend se situer que dans « le courant AB » (mitterrandiste et mauroyiste), issu du congrès de Lille. Il est à noter que la troisième composante mitterrandiste, formée par les amis de M. Jean Poperen, qui n'avait obtenu aucun poste au secrétariat national, n'en occupe aucun, non plus, parmi les adjoints.

PATRICK JARREAU.

### Les tentatives de rapprochement entre l'UDF et le RPR

## M. Giscard d'Estaing remet M. Léotard à sa place

MM. François Léotard et Alain Juppé étaient contents. Il y avait de quoi. En bon comparse zélés, ils avaient joué leur rôle de secrétaires généraux du Parti républicain et du nouveau secrétaire général du RPR venant d'être élu. Ils avaient aussi joué leur rôle de bon « coup » en annonçant, le mercredi 6 juillet, à l'issue d'un déjeuner, la prochaine constitution de deux groupes de travail communs à l'UDF et au RPR sur deux sujets importants : la préparation de l'échéance européenne de 1993 et l'emploi.

Officiellement, il ne s'agissait encore que d'une proposition conjointe à soumettre à l'aval des instances des deux mouvements, mais la réponse positive de l'un ou de l'autre n'était pas en soi. Et chacun des deux se félicitait déjà de cette éminente contribution à l'attente de l'opposition libérale. A partir de là, l'UDF et le RPR allaient enfin opérer, conjointement, un « rapprochement des idées » qui finirait bien par déboucher sur un rapprochement des appareils des deux mouvements.

Par la même occasion, MM. Léotard et Juppé faisaient chacun une bonne opération personnelle. Le premier manifestait son autonomie vis-à-vis de son aîné, M. Valéry Giscard d'Estaing, rempli d'ardeur nouvelle depuis son accession à la présidence de

l'UDF. Le second montrait à ses collègues qu'il savait voler de ses propres ailes et prendre des initiatives au moment où d'autres, tel M. Philippe Séguin, mettaient en doute l'avenir du RPR.

Tous deux pourraient même se prévaloir ensuite d'avoir œuvré à la formation du grand courant libéral-conservateur qui finira bien par s'opposer un jour avec succès, disant-ils, au grand parti social-démocrate appelé implicitement de ses vœux par M. François Mitterrand.

### Rappel à l'ordre

La suite de l'histoire ressemble à une fable classique qui pourrait illustrer les éternels débats des jeunes loups qui se risquent à faire de la provocation devant les vieux lions. Car si l'on n'appréhendait pas à un vieux singe à faire des grimaces l'on n'appréhendait pas plus la musique politique à M. Giscard d'Estaing. Le nouveau président de l'UDF a réagi avec vivacité.

M. Léotard, en effet, avait eu la fâcheuse idée de se livrer à ce que le jour même où l'ancien chef de l'Etat avait décidé de donner un éditorial à la première

réunion du bureau politique de l'UDF convoquée sous sa présidence. Le jaunt a été sèchement rappelé à l'ordre.

Non seulement M. Giscard d'Estaing a catégoriquement répondu « non ! » quand on lui a demandé à la fin de cette réunion, si les deux commissions proposées par MM. Léotard et Juppé lui paraissaient « viables », mais il a lui-même bloqué les velléités d'autonomie du secrétaire général du RPR : « Nous avons réaffirmé que les relations avec le RPR sont de la compétence de l'UDF, a-t-il souligné, et ceci a été accepté par toutes les composantes de l'UDF ». On ne pouvait mieux dire que le maître de Fréjus s'était méfié de ce qui ne le regardait pas et il n'a pipé mot sous la remontrance. Le président du CDS, M. Pierre Mégnin s'est bien amusé de voir le secrétaire général du RPR qui n'appréciait pas du tout son cavalier seul parlementaire, remis ainsi à sa place par l'ancien chef de l'Etat.

Enfonçant le clou, M. Giscard d'Estaing a ajouté que la question de la « stratégie commune avec le RPR » serait traitée au cours d'une prochaine réunion de deux délégations de l'UDF et du mouvement chrétien.

ALAIN ROLLAT.

### Seine-Maritime La propriété de M. Lecanuet

ROUEN  
de notre correspondant

En Seine-Maritime, le conseil général est la propriété de son président, M. Jean Lecanuet. Avec 31 élus UDF, 11 RPR et 3 divers frontaliers il gouverne sans partage. En face de lui, les 13 socialistes et les 11 communistes n'ont qu'un rôle consultatif. Dans un département où la gauche est majoritaire (50,3 % en mars 1986, 52,4 le 26 avril dernier et 56,4 le 7 mai), il apparaît peu probable que l'actuel équilibre politique de l'assemblée soit bouleversé.

Sur les 35 cantons renouvelables en septembre prochain, la gauche en détient 13. En prenant comme référence le résultat du 8 mai, elle pourrait au mieux en reconquérir 6 nouveaux, au profit des socialistes, mais ceux-ci n'y croient pas trop. Au PS, on croise l'espoir de gagner la majorité... en 1991, si le contrat favorable se s'inverse pas. « Des cantons ruraux peuvent être gagnés, mais ils sont fragiles », constate M. Marc Massion, président du groupe socialiste. Et, à l'appui de cette réflexion, il rappelle le gain de 3 cantons dans les Pays de Caux en 1979, perdus en 1985.

Changer le mode de scrutin, instituer la proportionnelle départementale intégrale ne satisfaisent pas pour autant le PS. Il est vrai que les équilibres socio-économiques ne sont pas respectés. Dans un département où 75 % de la population vit dans les villes, les élus cantonaux urbains ne sont que 36 sur 70. Le plus petit canton, Ourville-en-Caux, ne compte que 4 193 habitants et 2 999 électeurs inscrits. Le plus peuplé, Mont-Saint-Aignan, 30 872 habitants et 19 507 électeurs.

« La redécoupage de 1982 a seulement amélioré des choses », dit encore M. Massion. Les déséquilibres subsistent car en ville, comme au Havre (de 4 196 à 29 517 habitants entre deux cantons), les élus socialistes qui se sont forgés des bastions dans des zones péri-urbaines notamment, n'apprécieraient pas d'être portés de leurs électeurs par la proportionnelle. « En revanche, dans les grandes villes, un conseiller général, cela ne veut rien dire. Les gens ne le connaissent pas, ajoute M. Marc Massion. On pourrait donc instituer la proportionnelle dans les grandes métropoles et laisser les cantons ruraux avec un scrutin uninominal majoritaire ».

ETIENNE BANZET.

### Le débat sur la Nouvelle-Calédonie avec l'appui unanime du Sénat

Le débat sur la Nouvelle-Calédonie avec l'appui unanime du Sénat. M. Jean-Luc Lévy, ministre de l'Intérieur, a ouvert le mardi 7 juillet, au Sénat, un débat sur la Nouvelle-Calédonie, après une séance de travail le 6 juillet.

Le débat a été ouvert par le président de la séance, M. Jean-Luc Lévy, ministre de l'Intérieur, qui a souligné que la Nouvelle-Calédonie est une collectivité d'outre-mer à statut particulier. Le débat a été consacré à la Nouvelle-Calédonie, en vertu de l'article 10 de la Constitution.

M. Jean-Luc Lévy a souligné que la Nouvelle-Calédonie est une collectivité d'outre-mer à statut particulier. Le débat a été consacré à la Nouvelle-Calédonie, en vertu de l'article 10 de la Constitution.

### Hypothèse d'écote

Les écologistes ont proposé une hypothèse d'écote. M. Jean-Luc Lévy, ministre de l'Intérieur, a répondu que le Sénat n'a pas à se prononcer sur ce point.

M. Jean-Luc Lévy a répondu que le Sénat n'a pas à se prononcer sur ce point. Le débat a été consacré à la Nouvelle-Calédonie, en vertu de l'article 10 de la Constitution.

Le débat a été consacré à la Nouvelle-Calédonie, en vertu de l'article 10 de la Constitution. M. Jean-Luc Lévy a répondu que le Sénat n'a pas à se prononcer sur ce point.

Le débat a été consacré à la Nouvelle-Calédonie, en vertu de l'article 10 de la Constitution. M. Jean-Luc Lévy a répondu que le Sénat n'a pas à se prononcer sur ce point.

Le débat a été consacré à la Nouvelle-Calédonie, en vertu de l'article 10 de la Constitution. M. Jean-Luc Lévy a répondu que le Sénat n'a pas à se prononcer sur ce point.

Le débat a été consacré à la Nouvelle-Calédonie, en vertu de l'article 10 de la Constitution. M. Jean-Luc Lévy a répondu que le Sénat n'a pas à se prononcer sur ce point.

Le débat a été consacré à la Nouvelle-Calédonie, en vertu de l'article 10 de la Constitution. M. Jean-Luc Lévy a répondu que le Sénat n'a pas à se prononcer sur ce point.

Le débat a été consacré à la Nouvelle-Calédonie, en vertu de l'article 10 de la Constitution. M. Jean-Luc Lévy a répondu que le Sénat n'a pas à se prononcer sur ce point.

Le débat a été consacré à la Nouvelle-Calédonie, en vertu de l'article 10 de la Constitution. M. Jean-Luc Lévy a répondu que le Sénat n'a pas à se prononcer sur ce point.

Le débat a été consacré à la Nouvelle-Calédonie, en vertu de l'article 10 de la Constitution. M. Jean-Luc Lévy a répondu que le Sénat n'a pas à se prononcer sur ce point.

Le débat a été consacré à la Nouvelle-Calédonie, en vertu de l'article 10 de la Constitution. M. Jean-Luc Lévy a répondu que le Sénat n'a pas à se prononcer sur ce point.

Le débat a été consacré à la Nouvelle-Calédonie, en vertu de l'article 10 de la Constitution. M. Jean-Luc Lévy a répondu que le Sénat n'a pas à se prononcer sur ce point.

Le débat a été consacré à la Nouvelle-Calédonie, en vertu de l'article 10 de la Constitution. M. Jean-Luc Lévy a répondu que le Sénat n'a pas à se prononcer sur ce point.

Le débat a été consacré à la Nouvelle-Calédonie, en vertu de l'article 10 de la Constitution. M. Jean-Luc Lévy a répondu que le Sénat n'a pas à se prononcer sur ce point.

# Société

## MÉDECINE

### Discordances dans la politique de santé du gouvernement

### M. Claude Evin soumet au comité d'éthique les propositions du professeur Schwarzenberg

M. Léon Schwarzenberg, ministre délégué chargé de la santé, doit se sentir bien seul aujourd'hui. Aucune des réactions qui ont suivi l'annonce des mesures qu'il souhaitait prendre (création d'un carnet de santé pour les patients hospitalisés, dépistage systématique du SIDA pour les femmes enceintes et les opérés, distribution de drogue pour les toxicomanes) ne lui est favorable. A commencer par celle de son ministre de tutelle, M. Claude Evin, qui a officiellement demandé le mercredi 6 juillet au président du Comité national d'éthique, le professeur Jean Bernard, ainsi qu'à président de l'Académie nationale de médecine et au président du Conseil national de l'Ordre des médecins, d'examiner avant toute décision soit prise les modalités d'un dépistage systématique ou optionnel du SIDA chez la femme enceinte et chez les opérés. M. Evin a également demandé aux trois présidents de se pencher sur « les questions posées par la remise obligatoire aux patients hospitalisés d'un carnet de santé comportant les éléments du diagnostic et du traitement ».

Pour sa part, le délégué national à la santé du Parti socialiste, le docteur Claude Pigement, a également publié un communiqué dans lequel il regrette le manque de concertation ayant précédé les déclarations de M. Schwarzenberg. Il estime que « la distribution de drogue aux toxicomanes, non seulement ne résout pas le problème comme le montrent les exemples étrangers, mais risque de brouiller l'organisation d'une politique de prévention, seule réelle réponse à la toxicomanie ». A propos de la création d'un carnet de santé pour les malades hospitalisés, le docteur Pigement rappelle que « la transmission à un malade d'un diagnostic engageant son pronostic vital pose une question grave d'éthique médicale qui mériterait un débat approfondi ».

Enfin, au dépistage systématique du SIDA, pour les femmes enceintes et les futurs opérés, le délégué national du PS préférerait que le test soit simplement « proposé » par les praticiens « en fonction d'un contexte approprié médicalement ».

Dans l'opposition, la critique est unanime et M. Michèle Barzach, l'ancien ministre de la santé a eu beau jeu de critiquer les propositions de son successeur. A propos du dépistage du SIDA, elle aurait préféré « la proposition » à « l'obligation ». « Il y a une contradiction », a déclaré M. Barzach, entre le droit des malades dont M. Schwarzenberg se fait le garant aujourd'hui et le droit de refus qui n'est pas prévu pour venir à bout du fléau de la drogue dure. L'idée, lancée l'an dernier, de fournir de l'héroïne gratuite à des drogués avait valu tant de reproches à la capitale néerlandaise qu'elle a dû rapidement renoncer à ce projet « bien intentionné », selon la formule d'un responsable de la ville.

Cette fautive de solution peu orthodoxe avait comme objectif de libérer les drogués de la nécessité de se procurer plusieurs centaines de florins par jour afin d'éviter le manque. Ces jeunes gens n'auraient plus eu recours à la criminalité dite « douce », qui tant sévèrement frappe d'Amsterdam.

Quand, il y a un peu plus d'un an, la ville finitivement connaît cette approche nouvelle, elle souligne que les participants seraient tenus de respecter plusieurs conditions. Ainsi, les quatre cents héroïmanes concernés, constituant le « noyau dur » des huit mille drogués de la ville, devaient être domiciliés à Amsterdam. Les doses seraient administrées dans des locaux choisis par la ville et sous le contrôle de médecins chargés, également, de convaincre les participants à l'expérience de se soumettre à un programme de désintoxication.

Ces nuances avaient été omises dans bon nombre de dépêches d'agence et d'articles de correspondants étrangers aux Pays-Bas. Certains organes de la presse étranger brossaient un

tableau d'Amsterdam comme étant une ville où l'héroïne était gratuite pour tout le monde, sans restriction. Des gouvernements étrangers tirèrent part à La Haye de leur malcontentement. Amsterdam dut vite à partir surtout avec le gouvernement de La Haye, qui fit remarquer que la mauvaise réputation de la ville risquait de se détériorer davantage. C'est alors que les promoteurs de l'expérience commencèrent à faire marche arrière en prenant en compte les arguments adversaires, dès le début, par leurs adversaires : la distribution gratuite d'héroïne aurait un effet redoutable sur des drogués de tous les pays d'Europe qui, même s'ils étaient exclus de l'expérience, ne quitteraient pas Amsterdam de sitôt, ce qui attirerait davantage de marchands de drogue.

Finalement, l'initiative fut abandonnée discrètement, ce qui explique que le bon nombre d'étrangers n'ont pas eu l'impression que l'expérience est toujours en vigueur... A défaut de l'héroïne elle-même, la ville d'Amsterdam met seulement à la disposition des drogués, gratuitement, quelque soixante-dix mille serouilles par mois, cela pour combattre l'épidémie de SIDA.

D'autre part, l'administration gratuite de méthadone, produit de substitution, est en cours depuis plusieurs années, mais les résultats restent maigres. La méthadone ne remplace guère la sensation provoquée par l'héroïne, dont la demande reste importante, et son usage ne conduit pas à la désintoxication.

RENÉ TER STEEGE.

### La distribution officielle de drogue L'échec d'Amsterdam

Le professeur Léon Schwarzenberg, ministre délégué à la santé, qui a envisagé le mardi 5 juillet, lors d'une conférence de presse, la possibilité de distribuer de la drogue aux toxicomanes en manque pour « bloquer le trafic », a renoué sa proposition le mercredi 6 juillet sur Antenne 2. « Je ne pense pas choquer l'opinion publique si je lui dis que j'ai fait s'efforcer de diminuer le nombre de drogués et particulièrement à l'école », a-t-il expliqué. Toutefois, « ce problème, a-t-il ajouté, va être soumis à une commission de psychiatres éminents ». Une tentative en ce sens avait déjà été faite aux Pays-Bas l'an dernier. Elle s'était soldée par un échec.

tableau d'Amsterdam comme étant une ville où l'héroïne était gratuite pour tout le monde, sans restriction. Des gouvernements étrangers tirèrent part à La Haye de leur malcontentement. Amsterdam dut vite à partir surtout avec le gouvernement de La Haye, qui fit remarquer que la mauvaise réputation de la ville risquait de se détériorer davantage. C'est alors que les promoteurs de l'expérience commencèrent à faire marche arrière en prenant en compte les arguments adversaires, dès le début, par leurs adversaires : la distribution gratuite d'héroïne aurait un effet redoutable sur des drogués de tous les pays d'Europe qui, même s'ils étaient exclus de l'expérience, ne quitteraient pas Amsterdam de sitôt, ce qui attirerait davantage de marchands de drogue.

tableau d'Amsterdam comme étant une ville où l'héroïne était gratuite pour tout le monde, sans restriction. Des gouvernements étrangers tirèrent part à La Haye de leur malcontentement. Amsterdam dut vite à partir surtout avec le gouvernement de La Haye, qui fit remarquer que la mauvaise réputation de la ville risquait de se détériorer davantage. C'est alors que les promoteurs de l'expérience commencèrent à faire marche arrière en prenant en compte les arguments adversaires, dès le début, par leurs adversaires : la distribution gratuite d'héroïne aurait un effet redoutable sur des drogués de tous les pays d'Europe qui, même s'ils étaient exclus de l'expérience, ne quitteraient pas Amsterdam de sitôt, ce qui attirerait davantage de marchands de drogue.

RENÉ TER STEEGE.

## ÉDUCTION

### Les inscriptions dans les universités

### Les établissements du centre de Paris affichent « complet » en droit, administration, communication et langues étrangères appliquées

Après la ruée, mardi 5 juillet, des bacheliers reçus directement sans oral, les inscriptions dans les universités se poursuivent cette semaine, pour les bacheliers du « deuxième tour », admis après l'oral de rattrapage. Les files d'attente devant quelques universités parisiennes ont largement confirmé les prévisions établies à partir du système RAVEL : ce recensement automatisé des vœux des élèves de terminale de la région parisienne faisait, en effet, apparaître, dans quelques disciplines, une demande nettement supérieure au nombre de places disponibles, en particulier dans les universités du centre de Paris.

En droit, par exemple, les universités de Paris I-Panthéon, Paris II-Assas, Paris V-Malakoff et Paris X-Nanterre ont fait le plein en quelques heures, alors qu'il restait encore des places, jeudi matin, à Paris XI-Sceaux, Paris XII-Saint-Maur et Paris XIII-Villetaneuse. Même constat pour les sciences économiques et la gestion : Paris I, Paris II et Paris X affichent complet, tandis que Paris XII, Paris XIII et l'antenne de Melun de Paris II disposent encore d'un nombre de places non négligeables. Le cas de Paris IX-Dauphine est particulier : cette université n'admet, en principe, que des bacheliers ayant obtenu au moins 12 de moyenne et,

comme l'an dernier, Dauphine n'a pas encore fait le plein.

En revanche, la situation est très vite bloquée dans trois disciplines où les capacités d'accueil des universités parisiennes (du centre comme de la périphérie) sont nettement inférieures à la demande : dans toutes les filières de communication (Paris X et Paris XIII) les inscriptions ont été closes très rapidement et il ne reste plus de places. En AES (administration économique et sociale), le constat est à peu près identique : Paris I, Paris VII, Paris X et Paris XIII. Enfin en LEA (langues étrangères appliquées), il ne restait que de rares places à Paris XII et Paris XIII. Dernière discipline tendue : la psychologie, où Paris V et Paris VII ont rempli, dès mercredi leur capacité d'accueil.

Pour les bacheliers parisiens admis avec l'oral de rattrapage, les inscriptions à l'université risquent donc d'être laborieuses. A moins qu'ils ne veuillent faire leurs études dans l'une des disciplines où la situation n'est pas saturée : les sciences, lettres, histoire ou géographie, sociologie, philosophie ou langues étrangères (hors LEA). Ce qui laisse évidemment des possibilités, mais ne correspond pas nécessairement aux désirs des nouveaux bacheliers.

G. C.

### Le Conseil national des universités rejette la titularisation de M. Claude Quin

Discrimination politique ou réflexe corporatiste ? Le Conseil national des universités vient de refuser la titularisation de M. Claude Quin, professeur d'économie à Paris-IX Dauphine, mesure pour la candidature de M. Claude Quin a provoqué une réaction d'agacement de la part de membres de la section.

Cette procédure de recrutement est cependant parfaitement légale : le décret du 6 juin 1984 prévoit, pour pourvoir un poste au sein du maximum, la possibilité de recruter des candidats présentant des travaux et une expérience professionnelle sérieuse. Une sorte de tour extérieur dans lequel s'inscrivait M. Claude Quin.

Cette affaire a pris une tournure politique, puisque M. André Lajoie, ancien candidat communiste à l'élection présidentielle, s'est adressé, le 4 juillet, à M. Michel Rocard, pour lui demander le « règlement sans délai » de la situation de M. Quin. Le président du groupe communiste à l'Assemblée déclare : « L'exclusion de M. Quin constitue un véritable interdit professionnel ».

C'est pourtant cette section qui a écarté, le 17 juin, la candidature de M. Quin. Les autres membres de la section, six ont voté pour et six ont voté blanc. L'appartenance de M. Quin au Parti communiste français n'a évidemment pas été écartée. On peut toutefois noter que onze des douze membres de la section appartiennent au syndicat autonome de l'enseignement supérieur qui n'a jamais caché ses affinités avec les partis de l'actuelle opposition. En revanche, il est certain que la création d'un poste de professeur de première classe, à Paris, taillé sur

G. C.

### Le magot des forts en thème

Les bacheliers de l'académie de Paris qui ont obtenu la mention « très bien » ou « excellent » (c'est-à-dire 16 de moyenne) ont été reçus, le mercredi 6 juillet, à la Sorbonne par M. Hélène Ahwaele, recteur de l'académie, et M. Jean-René Bernard, président du Comité industriel et commercial de la capitale. La CIC a décidé, en effet, de récompenser ces « forts en thème ». Le leur offre à chacun 5 000 F, un stage de formation au CIC après deux ans d'études supérieures, un « parrain » au CIC, un « prêt études » à taux préférentiel et un voyage dans les capitales européennes.

Une substantielle somme de bacheliers bénéficiera donc de cette initiative qui élargit le droit d'entrée, l'année prochaine, aux académies de Créteil et de Versailles. Sur les quarante bacheliers présents au rectorat, vingt-cinq avaient un bac C, quatorze un bac A et un seul un bac S.

### CIRCULATION

● Départs de juillet : plus d'accidents, moins de tués. — La direction de la sécurité et de la circulation routière a dénombré 1 850 accidents pour les trois premiers jours de juillet. Un bilan en hausse de 16,3 % par rapport à 1987. Cependant, les routes des vacances ont été moins meurtrières, le nombre des tués étant de 112, en diminution de 15,3 %. En revanche, les blessés sont nettement plus nombreux, 2 324, soit une augmentation de 21,1 %.

Effort des tiers pour bien accueillir les bateaux et leur équipage, effort des navigateurs pour respecter le littoral qui les accueille : la plaisance ne survivra — au moins sous cette charmante appellation — que si les deux parties se mettent d'accord pour ne pas tuer l'autre soit comme une vache à lait, soit comme quantité négligeable. Même les monstres surmotorisés, si l'on s'en donne la peine, peuvent filer silencieusement et réserver leurs points de vitesse pour le grand large.

LE VENT DE L'ESPRIT DOIT SOUFFLER A PARIS  
*Shri Matiji à la mutualité*  
7 et 8 juillet 1988 à 20 h, 24, rue Saint-Victor, Paris 6

LE MONDE IMMOBILIER Publicité  
Renseignements : 45-55-91-82  
poste 4138 - 4324

### Le commissaire J. est contredit par un...

La demande de mise en liberté de police... Le commissaire J. est contredit par un... Les actes relatifs de cette procédure... Le 11 juin 1988, le tribunal de... Le commissaire J. est contredit par un... Le 11 juin 1988, le tribunal de... Le commissaire J. est contredit par un...

### Un tribunal de Paris

Le vrai « préjudice » de M. Claude Quin... Les actes relatifs de cette procédure... Le 11 juin 1988, le tribunal de... Le vrai « préjudice » de M. Claude Quin... Les actes relatifs de cette procédure... Le 11 juin 1988, le tribunal de...

### La cour de Paris...

Les actes relatifs de cette procédure... Le 11 juin 1988, le tribunal de... La cour de Paris... Les actes relatifs de cette procédure... Le 11 juin 1988, le tribunal de...

CAPEL... TOUS LES BATEAUX... YAMAHA EPEDA... CAPPEL

## ENVIRONNEMENT

### Sept cent mille bateaux immatriculés en France Les nuisances de la plaisance

Certains jours d'été, le golfe de Saint-Tropez devient un véritable enfer. La mer est sillonnée de hors-bord, cabriolets, hydrojets, scooters marins et, depuis trois ou quatre ans, par ces nouveaux monstres appelés officiellement « off-shore », qui fendent la vague à près de 200 à l'heure avec un vomissement d'écume.

En haute saison, la seule ville de Saint-Tropez (6 248 habitants) reçoit jusqu'à 80 000 visiteurs par jour. Port sécurisé, voirie bloquée, plages bondées. Et à pleins voiles se met à rimer avec nuisance.

L'exosion de la plaisance — 700 000 bateaux immatriculés en France (dont 68 % à moteur) contre 20 000 en 1960 — rend sa pratique de moins en moins « plaisante » pour ceux qui s'y adonnent, et surtout pour tous les autres : pêcheurs, plongeurs, planchistes, riverains et gestionnaires du rivage. La Côte d'Azur, au bord de l'asphyxie par la touriste et les loisirs à terre, risque d'être achevée par la plaisance en mer.

Mais que faire pour lutter contre le bruit, les pollutions et l'insécurité qu'engendre l'afflux des plaisanciers dans les sites les plus pittoresques, comme Porquerolles, ou abrités, comme le golfe de Saint-Tropez ? Tous les partenaires de cette difficile gestion de la plaisance en ont débattu récemment au cours d'un colloque réuni précédemment à Saint-Tropez, autrefois capitale des nuits chaudes de la côte et aujourd'hui capitale de la plaisance motorisée — 260 bateaux « off-shore » sont immatriculés.

La circulation en mer, d'embellie, pose problème. Si le maire est souverain dans la zone des 300 mètres depuis la loi « littoral » de 1986, il n'est cependant pas responsable de la réglementation de la vitesse, en principe limitée partout à 5 nœuds dans cette même zone de 300 mètres. Le maire peut donc, par arrêté municipal, instituer un chenal pour la planche à voile, mais c'est un arrêté précé-

toral qui définit le chenal réservé aux départs de ski nautique à l'ouest à la répression des écarts de vitesse, elle restera délicate. A moins de disposer d'une vedette en maraude, prête à pourchasser le contrevenant — on admettant qu'elle puisse le rattraper ! — il faut identifier l'embarcation à distance pour pouvoir le verbaliser lors de son retour au port. Or tous les bateaux à moteur ne sont pas immatriculés, surtout les bateaux étrangers, particulièrement nombreux sur la Côte d'Azur. En outre, les radars de contrôle ne sont efficaces qu'à partir d'une vitesse de 10 nœuds. En dépit, dans la zone litigieuse comprise entre 5 et 10 nœuds, c'est l'estimation : on évalue la vitesse au soulèvement de l'étrave, lorsque le bateau « déjauge ». Enfin, les contrôles dans un espace ouvert comme la mer — même très encombrée — sont beaucoup plus difficiles à effectuer que sur route, où le parcours est imposé.

L'indiscipline des vacanciers ? Lorsque, comme le directeur des affaires maritimes du Var, M. Christian Morand, on doit surveiller 75 000 bateaux immatriculés « locaux » et les milliers d'étrangers, qui ne trouvent que 25 000 places à quai dans les cinquante ports ou abris du département, on est forcément débordé sauf pendant les trois mois d'hiver. La discipline est d'autant plus difficile à faire observer que l'on a affaire à des vacanciers avides de liberté, qui se croient tout permis parce qu'ils évoluent sur la « grande bleue ». Selon M. Morand, la plaisance près de la côte varieuse est devenue un parcours d'obstacles, « avec les planchistes qui rasent les étraves, les plongeurs plus ou moins bien signalés, et même maintenant les zones d'aquaculture de pleine eau ».

La montée du motorisme aux dépens de la voile, et surtout l'augmentation de la puissance des moteurs (en cinq ans, le moteur de 10 ch est passé à 100 ch, le plus de 150 ch ont doublé), induisent une pollution sonore qu'aucune règle, actuellement, ne contrôle. Seuls les plans d'eau fermés sont soumis à la norme des 75 décibels à 25 mètres. Ce sont donc aujourd'hui des bateaux « surmotorisés » qui tiennent le haut du pavé, sans aucune contrainte de silence. On compte en Méditerranée quelque 1500 bateaux de 400 à 1000 ch, sans compter les visiteurs étrangers et les fameux « cigares » qui dépassent souvent les 1000 ch...

Autre effet néfaste d'une plaisance débridée : la pollution de l'eau. Alors que Marseille et Nice viennent d'inaugurer chacune une station d'épuration et que Toulon s'apprête à en faire autant, voilà que la surfréquentation des plaisanciers vient détruire une partie de l'effort fourni en matière de dépollution. Dans les ports, la réglementation est pourtant stricte. Il faut en principe un groupe sanitaire avec WC, urinoir, lavabo et douche par vingt-cinq anneaux, plus un bac à laver pour cinquante anneaux. Pour les déchets solides, on est encore plus précis : il faut un conteneur de 75 litres tous les 35 mètres. Mais, comme le reconnaît M. Max Garans, ingénieur maritime à la direction régionale, « la grande majorité des ports ne se conforment pas à la réglementation ». Les plaisanciers non plus. Bien que ce soit strictement interdit, ils actionnent leur chasse d'eau dans les ports — comme ils le font en mer ou, plus grave, au mouillage. Au cours de la saison, il n'est pas rare de voir jusqu'à 700 bateaux accrés autour de Porquerolles, ce qui équivaut à une population de 5 000 personnes ! Beaucoup ne respectent ni les conventions MARPOL — pas de déchets solides en Méditerranée, qui ne connaît pas les marées — ni le simple bon usage qui veut qu'on ne souille pas la mer près du littoral.

ROGER CANS.

# Société

## Nouvelle-Calédonie l'union du Sénat

Tout le reste de ce qui manque dans l'approbation de la loi de dévolution, le Sénat a voté le mardi 6 juillet, à la majorité de 15 voix, l'adoption de la loi de dévolution de la part de M. Claude L'Her, élu député de la Nouvelle-Calédonie, à l'Assemblée nationale. M. Jean-Luc Lévesque, député de la Nouvelle-Calédonie, a été élu président de la commission sénatoriale de dévolution. M. Jean-Luc Lévesque, député de la Nouvelle-Calédonie, a été élu président de la commission sénatoriale de dévolution.

### Hypothèse d'écotie

Les ventes de produits naturels ont connu une véritable révolution. M. Jean-Luc Lévesque, député de la Nouvelle-Calédonie, a été élu président de la commission sénatoriale de dévolution. M. Jean-Luc Lévesque, député de la Nouvelle-Calédonie, a été élu président de la commission sénatoriale de dévolution.

## JUSTICE

La demande de mise en liberté du policier examinée à Versailles

### Le commissaire Jobic est contredit par un magistrat

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles a examiné, jeudi matin 7 juillet, la demande de mise en liberté du commissaire Yves Jobic, inculpé depuis le 28 novembre 1987 de proxénétisme aggravé et de corruption passive, le commissaire avait été placé sous mandat de dépôt le 22 juin par M. Jean-Michel Hayat, juge d'instruction au tribunal de Nanterre, après l'arresta-

tion et l'incarcération de deux personnes proches de M. Jobic, inculpées de subornation de témoins. Le 28 juin, la même chambre d'accusation, présidée par M. Robert Sévénier, avait remis en liberté Jean-Claude Moustapha, inculpé d'infraction à la législation sur les stupéfiants, contre dépôt d'une caution de 100 000 francs.

Une autre version de cette journée du 11 mai 1987, en s'abritant derrière l'autorité d'un magistrat, M. René Humetz, juge d'instruction à Paris. Selon le commissaire, il y eut bien audition de Moustapha, et non pas « service » rendu, en d'autres termes, visé à la mère de ce dernier. La preuve ? Tout s'est fait en accord avec le juge Humetz, intéressé par les confidences de Moustapha sur une autre affaire.

« Je n'ai pas personnellement rédigé de procès-verbal d'audition de Moustapha », déclare M. Jobic lors de la confrontation du 1<sup>er</sup> juillet. « A ma connaissance, M. Crestac (son adjoint, inspecteur divisionnaire) a entendu Moustapha. Je crois qu'il a rédigé des procès-verbaux. J'ajoute que notre registre de garde à vue comporte des traces du passage de Moustapha dans nos locaux. A ma connaissance, les procès-verbaux d'audition n'ont pas été transmis à M. Humetz et, en accord avec ce magistrat, dans la mesure où il n'apparaissait pas

opportun de faire apparaître en procédure quelques-uns des renseignements à la police et à la justice. M. Humetz a été tenu informé du déroulement de l'opération et de ses résultats. » En se défendant ainsi, M. Jobic « charge » le juge Humetz. Un magistrat ne peut en effet, sinon en violation du code de procédure pénale, laisser faire des procès-verbaux d'audition qui ne sont pas versés au dossier d'instruction. Or, sur ce point, M. Jobic vient d'être catégoriquement démenti par le juge Humetz. Entendu par son collègue M. Hayat, lundi 4 juillet, M. Humetz a déclaré : « Je ne peux qu'affirmer n'avoir pas donné un quelconque accord pour qu'une telle pièce soit conservée par la police et que ce procès-verbal — s'il existe — ne m'a pas été remis. » Cela signifierait que le commissaire Jobic aurait menti en affirmant que tout s'était fait « avec son accord ».

Mais, l'arrêt du tribunal de Nanterre, en s'abritant derrière l'autorité d'un magistrat, M. René Humetz, juge d'instruction à Paris. Selon le commissaire, il y eut bien audition de Moustapha, et non pas « service » rendu, en d'autres termes, visé à la mère de ce dernier. La preuve ? Tout s'est fait en accord avec le juge Humetz, intéressé par les confidences de Moustapha sur une autre affaire.

« Je n'ai pas personnellement rédigé de procès-verbal d'audition de Moustapha », déclare M. Jobic lors de la confrontation du 1<sup>er</sup> juillet. « A ma connaissance, M. Crestac (son adjoint, inspecteur divisionnaire) a entendu Moustapha. Je crois qu'il a rédigé des procès-verbaux. J'ajoute que notre registre de garde à vue comporte des traces du passage de Moustapha dans nos locaux. A ma connaissance, les procès-verbaux d'audition n'ont pas été transmis à M. Humetz et, en accord avec ce magistrat, dans la mesure où il n'apparaissait pas

opportun de faire apparaître en procédure quelques-uns des renseignements à la police et à la justice. M. Humetz a été tenu informé du déroulement de l'opération et de ses résultats. » En se défendant ainsi, M. Jobic « charge » le juge Humetz. Un magistrat ne peut en effet, sinon en violation du code de procédure pénale, laisser faire des procès-verbaux d'audition qui ne sont pas versés au dossier d'instruction. Or, sur ce point, M. Jobic vient d'être catégoriquement démenti par le juge Humetz. Entendu par son collègue M. Hayat, lundi 4 juillet, M. Humetz a déclaré : « Je ne peux qu'affirmer n'avoir pas donné un quelconque accord pour qu'une telle pièce soit conservée par la police et que ce procès-verbal — s'il existe — ne m'a pas été remis. » Cela signifierait que le commissaire Jobic aurait menti en affirmant que tout s'était fait « avec son accord ».

## RELIGIONS

La visite à Paris de l'un des maîtres du bouddhisme tibétain

### Le lama à l'enfant

L'un des plus grands maîtres spirituels du bouddhisme tibétain, lama Thubten Zopa, a donné une conférence pour la première fois à Paris le mercredi 6 juillet. Il poursuit sa tournée en France dans la région de Toulouse, où il doit donner, du 8 au 15 juillet, des enseignements.

Le lama Zopa est le maître spirituel de lama Osel, petit Espagnol de trois ans né près de Grenade dans la Sierra Nevada, homologué par le dala-lama lui-même comme le jeune « tulku » de lama Yeshe et déjà vénéré comme un saint. Ce processus de transmission de maître à disciple est au cœur de la méthode bouddhiste. En visite à Madrid en 1985, lama Zopa raconte qu'il a vu, dans un rêve prémoniteur, la réincarnation de son ancien maître sous les traits d'un bébé espagnol jouant à quatre pattes, qu'il a reconnu dès le lendemain dans l'enfant de Maria et Paco Hita, fondateurs d'un centre bouddhiste à Grenade. Après consultation des oracles et maintes investigations astrologiques et divinatoires, le bébé a été envoyé parmi dix autres enfants à New-Delhi, puis authentifié comme la réincarnation du grand lama Yeshe. Avec ses monastères, ses lamas missionnaires et ses bébés réincarnés, l'Occident est de plus en plus terre de conquête pour le bouddhisme.

« Vous n'avez pas d'ennemis. C'est votre esprit qui les crée. » Peu au fait des arcanes du bouddhisme, choqué par ce moralisme jugé dénué, une partie de l'assistance se lève. Les autres boivent les paroles du maître tibétain. Né en 1946 au Népal, au pied de l'Everest, il a été reconnu très jeune

### Un « avertissement » de la CNIL

Par une délibération prise le 5 juillet, la Commission nationale de l'information et des libertés (CNIL), qui préside M. Jacques Fauvet, a adressé un avertissement au syndicat des hôteliers de Nice-Côte-d'Azur, auquel elle reproche la constitution d'un fichier des personnes n'ayant pas réglé leur dette dans les hôtels affiliés à ce syndicat, qui viole diverses dispositions de la loi du 6 janvier 1978.

L'enquête de la CNIL a révélé en effet que ce fichier mentionnait l'origine sociale de certaines personnes, livrait des informations sur des infractions ou des mesures de sûreté ou encore de nature à porter atteinte à l'intimité de la vie privée des intéressés. La commission a constaté que ces informations, qui, par exemple, font suivre des noms des mentions « sémite », « race noire », « noir », ou encore révèlent que telle personne est « sous contrôle judiciaire », ou « recherchée par la police », violent les dispositions législatives et n'avaient pas fait l'objet de la déclaration préalable auprès de la CNIL, prévue par la loi de 1978. La commission a encore relevé que « les mesures de sécurité destinées à réserver l'accès au fichier aux seuls hôteliers affiliés au syndicat étaient insuffisantes », puisqu'il était possible, après quelques manipulations, d'y accéder par minima sans être affiliés au syndicat. Elle indique en outre que le fichier incriminé donne des « identifications souvent incertaines des personnes recevoient pouvant conduire à des confusions par homonymie ».

Notre correspondant à Nice, Michel Vitis, nous indique que M. Gilbert Stellerio, président du syndicat des hôteliers en cause, a fait savoir, en réponse à l'avertissement de la CNIL, que, pour commencer, le système qui publiait des informations sur les origines raciales et les situations judiciaires ne sera pas étendu à d'autres professions qui l'avaient sollicité. Il a annoncé aussi que des « clés de fermeture » seraient mises en place pour éviter tout risque. Enfin, sans contester les griefs qu'a relevés la CNIL, il s'est défendu d'avoir eu des mobiles racistes en faisant confectionner les fiches incriminées. Il a ajouté, en regrettant « la publicité faite à cette affaire », qu'il maintiendra l'existence du fichier en se conformant aux exigences de la CNIL.

### Au tribunal de Paris

### Le vrai « préjudice » de M. Le Pen

Sur les 500 000 F de dommages et intérêts que M. Jean-Marie Le Pen demandait aux animateurs de l'émission « Questions à domicile », M<sup>me</sup> Anne Sinclair et M. Jean-Marie Colombani, leur reprochant d'avoir volontairement tronqué la redistribution de ses propos — où il qualifiait de « détail » l'existence des chambres à gaz — le tribunal civil de Paris lui a accordé le franc symbolique qui devra lui être versé par TF1.

Lors de l'émission du 17 décembre 1987, effectuée depuis le domicile de M. Le Pen à La Trinité-sur-Mer, un extrait de l'enregistrement du « Grand Jury RTL-Le Monde » du 13 septembre 1987 avait été diffusé. Cependant, les mots « Je ne dis pas » n'avaient pu être entendus car les protestations de M. Le Pen avaient empêché le passage sur l'antenne d'une partie de l'enregistrement. Les téléspectateurs avaient

seulement pu entendre : « ... que les techniciens des chambres à gaz n'ont jamais existé, je n'ai pas pu moi-même en voir, je n'ai pas étudié spécialement la question, mais je crois que c'est un point de détail dans l'histoire de la seconde guerre mondiale. » Pour M. Le Pen, il s'agissait d'une « manipulation frauduleuse », effectuée de manière « volontaire et préméditée », destinée à lui faire dire l'inverse de ce qu'il avait déclaré.

Dans son jugement rendu le 29 juin, le tribunal, présidé par M. Pierre Venson, déclare : « Il est clair que M. Le Pen, qui souhaitait éviter cette audition, s'est livré à des développements (...) afin de ne pas avoir à revenir sur l'intervention qu'il avait faite le 13 septembre 1987 (...). Il est ainsi démontré que, par son attitude de refus ou, du moins, de retardement, M. Le Pen a contribué à ce que les techniciens puissent difficilement saisir l'intention précise. » Les juges estiment cependant que TF1 a commis une « faute technique », qui ne se serait pas produite si le président du Front national « n'avait cherché à conserver la parole avec une telle persévérance », et, relégué du texte « une dérive vers une conception purement productiviste ». « La tentative de l'augmentation des procédures rapides », Le SM estime que c'est en premier lieu une réforme du statut de la magistrature « rendant le juge plus libre, plus indépendant, plus expérimenté » qui « permettrait (...) de redresser le cours de la justice ».

Aussi, le tribunal constate que le silence du président du Front national durant l'émission elle-même, « dont il n'ignorait pas qu'elle constituait un événement faisant partie de l'actualité immédiate, est révélateur de l'importance de son préjudice, qui sera intégralement réparé par la somme d'un franc ». MAURICE PEYROT.

### Une apologie de meurtre en appel

### La cour de Paris ramène à trois mois la peine de Frédéric Oriach

Frédéric Oriach, trente-cinq ans, militant de l'ultra-gauche pro-palestinoise, a été condamné, mercredi 6 juillet, pour « apologie de crime de meurtre » à trois mois de prison par la 11<sup>e</sup> chambre de la cour d'appel de Paris, qui a ainsi réduit de moitié la peine de six mois de prison infligée le 16 décembre 1987 par la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris.

Dans son arrêt, la cour, présidée par M. Jacques Seguin, relève : « Il apparaît bien que le propos délibéré d'Oriach était de banaliser l'assassinat du général Audran, soit en lui donnant une justification qui se voulait objective (...), soit en employant des expressions volontairement ambiguës, qui, au-delà de la justification, présente l'assassinat comme assimilable à un acte de justice. L'apologie est donc, en l'espèce, pleinement réalisée. » Cependant, les juges ont accordé des circonstances atténuantes, en notant qu'il y avait lieu de tenir compte du fait qu'Oriach « ne s'est pas exprimé de sa propre initiative mais sur l'invitation des journalistes ». En constatant le défaut de « intention coupable », la cour a relaxé M. Claude Ferrière, directeur de publication du *Nouvel Observateur* et le journaliste Serge Raffy, qui avait recueilli l'interview. M. P.

### M<sup>me</sup> Dorlhac d'occupe des rapatriés

La cour d'appel de Paris a condamné M<sup>me</sup> Dorlhac à six mois de prison avec sursis pour avoir occupé des appartements destinés à des rapatriés. Elle a également condamné M. Dorlhac à six mois de prison avec sursis pour avoir occupé des appartements destinés à des rapatriés.

## CAPÉLOU

TOUS LES ÉLÉMENTS  
avec ou sans semelle. 1 ou 2 places, nombreuses combinaisons possibles.  
Style ou Contemporain.  
Chêne, Acajou, Merisier ou Lège.

Grand choix de CANAPES-LITS et FAUTEUILS-LITS  
des meilleures marques : tissu ou cuir toutes dimensions.

TRECA EPEDA  
SIMMONS PIRELLI  
Les meilleures marques, aux meilleurs prix.

### LOTOTO

3 5 25 32 34 38 20

TRAQUE DU MERCREDI 6 JUILLET 1988

RESULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS

TERMINAISON	PRIMAIRE ET NUMÉRIQUE	SOUSSES GAGNÉES	TERMINAISON	PRIMAIRE ET NUMÉRIQUE	SOUSSES GAGNÉES
0	0	100	5	0000	2 500
	220	500		44125	15 000
	320	500		77125	15 000
	420	500		252225	50 000
	720	500			
1	00220	15 000	6	0786	2 500
	00120	15 000		7806	2 500
	70220	15 000		004225	30 000
	222720	50 000		007225	30 000
				222725	100 000
2	702	400	7	877	400
	202	2 500		220427	50 000
3	122	2 500	8	32	500
	2222	2 500		22	500
	10222	30 000		1222	2 500
	122222	100 000		7222	2 500
				71222	15 000
4	074	100	9	00	500
	00204	15 000		12222	2 500
	21204	15 000		122222	15 000
	002124	30 000			
	122724	30 000			
5	22274	30 000			
	22274	30 000			



Le Monde DES LIVRES

Les Daudet sont parmi nous

D'Alphonse à Léon, ou l'histoire d'une famille bien française...

À l'heure de la fête de la Saint-Loup à Bise-Haute, au flanc du mont Lozère...

n'importe quoi, des drames, des poèmes, des romans. Si la postérité a dédaigné l'œuvre torrentielle d'Ernest...

Entre Drumont et Zola

À la lumière de deux biographies récentes, la postérité semble avoir eu le nez fin. Ernest n'existe guère...

Il a connu la misère de trop près pour devenir jamais un grand bourgeois ou un « réac » grand teint...

Longtemps après, Alphonse racontera aux Goncourt qu'il a rencontré dans l'omnibus une dame éplorée...

Tandis que Vincent achève de se miner à Lyon, Ernest monte à Paris, où Alphonse le rejoindra après avoir été pion...



Alphonse et son fils Léon, en 1890.

droit aux funérailles nationales réclamées par Clemenceau, c'est tout le peuple de Paris qui vient saluer son Père-Lachaise...

Mais il avait été aussi le « pistachier », celui qui sème ses graines à tout vent et que les Goncourt traitaient de « cochon maldif »...

À l'exception de quelques Tarasconnais susceptibles, nul ne résiste au charme doux-amer d'Alphonse et nul ne reprochera à Jean-Paul Clément de lui avoir taillé la part du lion...

Chacun des fils d'Alphonse prolongera son père à sa manière : Léon en s'engageant parmi les carnelots du roi...

GABRIELLE ROLIN. (Lire la suite page 16.)

L'infernale délicatesse de Miss Warner

Une lubie de Monsieur Fortune : encore un roman-piège de Sylvia T. Warner.

EN 1976, Sylvia Townsend Warner s'agace, elle est à la recherche d'une bonne méchanceté, d'un bon faux bruit à lancer contre Margaret Thatcher...

s'en aller, de s'installer dans un petit village. Cela fâche énormément le frère et son épouse...

Un harmonium et une machine à coudre

Le héros d'Une lubie de monsieur Fortune s'appelle Timothée Fortune, et il veut être missionnaire, aussi part-il vivre dans l'île de Fanua, en Polynésie...

En apparence, c'est l'histoire triste d'une évangélisation ratée, puis qu'en trois ans et demi le malheureux Fortune n'a conquis qu'une seule âme péenne...

GENEVIEVE BRISAC. (Lire la suite page 20.)

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

« Notre histoire », dans le Débat

Réflexion et relief

ON a tout dit sur le narcissisme des romanciers français. Celui de nos intellectuels n'est pas mal non plus. Tous les semestres environ, un essayiste postule à « faire événement » avec une réflexion sur les penseurs, ses frères...

Qui dit tourment dit fin d'une période, donc un début. L'équipe de Pierre Nora a situé cette aurore en 1953. A cause du rythme trentenaire qui scanderait quantité de nos évolutions...

Le propos n'est pas de dresser la généalogie illustrée des maîtres et des écoles, mais d'amasser des « matériaux » bruts sur la façon dont les cerveaux ont travaillé...

PREMIÈRE sorte de matériaux réunie : de la chronologie en vrac, sur le modèle du raton-laveur de Prévert, qui est notre lot quotidien...

sabeth II en Eurovision, Lectures pour tous, Godot, de Beckett, le Degré zéro de l'écriture, de Barthes, Hulot, de Tati, et de Brassens, Gare au gorille.

Certains millésimes, jugés trop pauvres on suppose, sont réduits à ce genre d'énumération pour mémoire. C'est le cas de 1974 à 1977. Les années plus huppées ont droit à une colonne trois quarts de mise en perspective...

Mai 68 ayant déjà suscité une gloire innombrable, le Débat ne lui réserve pas un sort spécial : tout juste une table ronde en compagnie des ex-acteurs dont les médias ont fait des experts incontournables.

À mesure que la récapitulation se rapproche, ce sont nos passés personnels qui ressuscitent. C'est pourtant vrai que nos jours furent pétris de ces mélanges, incongrus sur le moment et dont le sens n'apparaît qu'avec le recul...

(Lire la suite page 17.)

Advertisement for the book 'LA TROISIÈME MORT DE STALINE' by ELENA JOLY. The text includes a quote: 'Si ce n'est pas moi, alors qui? Si ce n'est pas maintenant, alors quand?' and mentions the publisher ACTES SUD.

A vertical sidebar on the left side of the page containing various notices, advertisements, and small text fragments, including a 'Carnet du Monde' header and a 'CAHIER & CO' logo at the bottom.



NOUVELLES

Les contes oniriques de Gisèle Prassinos

Dans le terreau des rêves, une suite de variations sur l'angoisse.

Et si le soleil, un jour, ne se levait pas ? Si tout dégringolait, pourrissait, s'éteignait ? Si au contraire la mort n'existait plus, et que rien ne pouvait délivrer des multitudes de grabataires d'une pitoyable éternité ? C'est dans le terreau des rêves que Gisèle Prassinos, admirable conteuse, laisse s'épanouir les peurs les plus universelles, ou les plus paradoxales. Chacune de ses dix-huit nouvelles est une sorte de variation sur l'angoisse. Chacune montre l'accomplissement de ce qui était le plus secrètement redouté.

pour être irrémédiablement coupable. Mais il y a aussi dans certaines nouvelles un aspect plus joyeusement fantasque. C'est parfois un jeu doucement absurde qui l'emporte comme si seul l'irrationnel consolait des peurs qu'il a provoquées. Ainsi Gisèle Prassinos qui, depuis le Grand Repas et Brelin le fou, a toujours eu un faible pour les personnages un peu demeurés, nous livre ici le monologue chaotique, cocasse et tendre de l'un d'eux, qui s'adresse à « Madame Assurance sociale ». Et dans l'histoire délicate qui donne son titre au recueil, le Ver-



rou, elle évoque ces deux vieilles demoiselles dont personne ne veut croire qu'un cheval s'est installé chez elles. Chacun les croit retombées dans une enfance dont elles ne sont peut-être jamais sorties. Une fois de plus, Gisèle Prassinos fait sienne cette citation de Katherine Mansfield qu'elle avait placée en épigraphe d'un de ses romans : « Ce monde, vous savez, ce monde de grandes personnes, je n'en suis pas. »

MONIQUE PETILLON. \* LE VERRU ET AUTRES NOUVELLES, de Gisèle Prassinos, Flammarion, 158 p., 79 F.

L'enfant prodige du surréalisme

CES visages attendis sont ceux des surréalistes : la couverture du livre reproduit le fameux photogramme de Man Ray datant de 1934. Debout, on reconnaît Paul Eluard, René Char et Benjamin Péret. René Char est assis au centre. Tous fixent leurs regards sur la jeune sœur du peintre Mario Prassinos, alors âgée de quatorze ans, qui lit ses poèmes. Breton avait entendu parler par celui-ci des textes écrits quand la jeune fille avait commencé à écrire un jour d'été, par désaccablement, comme elle l'a elle-même raconté. Il avait voulu en la racontant vérifier qu'il ne s'agissait pas d'une supercherie. Sa découverte de Gisèle Prassinos fut accompagnée de dé-

clarations enthousiastes. Les premiers textes de l'adolescente, nocturnes, avelés, oniriques, ont été réédités par Henri Parisot dans Trouver sans chercher (1). Gisèle Prassinos avait eu une enfance à la fois choyée et douloureuse, marquée par l'exil et la mort prématurée de son père. En compagnie de son frère Mario, la jeune Gisèle avait acquis le goût du jeu verbal et de la fabrication d'objets surréalistes. Tout en retenant ses textes dans son Anthologie de l'humour noir, Breton précérait, à tort, qu'elle cesserait bientôt d'écrire.

Après un silence de vingt ans, Gisèle Prassinos, devenue entre-temps traductrice de Kazantzakis, a écrit des romans int-

mistes et insolites, comme le Voyageuse et la Confidente (Plon) et une sorte d'autobiographie mythique, le Grand repas (Grasset). Ses poèmes, dans les Mots endormis (1) ou la Vie le voir (1) sont encore souvent lus du rêve et de la nuit. L'étude précise et sensible de Madeleine Cottencat-Hage a le mérite de faire mieux connaître celle qui fut l'enfant prodige du surréalisme.

M. P. \* GISELE PRASSINOS OU LE DESIR DU LIEU INTIME, de Madeleine Cottencat-Hage, éd. Jean-Michel Place, 180 p., 130 F. (1) Flammarion.

AU FIL DE LA POÉSIE

BENOIT CONORT

Poème unique distribué en fragments, en vobis entrecroisés qui s'appellent et se répondent. Pour une île à venir, premier livre de Benoit Conort, à la force et le souffle d'une genèse. Utilisant des rythmes et des registres poétiques divers, l'auteur maîtrise un lyrisme qui n'est pas l'ancien retour sur soi, mais au contraire départ, voyage vers un lieu d'identité, « le paradis dans le désert des terres ».

Dans ces notations distées, proses d'un journal poétique, qui sont comme le chantier d'un poème à venir, N. Pesquès applique la définition qu'Emmanuel Lévinas, cité en exergue, donne de la fonction première du verbe : « ... amener les choses à l'éclat de leur parole ».

POUR UNE ÎLE A VENIR, de Benoit Conort, Gallimard - Le chemin », 126 p., 84 F. Ce livre vient de recevoir le prix Fénelon 1988, qu'il partage avec Le Chantier de Claude Arnaud (Laffont).

NICOLAS PESQUÈS

C'est aussi, mais d'une autre manière, un voyage que propose Nicolas Pesquès dans ce qui est également un premier livre, la Face nord de Julieu. « Tombeau de Cézanne » : le sous-titre indique la direction dans laquelle le regard et la sensibilité s'engagent. Appliquée à l'écriture, c'est en effet la « méthode » du peintre admirable de la Sainte-Victoire qu'adopte N. Pesquès.

JAMES SACRÉ

Dans la même maison, André Dimanche, éditeur qui donne à la poésie des livres dignes de l'accueillir, publie un recueil d'un auteur déjà consacré, James Sacré. Livre d'amitié et de souvenir. Une fin d'après-midi à Marrakech, s'il est ancré dans la réalité d'un lieu et des hommes qui l'habitent, n'est pas un récit touristique traduit en poèmes. L'intime et subjective émotion à laquelle l'auteur donne voix remonte à plus loin, dans le temps et l'espace, à des lieux de mémoire et d'enfance.

DIMITRI T. ANALIS

La Terre d'errance que parcourt Dimitri T. Analis porte la trace d'une histoire personnelle, d'une mémoire vive. Ma famille était d'argile les yeux grands ouverts. Elle régnait sur le cuivre, le fer, le zinc, et les vignes. Plus concrète que celle de Benoit Conort, l'île ici, rejointe au terme de l'exil, est un espace habitable : Cette terre a limité ses noms Qu'elle répète comme des noms de baptême. Et comme le seuil de ses [maisons].

ALAIN SUIED

Avec ses deux premiers recueils - le Silence et C'est le langage - parus au Mercure de France au début des années 70, Alain Suiéd inaugure une poésie d'une ampleur et d'un souffle rares : longs poèmes rythmés par la pensée, reprise incessante et élargissement des thèmes, usage singulier de l'image qui s'intègre naturellement à la tonalité philosophique de l'écriture, questionnement fébrile...

LA LUMIÈRE DE L'ORIGINE, d'Alain Suiéd, Grasset, 100 p., 80 F.

TERRE D'ERRANCE, de Dimitri T. Analis, Mercure de France, 162 p., 120 F.

LE SILENCE, de C'est le langage, de Alain Suiéd, Mercure de France, 162 p., 120 F.

LA LUMIÈRE DE L'ORIGINE, d'Alain Suiéd, Grasset, 100 p., 80 F.

LA LUMIÈRE DE L'ORIGINE, d'Alain Suiéd, Grasset, 100 p., 80 F.

LA LUMIÈRE DE L'ORIGINE, d'Alain Suiéd, Grasset, 100 p., 80 F.

LA LUMIÈRE DE L'ORIGINE, d'Alain Suiéd, Grasset, 100 p., 80 F.

LA LUMIÈRE DE L'ORIGINE, d'Alain Suiéd, Grasset, 100 p., 80 F.

LA LUMIÈRE DE L'ORIGINE, d'Alain Suiéd, Grasset, 100 p., 80 F.

LA LUMIÈRE DE L'ORIGINE, d'Alain Suiéd, Grasset, 100 p., 80 F.

LA LUMIÈRE DE L'ORIGINE, d'Alain Suiéd, Grasset, 100 p., 80 F.

CATHERINE MILLET

ne dans le sud. L'un est très intéressant dans ce sens que, contrairement à ce que l'on croit généralement, il ne s'agit pas d'un roman mais d'un essai de philosophie de la littérature. L'auteur y explore les liens entre la littérature et la philosophie, et notamment la notion de l'acte littéraire.

ILIANA DI NICO WEBER

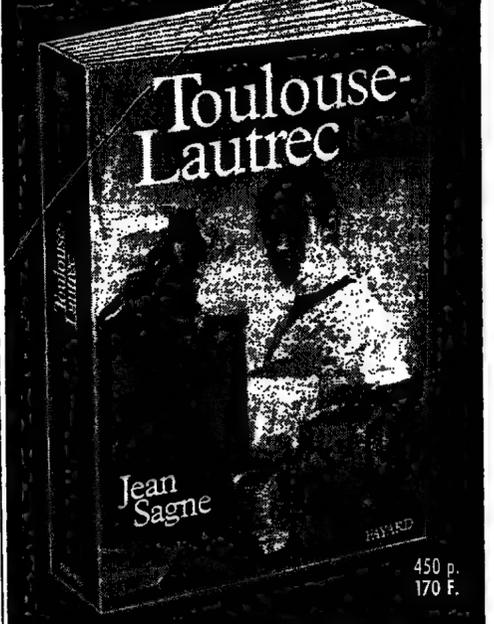
de la mort de deux poètes. Un sûr métier d'écrivain. Cette « poche de nuit », source noire et jaillissante de sa création, c'est d'amblye, et avec un instinct très sûr, qu'elle a appris à l'explorer. Elle a elle-même raconté comment son frère, le peintre Mario Prassinos, avait encouragé ses premières tentatives d'écriture automatique (voir notre encadré ci-contre). « Le ton de Gisèle Prassinos est unique, disait Breton. Tous les poètes en sont jaloux ».

Un sûr métier d'écrivain

Longtemps Gisèle Prassinos a voulu se défaire de cette image encombrante. Pourtant l'originalité de son œuvre, discrète mais importante (vingt-sept titres : romans, poésies, contes, car depuis la Sauterelle arthritique, en 1934, elle n'a jamais cessé d'écrire), tient à sa manière d'ordonner, d'organiser, avec un sûr métier d'écrivain, ce déferlement nocturne. Son dernier recueil est un florilège de fantasmes : peur de la cécité, du tarissement... Il suffit de si peu, d'un moment d'inadvertance,

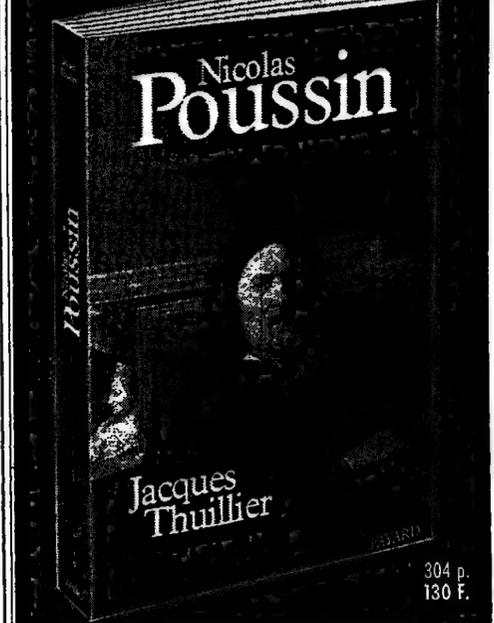
denoël un été historique. Jean Diwo LE GÉNIE DE LA BASTILLE. Jacques Baynac LE CHEVAL BLEME.

QUELLE PEINTURE QUE LEUR VIE...



Une biographie qui réunit, avec l'impudeur objective de notre fin de siècle, tout ce qu'a vécu un des grands peintres de la modernité devenu aujourd'hui légendaire... C'est réussi, Jean Sagne ayant su reconstruire toutes les dimensions d'une vie où l'excentricité est donnée au départ à la fois par la naissance et par la difformité.

La biographie signée par Jean Sagne donne un texte ambitieux, très vivant, pénétrant et souvent fort beau.



Un beau livre. Thuillier y renouvelle autant la connaissance de la peinture que celle du XVII<sup>e</sup> siècle, temps de tous les dangers, de toutes les audaces et d'une certaine grandeur de vivre.

Une biographie limpide... Jacques Thuillier prend plaisir à raconter, et raconte avec autant d'esprit que de science.

FAYARD

● HISTOIRE LITTÉRAIRE

Monsieur France toujours

Gide le trouvait « sans inquiétude », les surréalistes firent de lui « un cadavre », mais Anatole France résiste bien à l'usure du temps. Parution, dans « la Pléiade », du deuxième tome de ses Œuvres.

ON lisait naguère, en conclusion d'une brève présentation de l'écrivain en livre de poche: « Lauréat du prix Nobel de littérature en 1921, Anatole France est mort en 1924, auréolé d'une gloire universelle. » Et c'était vrai: dans le registre de l'influence politique et du rayonnement intellectuel, il s'est placé au rang d'un Hugo et d'un Sartre. Le petit poète parnassien devenu romancier de son siècle s'était mué malgré lui en augure statufié, et ses demeures en lieux de pèlerinage. Autour de 1914, France le bien-nommé s'égalait à la littérature.

Singulière, l'assomption de Monsieur France, tour à tour dreyfusard, progressiste, pacifiste: For de ses livres l'enrichit tandis que croît son horizon de la Grande Guerre, et le prosélyte des « temps meilleurs » couronne son œuvre avec Les dieux ont soif

(1911), grand roman « du XIXe », son chef-d'œuvre. La parabole y célèbre l'idée du changement social — le roman se déroule en 1793, — mais en récusant l'application imposée. Mais lions-nous France? Car si parmi ses contemporains, Zola, Mallarmé, Verlaine ou Lautréamont demeurent comme autant d'écrivains modernes, Coppée, Porto-Riche, Arène ou Bourget connaissent l'oubli, toujours injuste. France vaut-il qu'on le reprenne, lui qu'on désigne d'emblée comme classique?

Le deuxième tome (sur quatre) de ses œuvres dans « la Pléiade » donne, mieux encore que le premier paru, la mesure de l'écrivain d'invention. Avec sa production des années 1892-1897, deux volumes du cycle Coignard, une œuvre vouée romantique, un recueil de contes italiens et les deux premiers volets de l'ensemble l'Histoire contemporaine, c'est un échantillon solide des vertus romanesques françaises qui se révèle: viendra plus tard le rappel de son substantiel apport de critique, de poète, d'historien.

Une soutane nommée Coignard

La Rotisserie de la reine Pédauque et les Opinions de Jérôme Coignard brillent avant tout de l'éclat de leur personnage principal, cette soutane pittoresque baptisée Coignard, qui demeure aux côtés de Sylvester Bonnard (1), de Lucien Bergeret et de Brotaux des Lettres, parmi les vrais caractères inventés par France. Le premier livre tient du roman d'éducation pieuse à la Diderot ou à la Fielding, le second relate les entretiens exemplaires du héros sur la société. Jérôme Coignard, docteur en théologie, ne possède pas seulement les Écritures, il connaît Dieu par ses créatures, et n'aime rien tant que la vie: c'est au reste dans leurs diatribes terrestres que Coignard et France nous convainquent surtout. L'inconstante Catherine, l'exquise Jabel ravissent le regard, parfois retenu par les digressions liées au caractère journalistique des ouvrages, d'abord publiés en feuilleton dans l'Echo de Paris.

On verra poindre un France rationaliste, scandalisé par la vogue occultiste des Péladan, Guaita, Wyzewa et autres Paps, qui suit sans hasarder la disparition rapprochée de Taine et de Renan. Plus profond, le France acquis au socialisme ne dédit cependant pas sans ambiguïté son premier moment au scepticisme: si, selon Coignard, les apôtres du changement venus aux affaires « n'apportent de nouveau que leur inexpérience », le même hérait conclut le roman dans le lyrisme: « Il faut, pour servir les hommes, rejeter toute raison, comme un bagage embarrassant, et s'élever sur les ailes de l'enthousiasme. Si l'on raisonne, on ne s'enlève jamais. »

Le lys rouge, roman bourgeois, ploie sous les pesanteurs de la convention. Ce devait être l'ora-toire dédié à « l'extraordinaire tourment pour l'un et pour l'autre », que fut, selon Marie-Claire Banquart — qui a établi l'édition de « la Pléiade », — la liaison entre France et Léontine de Caillavet. Mais ce « voyage en Italie » voulu vibrant de tous les

arpèges de la passion tient trop de l'exercice de style avec figures obligées. L'érudition de l'auteur, plaisante ailleurs, crée le déséquilibre au point de donner au roman des allures de Baedeker: Taine et Bourget, parmi tant d'autres, furent autrement inspirés par l'Italie qu'Anatole France, décidément bien peu l'homme des

s'empêcher d'une héroïne dont le romancier, quelque peu absent, écrit: « Sa lassitude délicate et ses desirs rattachait les unes aux autres les heures d'aimer »?

Le meilleur France parle de son temps. En 1897, paraissent, chez Calmann-Lévy, les deux premiers

Nourritures terrestres, Cyrano de Bergerac, M. Teste, Ubu-Roi, les Dévotés paraissent au même moment ou presque. L'Orme du mail et le Mannequin d'osier illustrent à merveille ce jugement d'Etienne sur leur auteur: « Comme la bêtise n'était pas toujours son fort, il a vu plus loin que la plupart de ses contemporains. »

Dire le vrai, figurer l'avenir

Il y a du Balzac dans ces scènes de la vie d'une province tourange. Par le nombre des personnages, une bonne cinquantaine fortement croqués, fit-ce en deux lignes, par la multiplicité des intrigues croisées, par le penchant de l'auteur pour la parenthèse. Il y a surtout France et son double Bergeret, maître de conférences à la faculté des lettres, ses convictions graves et son style léger, son esprit attique et son laconisme indigné. De l'antique place Saint-Exupère au banc de pierre posé sur le mail, de la passante rue des Tintelleries à la maison de Philippe Tricoillard avec son feu aux armes parlantes, une étourdissante succession de situations dramatiques et de caractères renouvelés les canons de l'ironie romanesque, qui mène à Remard, à Quezau, à Simonon.

La France du temps, celle de la naissance du cinéma, est un pays de notables, de militaires et d'ecclésiastiques, troublé par l'affaire Dreyfus, travaillé par les menées contre la République. France ne se contente pas d'en arpenter les travers, il aspire à dire le vrai, à figurer l'avenir. L'écrivain mesuré s'engage: en place pour un siècle nouveau, moins hypocrite, plus équitable. A Lucien Bergeret de l'augurer.

L'admirable figure! Epoux trompé d'une mesquine compagne « née Pouilly, du dictionnaire », contraint d'enseigner son cher latin dans une soupe, méprisé de ses collègues que la hardiesse de sa pensée scandalise, il évoque

un Cripre préservé du désespoir par ses convictions. En grand metteur en scène, France le flaque de personnages de second plan étonnamment dessinés dans la vraisemblance: quelle jubilation aux apparitions du naïf et savant abbé Lantaigne et de son rival, l'insaisissant abbé Guirel, du général Cartier de Chalmot, baderna monarcho frapé d'admiration pour Sadi Carnot, du préfet Worms-Clavelin, juif converti et fin politicien, du sénateur Laprat-Teulet, concussionnaire toujours réçu, de l'excellent Terremondre, ami des arts, des femmes et de l'armée, du président Cassagnol, pour qui l'intérêt de la justice est plus sacré que celui de l'accusé, de Mgr Charlot, archevêque diplomate et facétieux, et de tant d'autres.

Abolitionniste, républicain et agnostique, Bergeret finit dreyfusard et socialiste. Ce sont là de vrais enjeux, que France révèle moins par l'anecdote que par la conversation. En revanche, la subtile comédie de mœurs dévoile l'acéré talent comique de l'écrivain, avec par exemple un Bergeret perplexé à l'écoute des vers libres de son disciple ou devant sa propre infortune conjugale.

France, incarnation de la littérature Troisième-République? Lanson, Thibaudet, Clouard et bien d'autres critiques qui l'exhausseront lui ont façonné malgré eux un profil posthume décourageant. Les surréalistes en firent « un cadavre » et Gide, d'ordinaire mieux inspiré, le trouvait bien à tort « sans inquiétude », regrettant qu'on l'épuisse du premier coup. Adjuvons le lecteur sans colère d'aller voir. France ne mérita pas seulement la curiosité, il justifia l'enthousiasme.

OLIVIER BARROT.

\* ŒUVRES, d'Anatole France, tome 2, établi par Marie-Claire Banquart, Gallimard, « la Pléiade », 1422 p., 360 F.

(1) Le Crime de Sylvester Bonnard vient d'être réédité dans la collection « Primes Pocket ».



BÉRÉNICE CLEVE

Banquart

embrasements du cœur. On peut se demander s'il ne s'est pas ennuyé, au fond, dans le salon de Mme de Caillavet, pourtant bruisant des mots de Montesquieu ou de Robespierre, et assez vite, aussi, dans son lit. Et puis, comment

volumes de l'ensemble qu'il appellera fort à propos l'Histoire contemporaine. Le France d'ailleurs est jeune comme jamais, admiré des cadets Blum, Maurras, Schwob, Proust, qu'il préfère, et ce sont des années fertiles: les

Les Daudet sont parmi nous

(Suite de la page 13.)

Quand on lui signale les outrages de son aîné, ses quatorze duels ou ses trois lettres quotidiennes de vin rouge, il hausse les épaules: « Ça lui passera ». Il se trompe évidemment. Agrippinon par l'ami Rochefort pour qui « il convient qu'un polémiste soit un peu enragé », encourage par Jules Lemaitre pour qui « nul ne peut en vouloir à un lyrique », pardonné à l'avance par Maurras, qui « doute que Léon ait jamais rien compris profondément tant il est livre de mots et d'images », l'enfant terrible crache dans la soupe républicaine et traîne dans la boue ses collègues députés.

« La patrie je lui dis merde... »

D'abord, il s'est fait les griffes sur les sommités médicales, ces « Morticoles » qui lui ont refusé l'intermat après avoir persécuté son père. Depuis l'affaire Dreyfus, l'antisémitisme l'obsède. Il voit des juifs partout et fonce dans le tas, attaquant de préférence sous la ceinture. Faute de

juifs, il s'en prend à leurs amis ou complices. Voici Zola « le grand fécal », Herriot « merde Lyon », Clemenceau avec « sa tête de mort sculptée dans un calcul biliaire ». Arthur Meyer, directeur du Gaulois, qui osa provoquer Drumont en duel, ce qui lui valut d'être traité « de vieux tapis qu'il importe de battre de temps en temps ». Ernest Renan et « sa face d'éléphant sans trompe », Gambetta « large comme une

table de douze couverts et rouge comme s'il avait avalé de travers son drapeau ». Et Léon rit, d'un rire si énorme qu'il y entraîne parfois ses victimes, comme Aristide Briand émoussillé d'être désigné comme « vieux maqueveau » ou « souteneur ».

Ce n'est qu'un clown, dira-t-on. Erreur, il lui arrive de se montrer prophétique. Dès 1894 (les Morticoles), il annonce l'utilisation politique des hôpitaux psychiatriques, dès 1913 (l'Avant-Guerre),

il prévoit le rôle déterminant que jouera l'aviation et les blindés dans la guerre qui menace, dès 1930 (les Nouveaux Châtiments), il prédit le pacte germano-soviétique et l'inévitable mais provisoire défaite de la France.

Mais c'est surtout dans le domaine littéraire que sa clairvoyance nous épaté. Membre du premier jury Goncourt, il lui impose Jourt et plaide sans succès, mais avec quel acharnement, les causes de Bernanos et de Céline. Lui signale-t-on que Louis-Ferdinand ne brille pas par le patriotisme? Il se fâche tout rouge: « La patrie, je lui dis merde quand il s'agit de littérature. » Supervedette du « stupide dix-neuvième siècle », dont le matérialisme et la myopie l'exaspèrent, il s'épanouit par les crimes et les scandales. Mais les faibles tringent. On retrouvera le corps de son fils Philippe (suicidé? assassiné?) après une mystérieuse fugue qui paraît sortir d'un roman de Modiano.

Eric Vatré, biographe et partisan inconditionnel de Léon, a eu le tort et le mérite de s'effacer derrière son sujet. Celui-ci en profite pour semer la pagaille, mais qui s'en plaindrait lorsque la gouaille étincelante du modèle couvre les plates digressions de son thuriféraire?

GABRIELLE ROLIN.

\* UNE FAMILLE BIEN FRANÇAISE: LES DAUDET, de Jean-Paul Clément, Presses de la Renaissance, 440 p., 120 F.

\* LÉON DAUDET OU LE LIBRE RÉACTIONNAIRE, de Eric Vatré, éd. France-Empire, 345 p., 100 F.

« Homme-orchestre de la douleur »

C'EST dans les marges d'un voyage au pays de la douleur qu'Alphonse Daudet a rédigé les notes qui furent publiées par sa veuve plus de trente ans après sa mort sous le titre La Douleur, terme provençal qui signifie la douleur. Voyage au long cours, avec ce qui fut l'un des maux du siècle: la syphilis; voyage sans retour, mais avec de longs arrêts, des rémissions, qui font presque oublier qu'au bout de ce périple il n'y a qu'un seul port...

Alphonse Daudet a dix-huit ans, en 1858, quand il rencontre, en même temps qu'une lectrice de la cour de l'impératrice Eugénie, la maladie qui, près de quarante ans durant, va le suivre et finir, en décembre 1897, par le tannaser. Cures à Nérès dans l'Allier, à Aix-les-Bains ou à Lamalou dans l'Hérault, traitement par « suspension », consultations chez le « ponté » de la Salpêtrière, Charcot... tout l'arsenal thérapeutique disponible en cette seconde moitié du siècle sera appliqué à l'écrivain, devenu entre temps célèbre.

« Homme-orchestre de la douleur », comme il se qualifie

lui-même, Daudet ne joue pas les Tartarin. Avec humilité, curiosité presque, il se regarde souffrir. Et si des cris de pitié, de compassion pour lui-même, lui échappent, la tonalité générale de ces notes n'est pas de révoite, de fûte.

« Me douleur tient l'horizon, empit tout. » Ce que décrit l'auteur des Lettres de mon moulin dépasse les limites du corps souffrant. Ce corps que la douleur enserra, elle le déborde aussi, se projette au dehors, « tient l'horizon ». Entre l'écrivain à succès et le « pauvre vieux Don Quichotte blessé, à qui dans son armure, au pied d'un arbre », il y a tout le chemin d'une épreuve. Les accents, simples et sans affectation, avec lesquels Daudet la raconte permettent d'approcher cette expérience de la souffrance, qui se confond souvent avec l'expérience même de l'homme.

P. Ke.

\* LA DOULOUE, d'Alphonse Daudet, préface de Daniel Armand, éd. Michel de Maule, 64 p., 42 F.

magazine littéraire
Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées; et l'actualité littéraire en France et à l'étranger.
JULIET-AOÛT 1988 - N° 256
Les suicides de la littérature De Sénèque à Romain Gary
Entretien Jacques Laurent grammairien
Chez votre marchand de journaux: 28 F
OFFRE SPÉCIALE
8 numéros: 90 F
Cocher sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez:
George Orwell, Blaise Cendrars, Diderot, Antonin Artaud, Foucault, Géopolitique et stratégie, Raymond Chénier, Fernand Braudel, 60 ans de surréalisme, Victor Hugo, François Mauriac, Spécial Japon (numéro double), Les enjeux de la biologie, Venise des écrivains, Michaux, La littérature et l'exil, Henry James, Lévi-Strauss, Les littératures du Nord, Dix ans de philosophie en France, Michel Tournier, La France fin de siècle, Raymond Queneau, Georges Dumézil, Londres des écrivains, Beckett, Les écrivains de l'Apocalypse, Vladimír Nabokov, Malraux, Heidegger, Tocqueville, Italie aujourd'hui, Voltaire

Vous écrivez? Écrivez-nous!
Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...
Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire.
Adresser manuscrits et CV à: La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris Tél.: 48.87.08.21
LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS

LE MONDE DE...
Le roi à confesse
D'après Georges Minnis sur l'influence, le rôle de George de Conscience...
Réflexion et...
( Suite de la page 18 )
D'ailleurs, la communication de la parole est un acte...
A partir de ce point, la parole est un acte...
L'écriture est un acte...
LA RÉPONSE DE BÉRENGER

HISTOIRE

Le roi à confesse

Une étude de Georges Minois sur l'influence, auprès des monarques français, de leurs « directeurs de conscience ».

La confession et le roi sont deux institutions essentielles de notre histoire. Par la première s'est lentement façonnée la conscience individuelle, caractéristique de l'Occident; autour de la seconde s'est créé en France l'Etat, puis la nation.

Georges Minois, qui ne craint pas les grands sujets dans la très longue durée, comme il l'a naguère montré avec son Histoire de la vieillesse de l'Antiquité à la Renaissance (1), donne, cette fois, sous le titre paradigmatique Le Confesseur du roi une étude qu'annonce mieux son sous-titre: Les Directeurs de conscience sous la monarchie française.

D'où les débordements de l'imagination sur ce que pouvaient entendre les confesseurs de leur royal pénitent. D'où aussi les soupçons vite devenus certitudes sur le rôle de ces religieux généralement obscurs dans des affaires aussi graves que la destruction de Port-Royal. L'hostilité des protestants aux jésuites, relayée par celle des libéraux et des lumières, a développé une légende noire des confesseurs du roi, passée sans vérification dans les travaux des historiens du XIXe siècle, et même du XXe siècle.

La pénitence publique de Louis le Pieux

Il faut donc reprendre cette histoire à l'origine, au baptême de Clovis, quand la monarchie franque paternelle vient s'inscrire dans l'Eglise d'Occident. Jusqu'au XIIe siècle, la fonction de confesseur n'est pas individualisée, mais Georges Minois range légitimement parmi les directeurs de conscience tous les grands prélats qui, de saint Remi à Yves de Chartres, en passant par Alcuin, Hincmar, Abbon de Fleury et quelques autres, ont inculqué aux souverains le caractère religieux de leur fonction et leur ont inlassablement rappelé les devoirs de justice, de prudence, de magnanimité et d'amour de la paix qu'elle comportait.

Au XIIe siècle, tandis que se précisent la théologie et le rituel du sacrement, apparaît le premier confesseur attitré, auprès de Louis VI: c'est un certain Giduin, abbé de Saint-Victor de Paris, éclipsé par la grande figure de saint Bernard. La fonction atteint son apogée dans les siècles suivants, où, de 1228 à 1380, elle sera réservée aux dominicains. Ces nouveaux religieux sont, en effet, spécialistes de la prédication, de la confession et, pour le malheur de leur mémoire, de l'Inquisition. Ils sont le fer de lance du renouveau religieux et intellectuel, et un Geoffroy de Beaulieu, confesseur du roi Saint Louis pendant vingt-deux ans, illustre une fon-



Louis XIV et le père de La Chaise. Caricature hollandaise sur les revers du roi.

ction qui atteint alors son apogée. Le confesseur est à la tête de la chapelle royale qui est devenue un grand service de la cour. Mais la prééminence dominicaine suscite des jalousies.

Dans la période troublée des XVe et XVIe siècles, tandis que progresse l'idée d'Etat laïc, la fonction de confesseur est devenue un enjeu de pouvoirs entre factions qui cherchent à contrôler ainsi le roi. L'Eglise se divise et les guerres sont bientôt « de religion ». Mais, contrairement à la légende, les confesseurs du XVIe siècle seront plutôt conciliants à l'égard du protestan-

tisme, et les jésuites, installés au tout début du XVIIe par l'hérétique Henri IV, se relayeront désormais, auprès de Louis XIII, Louis XIV et Louis XV.

Pourtant, cette ère jésuite ne doit pas faire illusion: elle est aussi celle du recul de la direction de conscience. Car sur quoi doit porter la confession du pénitent royal et la direction de son confesseur? Jusqu'au XIVe siècle, on ne distinguait guère entre l'homme public et l'homme privé, entre une morale publique qui suivrait les principes du réalisme et une morale privée qui s'inspirerait de l'Evangile. Mais auprès de Louis XIII, un certain

Richelieu, cardinal-ministre, demandait véritablement au confesseur du roi, le Père Caussin, de n'être qu'un simple « donneur d'absolution » et de ne pas se mêler des affaires de l'Etat. C'est la séparation entre la politique et la piété du souverain qui prédomine désormais.

Grandeur du roi, grandeur de Dieu

Au père de La Chaise, la piété et la morale privée du roi. A Louis XIV, la politique, la révocation de Nantes par exemple, à laquelle son confesseur n'a nulle part. « Rendons à Louis XIV ce qui lui appartient », insiste Georges Minois. Et souvenons-nous que nous sommes dans une monarchie absolue, de droit divin. « Dans ce type de gouvernement, la grandeur du roi, donc de l'Etat, devient le but ultime, car elle est censée coïncider avec la grandeur de Dieu. » La monarchie a confisqué la dimension sociale de la religion et a cessé d'être soumise aux exigences évangéliques.

Dès lors, les vrais directeurs de conscience sont les politiques qui savent ce qui est bon pour la puissance royale, une puissance que des interrogations de confesseurs sur les injustices fiscales ou les massacres des guerres risqueraient d'entraver. Il convient donc de cantonner leur rôle à la sphère du privé, tandis que d'autres s'emploient à le dénigrer. Opérations réussies, contre lesquelles le livre de Georges Minois s'inscrit brillamment en faux.

MICHEL SOT. ★ LE CONFESSEUR DU ROI, de Georges Minois, Fayard, 550 p., 150 F.

(1) Fayard, 1987.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Réflexion et relief

(Suite de la page 13.)

D'ailleurs, le commentaire magistral perd de sa superbe avec les années. Au lieu de dire quel penser de mai 1981, Michel Winock se contente de tenir son journal. Suivra-t-il ou non ses enfants sous la pluie de la Bastille en liesse? Conclusion d'une humilité à faire réviser les préjugés sur les prétentions historiennes: « Nous sommes en 1981! »

Vers la fin de la période, la tentation de tirer leçons et philosophie reprend le dessus. Le « silence des intellectuels », tel qu'il fut déploré durant l'été 1983, serait la trace d'un « retour à Kant... De même, trois phénomènes caractériseraient la trentaine d'années écoulées, pas un de plus: la « relégitimation » du religieux, la pièce rendue à la science dans la culture, et les changements de « paradigmes » en sciences sociales. L'avenir tranchera.

A part la plus neuve, la plus excitante, et sans doute la plus utile, du numéro est composée d'articles sur les mots qui ont dominé la période - existence, aliénation, structure, désir, pouvoir, contre-culture, communication, etc. - et de notices sur les faits de société ou les personnalités qui ont modelé l'époque sans y occuper la vedette: du pantalon féminin, du livre de poche et des sondages, à Althusser, Beaufré, ou Nadeau. L'exercice doit être pris pour ce qu'il vaut: comme dans tous les dictionnaires de contemporains et les bilans précoces, la subjectivité y règne. Le choix des méconnus fleurit bon la camaraderie, et les oubliés frisent la provocation. Si on voulait être méchant, on dirait que voilà bien du journalisme, pour un travail qui s'en veut exempt et s'en sert à l'occasion comme d'un repoussoir.

A plusieurs reprises, divers signataires mettent en cause les « détournements de mémoire médiatico-politiques », les « clichés journalistiques » et les « interprétations sans matériau » auxquelles se livrerait la presse... Ce procès rampant cache mal un embarras frontalier et une rivalité de marché, de pouvoir, auprès de l'attention publique. Ces chronologies mêlées où les variétés côtoient l'institutionnel, certains quotidiens n'en fournissent-ils pas l'exemple, et la matière première? On croit décaler dans certains griefs des universitaires à l'égard des journa-

listes l'ingratitude du droqué d'actualité envers son pourvoyeur...

MIEUX vaudrait admettre que plus ils travaillent sur le même duré, plus éditorialistes et professeurs encoulinés? Conclusion d'une humilité à faire réviser les préjugés sur les prétentions historiennes: « Nous sommes en 1981! »

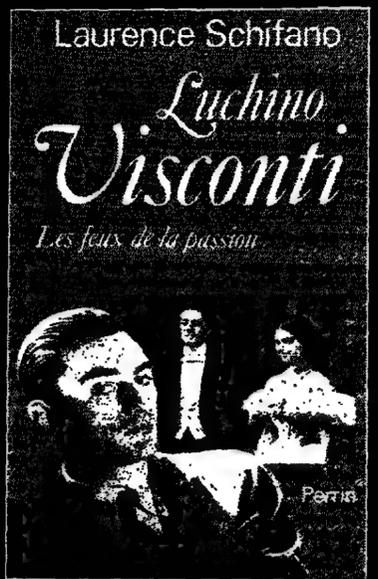
Avec la précision moqueuse qu'on lui connaît, Jacques Cellard dresse l'inventaire des tics de langage qui ont accompagné les années 1983-1987. Il fugite notamment le pédoncule technologique, qu'un populisme concomitant ne fait que souligner. Exemple de double chic parisien: les « nanas » (dans le coup) se « culpabilisent » (servent). Cellard aurait pu relever, dans le numéro lui-même, les perles d'un jargon d'ores et déjà daté: des années qui « réfractent » des évolutions, un « renouvellement de continuité qui s'opère », une « relégitimation qui s'enracine », « une saisie historico-philosophique » qui s'accomplit... sans parler du « rôle sériel » de certaines pensées et de la « fécondité du futur », les métaphores d'engendrement semblant avoir la faveur de l'intervenant le plus prolix et, il faut bien le dire, le plus contaminé par la cuistrerie psycho-socio-linguistique du moment.

Par ces effets de mode verbale, le Débat apparaît, et apparaît de plus en plus avec le temps, comme un « reflet », à la manière involontaire et subalterne des journaux, autant que comme l'outil de réflexion qu'il se veut, et qu'il constitue, à l'évidence. Aucun chercheur attentif à décrire et à expliquer l'histoire de l'intelligentsia des dernières décennies ne pourra se dispenser de ce premier débroussaillage, dût-il se munir d'un petit glossaire, à lui seul révélateur de l'air du temps.

Et les estivants devraient bien jouer cet été avec le Débat à « qui est Hypollite, Jean » ou « Serris, Jean-Pierre? », puisque les magazines qui occupent ce créneau pour intello à la page et à la plage ont glissé - autre signe des temps et du marché - sensiblement plus bas...

★ LE DÉBAT, Notre histoire, numéro 50 (mai-juin 1988), Gallimard, 268 p., 95 F.

Prix de la biographie de l'Académie française 1988



Laurence Schifano Luchino Visconti Les feux de la passion

« Une étincelante biographie... Laurence Schifano parvient à recréer les lumières et les ombres qui composent ce portrait hallucinant de vérité et de vie. » JEAN-MICHEL FRODON, « LE POINT » « Sans aucun doute possible, la biographie définitive de Luchino Visconti. » HECTOR BIANCIOTTI, « LE MONDE »

PERRIN

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES 8, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-28-90-72

LA VIE DU LIVRE

Toute l'année tous les samedis et dimanches chiner dans les livres Acheter vendre, se promener au MARCHÉ DU LIVRE ANCIEN et d'OCCASION Parc Georges-Brassens rue Brancion, 75015 PARIS GIPPE - 47-83-93-91

LIVRES ANCIENS et MODERNES Liste de VARA (various, doc., littérature, illustrés...) Livres sur la MONTAGNE LA BOUQUINERIE 8, bd M.-Sembat - 38000 Grenoble 76-46-15-32 Envoi gratuit sur simple demande

Anne PHILIPPE Le regard de Vincent roman «La réussite de cette sonate en mélancolie mineure, c'est la rencontre avec la plus séduisante et dangereuse créature que le sort puisse faire connaître à un vivant: un ange, ce démon innocent!» Claude Roy / Le Nouvel Observateur GALLIMARD nrf

liste bien à l'heure du temps. C'est de... L'histoire de... Abolitionnaire... Figures... révélateur de... la culture, des... de 1986... LA MICROEDITION EN LIBRE SERVICE III Tirez vos documents Macintosh ou IBM sur notre imprimante à laser LASERMARK 48 bd Richard Lenoir 75011 Paris Tél: 48 06 84 01 Lun - Ven 9.00-18.30, Sam 14.00-18.00

LA PHILOSOPHIE, par Roger-Pol Droit

Fleurs savantes

LES migrations recommencent. On va se croiser, se quitter, se retrouver... en croyant ouvrir des parenthèses dans le temps.

Si vous n'avez qu'une poche, ou un petit sac, mettez-y l'idée de la prose. Giorgio Agamben est un philosophe rare, c'est-à-dire précieux, improbable, hors du commun.

Ce qu'il explore, c'est le silence qui habite le langage, la nuit au sein du jour. Formules encore trop simples. Il s'agit plutôt du silence que la parole fait exister, de l'obscurité que la lumière même révèle.

Les bouquets secs de Giorgio Agamben ébrèchent des fleurs savantes, cueillies dans l'Antiquité ou dans le siècle. Platon voisin avec Kéris, Hölderlin avec le Zohar, Simplicius avec Paul Cézanne, et Pétrarque avec Nâgârjuna.

D'AILLEURS, mis à part son surnom, on ne sait presque rien de la vie de ce philosophe « de Damas ».

Mais il nous reste l'essentiel de sa réflexion. Elle est difficile, et fut souvent jugée obscure, parfois inintelligible. Idéale lecture de vacances.

Cette exigence est apparemment très claire. Toute la démarche du philosophe consiste à déboucher les difficultés insurmontables qu'elle recèle.

On aurait tort de croire que ces spéculations, évidemment sans issue, sont des curiosités pour historiens. Dans l'effort de Damascius pour confronter la pensée et le discours à un dehors absolument indicible, il y a un geste très proche de notre modernité.

LIRE Damascius, c'est aussi découvrir les derniers feux de cette « antiquité tardive », comme on dirait, où s'est jouée pour l'Occident une partie très longue, très complexe, et absolument décisive : la rencontre des traditions juive et chrétienne et de la rationalité philosophique grecque.

européen, il est peu de guides aussi sûrs que Jean Pépin. Son dernier livre, centré sur le problème de l'allégorie, le confirme.

Par allégorie, il faut entendre ce dispositif très général par lequel un récit, apparemment fabuleux ou mythique, recèle un autre sens, qu'il dissimule et dévoile tout ensemble.

En suivant la Tradition de l'allégorie de Philon d'Alexandrie à Dante, Jean Pépin montre combien elle est au cœur du grand choc entre les deux racines de l'Occident.

Ces auteurs (dont la liste est encore plus longue : Reiner Kante, Helga Novak, Klaus Schlegel, Einar Schief, Stefan Schütz...) n'ont pas abandonné leur bagage historique au moment de franchir le Mur.

« Peter Handke s'est réfugié dans le rôle de l'intouchable. Surtout qu'il ne soit plus question du monde »

tion existentielle : elle est une réflexion, et non un simple reflet.

A U-DELA, le fil de l'allégorie ne se rompt pas. Mais il se tord, et voit son sens s'inverser.

Hypothèse d'école : vous avez déjà mis dans vos valises toute la sélection du « Monde des livres » (4), plus les ouvrages d'aujourd'hui, plus vos livres de chevet.

★ IDÉE DE LA PROSE, de Giorgio Agamben, Ed. Christian Bourgois, coll. « Dictionnaire », 128 p., 75 F.

★ DES PREMIERS PRINCIPES, de Damascius, introduction, notes et traduction de grec de Marie-Claire Galpérine, Ed. Verdier, 514 p., 260 F.

★ LA TRADITION DE L'ALLÉGORIE DE PHILON D'ALEXANDRIE À DANTE, de Jean Pépin, Éditions augustiniennes, 382 p., 450 F.

★ LE SENS DU DESTIN, d'Arthur Schopenhauer (extraits de Parerga et Paralipomena), introduction, traduction et notes de Marie-José Parria, Vrin, 126 p., 69 F.

(1) Sur cette période, voir notamment Le problème du néoplatonisme alexandrin, Elzévir et Simplicius, d'Étienne Hadot (Études augustiniennes, 1978).

(2) Une édition bilingue grec-français en trois volumes (texte établi par L. G. Westerink et traduit par J. Combès) est en cours de publication aux Éditions des Belles-Lettres.

(3) Collection bilingue des classiques allemands, traduction et préface de G. Bianquis, Ed. Aubier, 1976.

(4) Voir Le Monde du 24 juin.

LETTRES ÉTRANGÈRES

Une « troisième littérature allemande »

par Fritz J. RADDATZ

Journaliste et écrivain ouest-allemand, auteur de CEI de veau (Flammario).

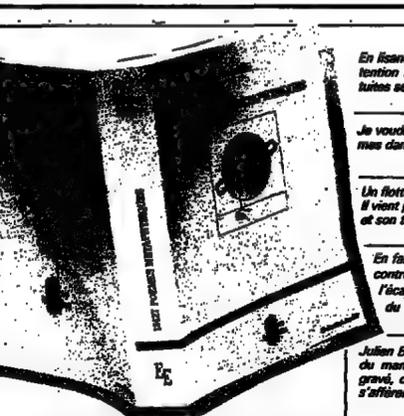
Ils vivaient naguère en RDA, En franchissant le Mur, Gorgées de vie et d'expériences, dans un univers qui a fait sien

Il y a une « troisième littérature allemande ». C'est celle qu'écrivent des gens qui vivaient naguère en RDA et qui, aujourd'hui, vivent et travaillent (dans des situations administratives extrêmement diverses) en République fédérale.

Ces auteurs (dont la liste est encore plus longue : Reiner Kante, Helga Novak, Klaus Schlegel, Einar Schief, Stefan Schütz...) n'ont pas abandonné leur bagage historique au moment de franchir le Mur.

« Peter Handke s'est réfugié dans le rôle de l'intouchable. Surtout qu'il ne soit plus question du monde »

tant autour de son moi : « Je n'ai qu'un sujet : c'est de voir clair en moi, de plus en plus clair. » Et au terme de trois jours d'entretiens avec Herbert Gampfer, le credo esthétique de Handke aboutit à une théorie du vide.



En lisant ces poèmes métaphysiques dans une sorte d'attention flottante, les rapprochements, les connotations fortuites se mettent à jour dans tous les sens.

En fait, il y a affirmation totale du monde contre la raison officielle. L'incartement des signes jusqu'à la limite du connaissable et d'autres aventures surgissent.

Est-ce que tout horizon d'espoir est désormais bouché ? Au printemps 1986, lors d'un débat où l'on exprimait le souhait qu'au théâtre et/ou sur scène il y eût quelque chose à comprendre et qu'on ne soit pas seulement confronté à de belles énigmes.

Même Franz Xaver Kroetz — dont les pièces politiquement engagées non seulement lui ont assuré des records quant au nombre de représentations, mais le faisaient jusqu'à présent classer parmi les auteurs conscients de leur responsabilité sociale — a déclaré lors d'une interview : « Je n'ai jamais écrit que sur moi. Je n'ai jamais été à l'écoute du peuple. Le peuple ne m'a jamais vraiment intéressé. »

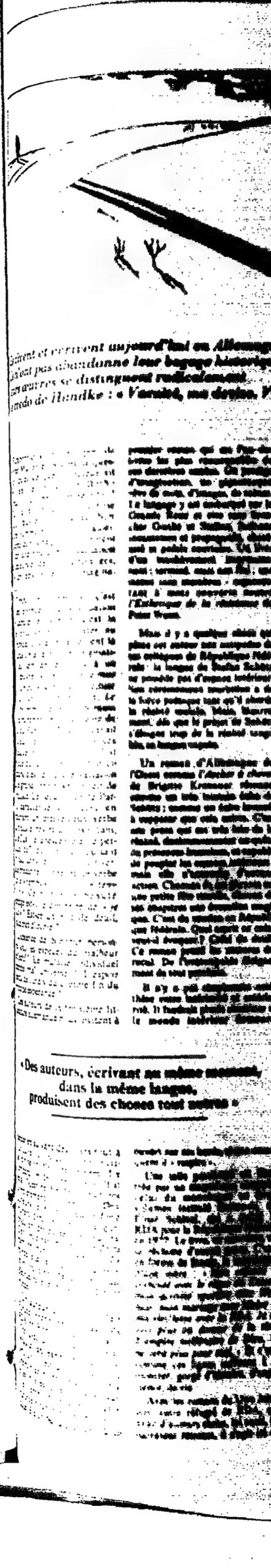
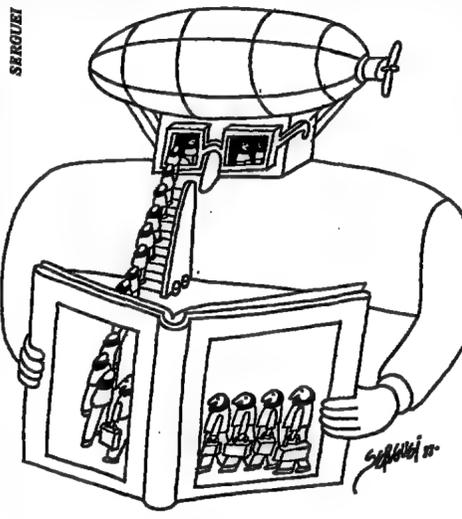
Un flottement d'énigme amusée anime la lecture de l'objet. Il vient par exemple du dialogue entre l'image (ou le texte) et son titre, qui court en cartouche, dessous.

En fait, il y a affirmation totale du monde contre la raison officielle. L'incartement des signes jusqu'à la limite du connaissable et d'autres aventures surgissent.

Julien Blaine s'en prend à tout ce qui prétend faire vent du monde manuscrit à ce qui commet gravement tracas, écrit, gravé, dans une affaire de morse, il tente à l'Ordre ou s'affaire les codes, la méthodologie et les typographies.

On voit les mots trembler de fièvre et d'ironie et on découvre le plaisir inconnu de certains fruits juteux de la poésie expérimentale.

EDITEURS EVIDANT, COLLECTION « LE DIT » DEJA PARUS : DERVICHE LE ROBERT, BERNARD HEIDSIECK A PARAITRE : L'ACTE POUR L'ART, ARNAUD LABELLE-ROJOUX LUMIERE D'AILLEURS, JEAN MONOD Distributeur S.L.D. / OUVREDIS Diffuseur STENDHAL



Il y a une « troisième littérature allemande ». C'est celle qu'écrivent des gens qui vivaient naguère en RDA et qui, aujourd'hui, vivent et travaillent (dans des situations administratives extrêmement diverses) en République fédérale.

En lisant ces poèmes métaphysiques dans une sorte d'attention flottante, les rapprochements, les connotations fortuites se mettent à jour dans tous les sens.

En fait, il y a affirmation totale du monde contre la raison officielle. L'incartement des signes jusqu'à la limite du connaissable et d'autres aventures surgissent.

Julien Blaine s'en prend à tout ce qui prétend faire vent du monde manuscrit à ce qui commet gravement tracas, écrit, gravé, dans une affaire de morse, il tente à l'Ordre ou s'affaire les codes, la méthodologie et les typographies.

On voit les mots trembler de fièvre et d'ironie et on découvre le plaisir inconnu de certains fruits juteux de la poésie expérimentale.

EDITEURS EVIDANT, COLLECTION « LE DIT » DEJA PARUS : DERVICHE LE ROBERT, BERNARD HEIDSIECK A PARAITRE : L'ACTE POUR L'ART, ARNAUD LABELLE-ROJOUX LUMIERE D'AILLEURS, JEAN MONOD

Distributeur S.L.D. / OUVREDIS Diffuseur STENDHAL

e « troisième littérature allemande »

par Fritz J. RADDATZ

Ils vivent naguère en RDA. En franchissant le Mur, ils ont quitté le monde de leur enfance, mais ils restent dans un univers qui a fait de...



CAGNIAT

Ils vivent et écrivent aujourd'hui en Allemagne de l'Ouest. ils n'ont pas abandonné leur bagage historique. leurs œuvres se distinguent radicalement le credo de Handke : « Vacuité, ma devise. Vacuité, ma maîtresse. »

Paraphrasons la réplique de Heiner Müller et posons la question : qu'est-ce que le lecteur vit en lisant le roman de Botho Strauss, le Jeune Homme (2) ? C'est l'alogicité qui caractérise toute l'œuvre de Strauss. Son Jeune Homme est un grand kaléidoscope dont chaque mouvement produit une nouvelle combinaison de couleurs et de formes étranges, c'est un labyrinthe de l'imagination...

premier roman qui est l'un des livres les plus remarquables de ces dernières années. Un prodige d'imagination, un gigantesque rêve de mots, d'images, de scènes. Le langage y est embarqué sur la Grande Roue et cite sans broncher Goethe et Staline, fusionne incantation et propagande, obscénité et poésie courtoise. Un livre d'un inachèvement impressionnant ; terminé, mais non fini ; une statue sans membres - argumentant à mots couverts contre l'Esthétique de la résistance de Peter Weiss.

la plus audacieuse réalisation qu'aient peut-être produit le roman contemporain : d'une gigantesque incantation psalmodiée de la réalité. Dans cette immense lettre d'une mère à son fils, on trouve toutes les scories et tous les débris qui peuvent ensevelir sous eux une existence, laquelle ici pourtant s'en dépêtre et en émerge. Les images y sont aussi précises que des concrétions minérales, le style sait y entrelacer avec une impeccable maîtrise le compte rendu et le récit épique, l'accusation et la lamentation. Parfois, c'est une toute petite phrase qui, le souffle coupé, dit à la fois qu'on étouffe, et pourquoi. Le livre s'étend sur dix années, il commence le 1<sup>er</sup> décembre 1970 et s'achève le 25 août 1980. Il devient le journal de tous une époque ; sur le thème général « A présent, c'est plus comme autrefois », nos années se tordent comme un ver sous un regard microscopiquement acéré.

« Temps temps temps » : c'est par cet énoncé sans ponctuation que débute le livre, et c'est la seule tentative pour résister au flot rapide. Il y a certainement là une allusion à la phrase énigmatique qui sert de leitmotiv à un chef-d'œuvre : « En espace se meurt le temps. » C'est au premier acte du Parsifal de Wagner. Le Jeune Homme de Botho Straus est une paraphrase, soit forme de conte, du Parsifal. Tout le travail de Strauss, et en particulier ces arabesques parafidélités, ce n'est rien que du septicisme traduit en discours, c'est donc une variation sur le grand thème wagnérien de la trahison. Le personnage de Parsifal caractérise ses actes en employant un merveilleux verbe qui n'existe pas et qui, pourtant, dit le flux, l'évanescence et le perpétuel défi du créateur puisant son eau dans le flot de l'universelle précarité : forgeant un verbe sur le « temps », il dit « je tempore ». Ce mot à la beauté étrange est le contraire de « je suis » ? Est-ce un mot de deuil, ou un mot d'ironie ?

Mais il y a quelques choses qui placent cet auteur aux antipodes de ses collègues de République fédérale : la langue de Stefan Schütz ne possède pas d'espace intérieur. Son cérémonieux tourbillon a de la force poétique tant qu'il aborde la réalité sociale. Mais, bizarrement, dès que le projet de Schütz s'éloigne trop de la réalité tangible, sa langue capote.

Un roman d'Allemagne de l'Ouest comme l'Archer à cheval de Brigitte Kronauer résonne comme un très lointain écho de Schütz ; comme un écho inversé, à supposer que cela existe. C'est une prose qui est très loin de la réalité, douloirement en quête de présences humaines, et capable de peupler les espaces intérieurs ; mais elle n'accouche d'aucune action. Chacune de ses phrases est une petite fête rituelle, chacun de ses chapitres une évocation magique. C'est du vaudou en République fédérale. Quel esprit ce culte veut-il évoquer ? Celui du deuil. Ce roman prend les mesures du recul. De l'irratrappable signifiant de tout prochain.

L'absence de bonheur personnel sous les espèces du malheur collectif ? Le malaise individuel comme mal universel ? L'espoir perdu de l'individu comme fin du principe espérance ?

Il n'y a pas simplement antithèse entre intériorité et extériorité. Il faudrait plutôt examiner si le monde intérieur demeure

Les auteurs de la troisième littérature allemande nous invitent à

« Des auteurs, écrivant au même moment, dans la même langue, produisent des choses tout autres »

penser en suivant des voies tout à fait autres. Ils nous invitent aussi à voir selon d'autres images. La comparaison de livres nés à l'Est et à l'Ouest révèle des structures complètement différentes. Des auteurs, écrivant au même moment dans la même langue, produisent des choses tout autres. C'est l'imagination créatrice de la mémoire non simultanée : du monde, elle fait jaillir des étincelles, ou bien, dans une pluie d'étincelles, elle fait s'effondrer le monde. Un auteur comme Stefan Schütz, récemment passé de RDA en République fédérale, offre, avec son immense roman Medusa, un exemple plus que séduisant. C'est un livre comme une montagne : parfois à pic, précipices, nuages. Exaltation et vertige alternent brusquement. Dramaturge étrange et extrêmement doué, Stefan Schütz donne là un

ouvert sur ses bords, si par conséquent il « respire ». Une telle possibilité est illustrée par un magnifique exemple, celui du monologue en deux volumes intitulé Gertrude, de Einar Schlee, qui a quitté la RDA pour la République fédérale en 1977. Le livre, en sous-titre, ne se réclame d'aucun genre. C'est, en forme de litanie, le monologue d'une mère : « Mon enfance a coincidé avec le règne du Kaiser, mon activité sportive avec Weimar, mon mariage avec Hitler et ma vieillesse avec la RDA. Je ne sais plus où donner de la tête. L'empire millénaire de Dieu, ce ne sera plus pour moi. » Et c'est, comme ces lignes suffisent à le montrer, gorgé d'histoire, d'expérience, de vie. Avec les romans de Uwe Johnson, autre réfugié de RDA, qui avait d'ailleurs choisi, lui aussi, un narrateur féminin, il s'agit ici de

tourné en dérision. Comme un terrible engrenage, cette prose broie et lamine conjointement souvenir et impuissance, ruse et candeur. Les êtres y sont le produit de l'histoire qui est leur produit : telle est la dialectique apparemment infinie dont la voûte surplombe tout l'ouvrage. A quoi tient le triomphe de cette écriture qui, sur mille pages, n'est jamais tapageuse, mais précise dans chaque image, crédible dans chaque émotion, convaincante dans chaque pensée, sans une seule phrase qui sonne faux ? Il tient, si je tente de répondre, à ce que nous avons affaire là à quelque chose qui ne s'est pas fermé. Il a laissé entrer par tous ses pores aussi bien l'horreur que la cocasserie, la roublardise que la violence et la détresse. L'astuce et la duperie. Cet auteur a connu tout cela dans sa chair.

Même si c'est un mot délicat à manier, il y a à quelque chose d'humble. Schlee n'a pas peur de raconter, pour rendre compte de ce qui fut, et pourquoi. C'est un projet diamétralement opposé à celui d'un Handke.

Pour tenter de répondre encore autrement : la subjectivité de ces auteurs de la troisième littérature allemande n'est pas moins marquée que celle d'autres écrivains. Mais ils la font intervenir comme partie intégrante des événements contemporains, au lieu de se situer à côté de ces derniers. Ils ne raisonnent pas, mais ils considèrent leur raison comme une possibilité de formuler les choses.

Wolf Biermann, lui aussi, est rentré dans sa coquille. Seulement, il réfléchit sur cette évolution, et il le fait dans ce qu'il écrit, pas à côté. Il n'est guère de poète qui parle de soi aussi crûment. Mais ce descendant de Heine se prend tellement au sérieux qu'il peut se permettre de ne pas se prendre au sérieux.

Et il ne faut pas croire que cela échappe à Biermann ; il a dit dans une interview : « Quand on écrit des chansons et des poèmes, on est malheureusement forcé de parler de soi pour parler du monde. » Cette petite phrase suffit à donner la clé. En se chantant, il veut chanter le monde. C'est une autre poésie, une autre morale, une autre politique. « Le temps, à l'Est, est un temps autre », dit son poème intitulé Rencontre à Paris. Aurait-il encore en lui une horloge qui indique l'heure de l'Est ?

Tous ces écrivains de la troisième littérature allemande n'ont

nul besoin d'emprunter des détours. Il y a même des cas limites, comme Guntram Vesper : il n'a connu la RDA que dans son enfance, mais il nourrit son œuvre des récits faits par ses parents et grands-parents, et ces récits sont tous gorgés d'histoire.

Il peut donc exister aussi une conscience morale appelée par la mémoire. L'histoire peut être un aiguillon, et l'auteur qui sent cet aiguillon n'est pas enclin, dans son travail, à emprunter des détours. On constate tous les jours que ce sont surtout les auteurs dont l'histoire est liée à la RDA qui sentent cet aiguillon, qui le sentent passer. Leur littérature est une quête de traces. Elle n'a rien du libelle ou du pamphlet, mais elle se rappelle, elle nous rappelle. Juif né en Pologne, Jurek Becker a grandi

en RDA, mais il vit « en voyageant entre deux mondes », plus précisément en habitant les deux Berlins : l'écriture qu'il a développée est d'une calme précision. Le pathétique y est refroidi jusqu'au laconisme, et son roman les Enfants Bronstein parvient souvent à saisir, sous une phrase en forme de loupe, toutes les destructions d'une époque.

Jurek Becker a réussi un tour de force dont il indique lui-même les sens : « Ils peuvent se comporter comme ils veulent, tu ne peux pas sentir les Allemands. » « Ce n'est pas un tour de force. » Voilà ce que dit à son fils un père juif, survivant des camps, aux yeux duquel tout n'est que mensonge dans la réalité allemande, tandis que son fils doit découvrir, par la lecture, sa propre histoire.

C'est le roman des catastrophes, il passe la corde au cou de son lecteur. Même vision de l'histoire dans Tallhover, le roman de Hans Joachim Schädlich, lui aussi venu de RDA. Là, le coupable est désigné clairement : Tallhover était le nom d'un bourreau au Moyen Âge. Tallhover est policier. Cela paraît trop simple, et c'est pourtant subtil. Car Tallhover n'est

pas un policier quelconque, mais la police en personne. La continuité de l'histoire allemande vue comme continuité de la police secrète.

Point n'est besoin de recourir sans cesse au grand mot d'histoire pour désigner, chez ces auteurs de la troisième littérature allemande, d'autres proximités et d'autres distances. Ils se sont éloignés, mais non coupés. Ils se considèrent toujours comme reliés à un certain contexte. Comment comprendre, sinon, que Hans Mayer, autrefois professeur à Leipzig et invité par l'Académie de Berlin-Est, ait été accueilli à Leipzig même par Stephan Herrlin, et que la revue Sim und Form ait publié ensemble le discours de celui-ci et la conférence

de l'invité en visite dans le pays autrefois quitté ? Les oppositions n'effacent pas ce qu'on a en commun.

De même, le discours de remerciement prononcé par Jürgen Fuchs (parti de RDA en 1977) lorsqu'on lui décernait un prix littéraire, à l'illure d'une lettre ouverte à la RDA. Or on écrit en général des lettres à des personnes - qu'une brouille n'empêche pas d'être proches.

Notre thèse, selon laquelle les écrivains ayant quitté la réalité socialiste pour l'irréalité ouest-allemande ont du moins conservé un élan utopique, qu'ils ont tourné les talons sans rompre les ponts, c'est celle que Herta Müller a résumée en une formule. Dans le premier texte qu'elle a publié après avoir quitté la Roumanie pour se fixer en République fédérale, on trouve cette phrase qui exprime en quatre mots le deuil et la déception, mais avec un petit clin d'œil d'espoir : « Arrivée comme pas là. »

(Traduits de l'allemand par Bernard Lortholary).

(1) Gallimard. (2) Gallimard.

(\*) Après 68 et 69, un second roman de Fritz J. Raddatz, le Bureau de nuages, doit paraître en septembre chez Flammarion.

EDITIONS RIVAGES advertisement featuring book covers for 'La Ville de nulle part' by Alison Lurie and 'Le Daria noir' by James Ellroy. The advertisement includes the Rivages logo and the name of the publisher.



# Culture CINÉMA

« Qui veut la peau de Roger Rabbit? », de Bob Zemeckis

## Le lapin qui fait courir l'Amérique

Une nouvelle prouesse de l'animation, due à la collaboration de Steven Spielberg, Bob Zemeckis et les Studios Walt Disney : Roger Rabbit est un lapin de dessin animé qui mène, en 1947, une enquête dans Los Angeles, au milieu de « humains » bien réels du cinéma ; dans le rôle de l'humain : Bob Hoskins. La sortie en France est prévue pour le 19 octobre 1988.



Bob Hoskins, Roger Rabbit et Bob Zemeckis, interprètes et metteur en scène de Qui veut la peau de Roger Rabbit ?

chez Disney — et négocie les vedettes des autres studios. Warner accorde Bugs Bunny — à condition qu'il ait autant de présence à l'image que Mickey, Daffy et Donald. Pour mettre en place l'équipe d'animation, on ramène à travers le monde des animateurs de la nouvelle génération et ceux de la vieille école Disney qu'on tire de leur retraite. On en recrute trois cent vingt-six, qui opèrent image par image, sur plus de quatre-vingt-deux mille planches. A la suite de quoi tout est envoyé en Californie du Nord, aux laboratoires Industrial Light and Magic où, là encore, image par image, on rajoute les ombres, les reflets de lumière dans les cheveux. Le budget, initialement prévu pour 28 millions de dollars, passera à 45 millions de dollars.

### Un cockney pur son

Mais sans un « vrai » rapport entre les acteurs humains et les héros dessinés, le film ne serait qu'une démonstration d'acrobatie technique. D'où le problème crucial du choix des comédiens. Obligation : les « créateurs » étant rajoutés après coup, l'acteur doit jouer dans la vide, sans personne pour lui donner la réplique. Surprise : la plupart des vedettes sollicitées n'y arrivent pas, ou n'ont aucune envie de partager l'affiche avec un lapin.

Bob Hoskins, prix d'interprétation à Cannes pour *Mona Lisa*, est un cockney pur son. Mais le *Cotton Club* de Coppola a prouvé que son accent américain est impeccable. Avantages : physiquement, il a une allure de « création », et, à l'audition, même tout seul, il donne l'impression d'avoir quelqu'un en face de lui. Hoskins prétend avoir tout appris de sa fille Rose qui, à trois ans, passe son temps à jouer avec des amis invisibles. Il se retrouve donc pratiquement le seul humain dans cet univers délirant. Son seul point d'ancrage sera Charles Fleischer (la voix de Roger Rabbit), qui lui donne la réplique derrière la caméra, déguisé en lapin. Après cinq mois de tournage, Hoskins rend à sa fille la monnaie de sa pièce, il a des hallucinations : il voit des « toons » partout.

HENRI BÉHAR.

pour surveiller Roger Rabbit, soupçonné de meurtre. Et, puisqu'il faut une femme fatale, ce sera Jessica, l'épouse présumée infidèle de Roger Rabbit. Une silhouette qui pourrait être signée Vargas, avec la voix d'Amy Irving quand elle chante et celle de Kathleen Turner quand elle parle. La référence au film noir et au cartoon est constante. Bob Hoskins accroche son chapeau à un faucon maillé, les gangsters sont des frottoirs — des rats — à la gilette facile et aux costumes sortis des ateliers George Raft. Pour entrer dans le *speakeasy*, le mot de passe est « C'est Walt (Disney) qui m'envoie ».

Mais les auteurs revendiquent aussi une bonne dose de critique sociale. Toontown n'est-elle pas une sorte de ghetto ? Les Toons ne sont-ils pas considérés comme des citoyens de deuxième classe ? Ne sont-ils pas interdits d'accès au très huppé *Ink and Paint Night Club*,

Les moyens réunis dans ce dessin sont considérables : Disney, le Spielberg de *E.T.*, le laboratoire d'I.L.M., le Zemeckis de *Retour au futur* et de *A la poursuite du diamant vert*. Et surtout l'homme-clé, le directeur de l'animation, un vieux de la vieille demeuré sérieusement iconoclaste. Agé aujourd'hui de cinquante-cinq ans, Richard Williams fut responsable de l'animation de « la Panthère rose ». Il exige que la caméra bouge, monte, descende et tourbillonne ; que les créatures de dessin animé soient en trois dimensions, plongées dans le monde réel, capables de manipuler des objets véritables et d'évoluer en fonction de la lumière et des perspectives. La technique des lors s'impose : il faut peindre l'animation à la main, sur la pellicule, image par image. Un bout d'essai est tourné — cent mille dollars plus tard (pour une minute) ! Il est transformé. Spielberg est un homme à qui on ne peut rien refuser. Il obtient des fonds de

## Manquer

Le film de Bob Zemeckis... Une nouvelle prouesse de l'animation... Le budget, initialement prévu pour 28 millions de dollars, passera à 45 millions de dollars.

## Warner

Warner... Le principe de base est donc risqué en diable : faire voisiner les créations avec votre épicerie et, dans les allées des studios, faire se croiser superstars et superstars de chair et d'os.

### DANSE

William Forsythe au Festival de Montpellier

## Sabbat de Lolitas

D'œuvre en œuvre et de succès en succès, William Forsythe s'affirme comme le chorégraphe le plus novateur et le plus passionnant de ce temps.

Que rêver de plus excitant, aujourd'hui, qu'un festival Forsythe ? Montpellier nous l'offre : un mini-festival — sept ballets en deux soirées — à l'intérieur d'un grand « Montpellier-Danse » qui célèbre Terpsichore, comme on dit, jusqu'au 12 juillet. On ne reviendra pas sur quelques éblouissements forsythiens dont on a déjà fait état ici même (le Monde des 26 mars, 20 mai et 28 juin) : *In The Middle*, *Sometimes Elevated*, créé à l'Opéra de Paris, *Love Songs*, présenté par le Ballet de Lyon, et *Artifect*, dont n'était donnée à Montpellier que la troisième partie — d'ailleurs passionnément remaniée : on n'est jamais sûr, avec Forsythe, de revoir deux fois exactement le même ballet.

Ce démon — trente-huit ans, un air de famille avec Woody Allen — décourage pour le moment toute tentative de synthèse. S'approprié, par exemple, à décrire son utilisation paroxysmique du vocabulaire classique ? Ici l'abusif *Bongo Bongo Nagaela*, qui n'a strictement plus rien à voir avec Petipa ni Balanchine. Ni avec rien de connu dans le monde du ballet. Imaginez trente-deux collègues en folie — parmi lesquelles bon nombre de travestis. Toutes (ou tous) semblables : jupe plissée (ou tous) marine, chemisier blanc noué d'un ruban bleu, chaussettes blanches bien tirées, frange et cheveux mi-longs. Sur une musique percussive de Tom Willems (complice favori de Forsythe : un très bon choix), ces Lolitas mènent grand sabbat, montent leur quiotte, forment des rondes échouées. Il y a là du rock et du twist, de la secte en délire, de la danse tribale africaine. A un moment, un personnage à tête humaine se lève et joue de la flûte :

toutes les gamines le suivent, bras en couronne, c'est d'ad à la fantasia légendaire du charmeur de rats. Devant *Bongo Bongo* le doute n'est plus permis : ce Forsythe a un grain. Sans cesse il boissonne nos habitudes, nous surprend, nous tient en haleine. En pleine action, il ferme des rideaux, en douceur ou brutalement. A coups de silences, il découpe Bach en rondelles ; à coups de « noirs », il hache notre vision. Aux superbes éclairages du plateau (qu'il règle lui-même, comme il conçoit la plupart du temps décors et costumes) il ajoute parfois celui de la salle, à des intensités diverses. Grand valeur d'espace, il alterne savamment l'occupation tous azimuts et la focalisation en un point. Il aime le matériel phonétique, le sens ou le non-sens qu'apporte le texte : 80 % de ses ballets utilisent la parole. Dans *Same Old Story*, une blonde accouée à une table raconte, entremêlée, le *Petit Chapeau Rouge*, la *Belle au bois dormant* et *Cendrillon*. Un homme l'interrompt fréquemment pour lui demander de préciser tel ou tel détail ; il l'écrase tellement qu'elle finira par éclater en sanglots.

### Une apothéose des contrastes

Pas de texte dans *Stepixet*, mais de vêtements discours silencieux de bras en sémaphores. Créé quelques mois après *Artifect*, ce ballet reprend l'admirable pas-de-deux central, avec ses étirements infinis, ses ronde-de-jambe à 360 degrés et ses grands jetés en tournant autour du partenaire, au ras du sol. Tendons comme les cordes du violon de la *Chaconne en ré mineur* de Bach, Pascale Michélet y fait sensation.

*France Dance*, merveille des merveilles, fut créé salle Favart par le Ballet de l'Opéra en 1983, pour cinq représentations scéniques. C'est un poème sur l'espace et le temps. Une apothéose des contrastes, des oppositions. En contrepoint aux corps quasi parfaits des danseurs, Forsythe fait évoluer une main — un robe

du soir. En contrepoint à une musique ébriée de Bach, ce qu'il y a de plus trivial : un abolement de chien. « Il y a des choses qui s'en vont, il y a des choses qui reviennent, dit la main. Il y a des choses dont on aimerait qu'elles s'en aillent et d'autres dont on aimerait qu'elles reviennent. Il y a des choses dont on aimerait qu'elles ne s'en aillent pas, d'autres dont on aimerait qu'elles reviennent pas. » Passons des maquettes de monuments célèbres — la tour Eiffel, l'Empire State Building, les Pyramides... Elle les transporte, les désigne : « Celui-là est plus visible, mais celui-ci est plus culturel », et ainsi de suite jusqu'au vertige avec les sujets « symbolique », « historique », « grand », « contemporain », « classique », etc.

Pendant ce temps, imperturbable, la danse déploie des entrelacs subtils, des lignes d'une pureté déchirante. Eternité des monuments, beauté fugace de la danse. Mais quelque un retourne les maquettes, et les monuments ne sont plus que silhouettes noyées. Cultures disparues, oubliées, comme si seule la danse était éternelle.

Nous voici désormais tels Baudelaire gémissant : « Otez l'entendement de la musique de Wagner ? Otez le sens du Forsythe ? Il faut, d'une part, supprimer l'Opéra de reprendre *In The Middle* et *France Dance*. Suivre, d'autre part, les activités du Ballet de Francfort. Après ses vacances, il sera en tournée à Berlin, puis à Rotterdam en septembre. En octobre, il ouvrira sa nouvelle saison à Francfort, et une création de Forsythe y est prévue le 27 novembre. Francfort n'est jamais qu'à une heure et quinze minutes de vol de Paris : aller-retour coûte 2425 F, 1025 F en tarif « vacances ».

SYLVIE DE NUSSAC.

\* Prochaines manifestations de Montpellier-Danse : *Stepixet* Petromio Company, les 7 et 8 ; *Camps d'Etat*, création mondiale de Maguy Marin, les 8 et 9 ; programme « historique » *Stepixet*, le 10 ; Compagnie Boivin-Obedin, les 11 et 12 ; Kathakali, les 11 et 12.

### PHOTOGRAPHIES : les XIX<sup>es</sup> rencontres d'Arles

## Images de marque



Publicité de Jean Larivière pour « Egoïste » n° 10, 1987

Pour les bordeloux de la famille Rothschild, des marques de champagne ou les sacs de Vuitton dont il assure les campagnes, cela fait quinze ans que Jean Larivière exerce sans impatience le tague le métier de photographe de publicité. Sûrement romantique, assez idéal, plus imaginaire que moderne, son monde est peuplé de personnages hiératiques, solitaires et mélancoliques. Ses silhouettes glorieuses au maintien ébrié, sées par une ironie que leur auteur sous-entend moins distante, sont le prétexte à d'élégants jeux formels sur la lumière, la lumière et l'espace. Jean Larivière n'est

guère préoccupé par l'air du temps. Il revendique sans vanité excessive l'existence de cet univers chic, séduisant, vain et un peu suranné, où la beauté mise en scène est surtout magnifiée par la parfaite maîtrise du noir et blanc.

PATRICK ROEGERS.

\* Jean Larivière, quatre-vingt-trois tirages présentés à l'Espace Van-Gogh, avec l'aide de Louis Vuitton. - Creative Business -. La journée du jeudi 7 lui est consacrée. Le soir, projection de *Jean Larivière en Inde*, réalisé par Christian Hirou, avant *French Correction*, de Jean-Paul Goude lors de « Az-ôh de la pub ».

## KIKOÏNE - YANKEL CHANA ORLOFF AU MUSÉE BOURDELLE

16, rue Antoine Bourdelle - M<sup>o</sup> Montparnasse  
Tous les jours sauf lundi, de 10 h à 17 h 40  
du 2 juin au 2 octobre

\* RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la mort de Victor-Henry Debidour (le Monde du 21 juin), M. P. Berthier a été désigné par erreur comme son collaborateur pour des ouvrages de critique d'art à la place du véritable co-auteur, M. Bernard Pissay.



Spectacles

théâtre

Jeudi 7 juillet

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE TRANSMOURE. Au Bouc fin (42-50-35) (23 h 30).

Les autres salles

BERRY (45-51-55). Poèmes: 18 h 30.

GRUEVE (48-74-52). Enchantés de style: 20 h 45.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Jamais je te piécé: 21 h.

OPÉRA DE PARIS. PALAIS GARNIER (47-42-33-71). Faust: 19 h 30.

LES FILMS NOUVEAUX

DOUBLE DÉTENTE. Film américain de Walter Hill. va. Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup>.

LES FILMS NOUVEAUX

DOUBLE DÉTENTE. Film américain de Walter Hill. va. Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup>.

L'ÉPIQUE AU NOIR (Fr.-Bel.). UGC Odéon, 6 (42-25-10-30).

LES FILMS NOUVEAUX

DOUBLE DÉTENTE. Film américain de Walter Hill. va. Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup>.

PALSA (IL, va.). Utopia Champollion, 9 (43-26-84-65).

LES FILMS NOUVEAUX

DOUBLE DÉTENTE. Film américain de Walter Hill. va. Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup>.

cinéma

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-34-24). L'Atlantide (1921), de Jacques Feyder.

LES EXCLUSIVITÉS. ACTION JACKSON (A, va.). George V, 8 (45-62-41-46).

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE TRANSMOURE. Au Bouc fin (42-50-35) (23 h 30).

LES SPECTACLES NOUVEAUX. LE TRANSMOURE. Au Bouc fin (42-50-35) (23 h 30).

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE TRANSMOURE. Au Bouc fin (42-50-35) (23 h 30).

LES SPECTACLES NOUVEAUX. LE TRANSMOURE. Au Bouc fin (42-50-35) (23 h 30).

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE TRANSMOURE. Au Bouc fin (42-50-35) (23 h 30).

LES SPECTACLES NOUVEAUX. LE TRANSMOURE. Au Bouc fin (42-50-35) (23 h 30).

LES FILMS NOUVEAUX

DOUBLE DÉTENTE. Film américain de Walter Hill. va. Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup>.

PARTEZ EN VACANCES AVEC Le Monde. ABONNEMENTS VACANCES. VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ ? Remoyez-nous le bulletin ci-dessous.

ABBAYE DE ROYAUMONT (Val d'Oise) Dimanche 10 juillet à 17 h 30 GUILLAUME DE MACHAUT

SUR MINITEL 3615 LEMONDE code abo



SOMMAIRE

Le dispositif mis en place pour assurer le revenu minimum d'insertion promis par M. Mitterrand s'avère très complexe. Ne fallait-il pas essayer de mieux décentraliser ? (lire page 27).

Moët-Hennessy, et il jette le trouble chez le numéro un français du luxe (lire ci-dessous).

La Banque mondiale s'interroge sur les politiques des Etats dans le tiers-monde et conclut : certes, les dérapages ont conduit à des déséquilibres des finances publi-

ques, mais tout n'est pas à « privatiser ». Certaines subventions doivent même être conservées (lire ci-dessous).

Un conciliateur a été désigné dans le conflit des chantiers navals de Saint-Nazaire, où la grève dure depuis près de quatre semaines (lire page 27).

Emploi : une crise française

Même si l'économie allemande ne crée aucun emploi, le taux de chômage devrait être dès 1990 inférieur à 5 % de la population active, écrit l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) dans sa lettre du 29 juin. Ce résultat, qui apparaît surprenant...

La même phénomèné de baisse du taux de chômage peut se produire en Grande-Bretagne si les créations d'emploi continuent au même rythme que ces dernières années. En Italie, toujours selon les mêmes hypothèses...

La Banque mondiale réhabilite le rôle des Etats dans le tiers monde

Privatiser n'est plus la panacée pour réduire la pauvreté

Deux chocs pétroliers et les ravages de l'inflation ont amené les pays industrialisés à faire de la rigueur une vertu cardinale. Six années de crise de la dette amènent aujourd'hui les experts de la Banque mondiale à s'interroger, dans le « rapport sur le développement » publié le 7 juillet, sur un sujet d'apparence austère...

L'exemple mexicain

Sévères sur les gaspillages entraînés par la multiplication des subventions, les auteurs du rapport préconisent le maintien de certaines d'entre elles, à condition de mieux les ajuster pour venir en aide aux véritables désavantagés. Le système des bons alimentaires mexicains, sans être parfait, est cité à l'appui de cette thèse.

Maintenir certaines préventions

Pour mesurer le rôle que jouent les finances publiques, il suffit de savoir que les dépenses des administrations centrales dans les pays en développement, de l'ordre de 5 % du PNB avant la seconde guerre mondiale, représentent aujourd'hui près de 25 % en moyenne, pratiquement autant que les 30 % des pays industrialisés.

En détenant environ 5 % des titres de LVMH

M. Bernard Arnault jette le trouble dans le couple Vuitton-Hennessy

Il existe des conversations entre Alain Chevalier et Bernard Arnault. Elles impliquent certains contacts avec Guinness. Si tout va bien, on pourrait aboutir à un accord dans les jours prochains.

Dans ce contexte, chaque camp cherche désormais à accroître sa marge de manœuvre. Face à M. Racamier et à la famille Vuitton, qui détiennent 21 % des actions de LVMH, M. Chevalier - qui ne possède pas de titre de la holding - se sent quelque peu isolé.

groupe de luxe projetée par M. Arnault (au prix maximum de 3 000 F par action), brigue le projecteur sur le patron de la Financière Agache.

Visite à Cognac

M. Arnault, qui ne cache pas ses ambitions de devenir un jour le leader français du luxe, détiendrait déjà 5 % de LVMH. Et ce n'est pas la fin de ses ambitions.

les familles soutenant M. Chevalier pour le faire passer dans le camp de M. Racamier. Mais, depuis lors, M. Arnault semble avoir changé de camp...

La banque Lazard a sans doute été à l'origine de ce retournement, souhaitant que « ses amis ne se bécotrent pas entre eux ».

Avec plus de 13,2 milliards de chiffre d'affaires en 1987, 1,34 milliard de bénéfices et une capitalisation boursière qui représente environ 33 milliards de francs, la mariée LVMH est trop belle pour qu'un courtisan ne lui passe une nouvelle fois la bague au doigt.

Un volume record de transactions depuis janvier

Janvier : 435 000 titres
Février : 380 000 titres
Mars : 221 000 titres
Avril : 178 000 titres
Mai : 484 000 titres
Juin : 1,2 million de titres
1er juillet : 128 000 titres
4 juillet : 280 000 titres

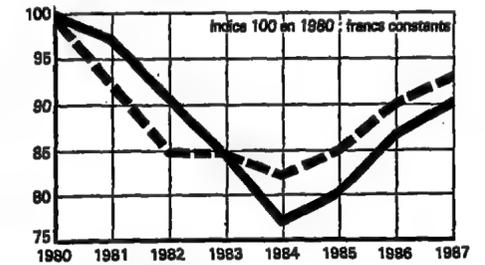
Pour 1989

Les professionnels demandent à l'Etat 16 milliards de francs de crédits pour les travaux publics

Habituellement, les professionnels adressent des récriminations au gouvernement lorsque quelque chose ne va pas dans leur secteur : usines qui ferment, contrats et marchés en peu de chagrin, importations envahissantes.

C'est vrai, les choses vont très bien mais, au moment où le gouvernement prépare le budget de 1989, j'ai des raisons de m'inquiéter.

d'abord le Fonds spécial des grands travaux (FSGT), puis, en 1987 et 1988, les ressources des privatisations affectées aux sociétés d'autoroutes.



Source : Fédération nationale des travaux publics

aspects positifs de la reprise observée depuis deux ans seront supprimés, purement et simplement. La conjoncture dans cette profession est directement fonction du volume des crédits d'Etat affectés chaque année à la construction des autoroutes et des routes, des ports, des canaux, des tunnels.

moenne, 22 % des crédits accordés à ce secteur par l'Etat.

Projets en panne

Jouant parfaitement son rôle de lobby professionnel, la FNTP a établi trois scénarios :

- 1) Si en 1989 aucune ressource extra-budgétaire ne vient s'ajouter et si le gouvernement se contente de reconstruire les crédits de 1988, soit 11,6 milliards de francs, il faut s'attendre, à l'horizon 1990, à quinze mille suppressions d'emplois environ.
2) Avec 3,5 milliards de francs de crédits supplémentaires on ne pourra pas éviter quelque cinq mille pertes d'emplois et l'aggravation des disparités régionales.
3) Le seul scénario acceptable pour la Fédération est le dégauchement de 4,5 milliards de francs de crédits additionnels. Alors la croissance continuera au rythme de 4 à 5 % par an.

Plusieurs des projets annoncés par le précédent gouvernement sont

encore en panne : autoroute A-14 dans l'ouest de l'Île-de-France, tunnels sous les Pyrénées, contournement de Lyon par l'est. D'autres besoins en revanche se font sentir, comme les constructions scolaires, les stations d'épuration des eaux dans les grandes villes ou les usines de traitement des ordures.

Comment obtenir ces moyens financiers supplémentaires ? On peut songer à la fois au relèvement des péages autoroutiers, notamment en Île-de-France, à un emprunt national, ou bien à des fonds spéciaux régionaux.

FRANÇOIS GROSRIEUX

FRANCE TELECOM logo and text: prend la parole aux 1ères Journées Prospectives du journal Le Monde 11.12.13 Octobre 1988 à l'UNESCO

FRAMATOME logo and text: prend la parole aux 1ères Journées Prospectives du journal Le Monde 11.12.13 Octobre 1988 à l'UNESCO

Le Monde CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

STUDIO DANN cherche PHOTO-FILMEUR

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 20 ans, compt. gén. et analytique, bilan, tenue livre comptable, etc.

deux-roues

capitaux propositions commerciales

Le Cabinet ETAP a proposé aux lecteurs du MONDE les postes suivants: Chef de service Coppee, Trésorerie, Financement...

71 rue d'Auteuil 75016 Paris etap

L'IMMOBILIER

appartements ventes

2<sup>e</sup> arrdt RUE SAINTE-ANNE

3<sup>e</sup> arrdt MARAIS SAINT-CLAUDE

4<sup>e</sup> arrdt PLACE SAINTE-CATHERINE

5<sup>e</sup> arrdt PANTHÉON

7<sup>e</sup> arrdt PARC MONCAU

8<sup>e</sup> arrdt MONCAU RARE

13<sup>e</sup> arrdt AVENUE D'ITALIE

14<sup>e</sup> arrdt AV. DEFERT-ROCHEREAD

15<sup>e</sup> arrdt 16<sup>e</sup> METRO DUPLEX

18<sup>e</sup> arrdt

78-Yvelines

VERSAILLES

95-Val-d'Oise

LAC D'ENGHIEN

appartements achats

locations non meublées offres

Paris

ÉTOILE 6 PIÈCES

13<sup>e</sup>-14<sup>e</sup> A LOUER

Porte-Dorée

Région parisienne

ST-CLOUD DE RÉPUBLIQUE

A-de-oh

AGENCE NEVIN

BUSSY-ST-GEORGES

AGENCE NEVIN

pavillons

VERSAILLES

VILLERS-SUR-MER

PETITE MAISONNETTE

ESPAÑA (COSTA-BLANCA)

FONCIAL

AGENCE NEVIN

bureaux

Locations

DOMICILIATIONS

SIEGE SOCIAL

CONSTITUTION STES

ASPAC 42-93-60-50 +

fonds de commerce

VENTES

EXCEPTIONNEL BANLIEUE

hôtels particuliers

VERSAILLES

viagers

AGENCE NEVIN

Le rapport 1988 de la Cour des comptes (Suite.)

Ministère de l'intérieur : les balbutiements coûteux de l'informatique

Qu'ils aient ou non l'âme tranquille, les Français n'ont pas bien dit à l'État... Le rapport de la Cour des comptes sur l'État au titre de 1988...

Le ministère de l'intérieur a été équipé de 443 logiciels différents correspondant à 82 applications... Le rapport de la Cour des comptes sur l'État au titre de 1988...

Lors de son arrivée au ministère de l'intérieur, en juillet 1984, M. Joxe fit en effet de l'informatique la mode de ses priorités...

Derrière ce noir tableau, une « absence de politique informatique ». Selon la Cour, « établi en 1984, le schéma directeur informatique ne décrit que très brièvement les systèmes dont le développement est proposé... »

La réponse du ministère : « L'insuffisance des personnels »

Transmise hors délai, la réponse du ministère de l'intérieur n'a pas été publiée dans le rapport de la Cour... Le ministère s'y livre en fait à une défense et illustration de la recommandation finale de la haute juridiction...

Les fausses routes de l'acier

« Le redressement des prix de vente qui se dessine actuellement ne saurait être suffisant pour assurer le retour à une exploitation durablement bénéficiaire... »

Les subventions aux collectivités locales : trop complexes et mal réparties

Avec la décentralisation, l'intervention financière de l'État au profit des collectivités locales aurait dû s'atténuer... Le rapport montre qu'elle reste en fait massive...

Le schéma retenu

Pour les sages de la rue Cambon, l'évolution prévisible du fil-machine « fait apparaître une surcapacité industrielle observée en 1987... »

Le gouvernement désigne un...

Le résultat est une certaine gabegie : « En dépit des moyens financiers importants mis en jeu (325 millions de francs en 1987), il n'existe aucun système de connaissance des coûts... »

Le revenu mini...

Le revenu minimum est un sujet qui revient souvent... Le rapport de la Cour des comptes sur l'État au titre de 1988...

Le schéma retenu

« Le schéma retenu » est un terme technique... Le rapport de la Cour des comptes sur l'État au titre de 1988...

Le schéma retenu

« Le schéma retenu » est un terme technique... Le rapport de la Cour des comptes sur l'État au titre de 1988...

Ministère de l'intérieur : balbutiements coûteux de l'informatique

Ministère de l'intérieur : balbutiements coûteux de l'informatique. Les services de l'intérieur ont investi...

Économie

Trois semaines de grève à Saint-Nazaire

Le gouvernement désigne un conciliateur dans le conflit des Chantiers de l'Atlantique

Pour tenter de dénouer le conflit des Chantiers navals de l'Atlantique à Saint-Nazaire le gouvernement a nommé un conciliateur. Il s'agit de M. Guy Lécalle, conseiller d'entreprise...

SAINT-NAZAIRE De notre envoyée spéciale

Les mouettes de Saint-Nazaire survolent désormais un chantier désert. Cent dix hectares d'ateliers, de grues et de tôles figés dans le silence et l'immobilité depuis maintenant vingt-quatre jours...

Les troupes de manifestants se sont un peu éclaircies. « Ceux qui ont une femme, des enfants et qui avaient loué pour le mois de congé sont partis vendredi dernier, le 2 juillet. Après tout, on ne peut pas leur en vouloir... »

désert, balayé par de grandes rafales de vent. Les enfants, qui cavalent derrière leurs parents ou grévisistes, prennent leur première leçon de syndicalisme.

8 h 30. Les délégués ont parlé. Il est temps de procéder à l'état des lieux. Une élégante formule, en souriant, d'une manière plus abrupte : « C'est l'heure de la chasse aux non-grévisistes... »

« La Bastille » de la direction. Le groupe de grévisistes, chargé de l'état des lieux, s'attarde longuement devant la coque du Fair-Majesty...

« Des procédures disciplinaires ». Devant les grilles du chantier, certains commencent maintenant à parler de reprise du travail. D'autres souhaitent que la poursuite de la grève se décide à l'issue d'un vote à bulletin secret.

je n'ai aucun reproche à me faire : j'ai tenu trois semaines, mais là, je n'en peux plus.

De nouvelles menaces sont venues s'ajouter à ces difficultés : la direction vient d'envoyer dix-neuf lettres annonçant l'ouverture de « procédures disciplinaires ».

Que deviendra le site de Saint-Nazaire dans les années à venir ? Quelles seront les conséquences du grand marché européen de 1993, qui ne laissera peut-être subsister, disent les grévisistes, qu'un seul chantier pour toute la CEE ?

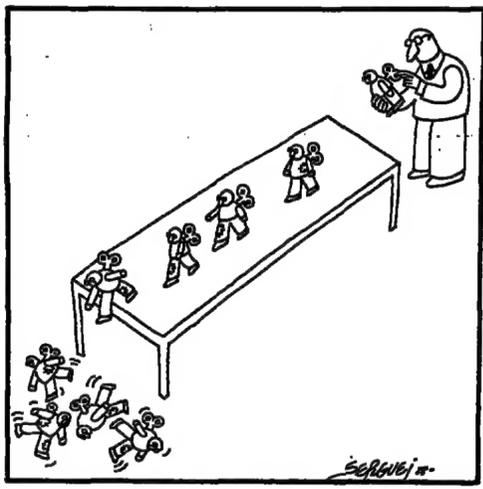
Pendant l'âge d'or des Chantiers de l'Atlantique, l'entreprise a compté jusqu'à sept mille ouvriers. Depuis, les effectifs ont été ramenés à quatre mille huit cents salariés.

Le revenu minimum sera alloué par des commissions locales

(Suite de la première page.) « Ce serait une erreur que de croire tous les nouveaux pauvres capables de se rendre utiles, même à des postes modestes... »

Contrôler pour évaluer les besoins. A partir de là, plusieurs thèses s'affrontent, parmi lesquelles M. Michel Rocard a tranché, le 20 juin.

Avec ce programme transitoire, le gouvernement recherche d'abord l'efficacité, remettant à plus tard les questions de fond.



Pour l'insertion elle-même, demeure un obstacle que la solution retenue ne supprime pas vraiment. Nombre de collectivités gèrent actuellement leurs propres systèmes d'aide et y consacrent globalement quelque 3 milliards de francs.

C'est justement sur le point faible de la proposition du premier ministre que l'hypothèse défendue par le ministère des affaires sociales apportait le plus de réponses.

Pour ce faire, l'idée était de s'appuyer sur les collectivités locales et plus encore sur tous ceux qui, sur le terrain, s'occupent des personnes les plus démunies.

nel, a-t-on estimé, le service public est le mieux placé, et ce sont les préfets qui seront chargés de la mise en œuvre.

Le schéma retenu

Préparé par des ministres (M<sup>me</sup> Duflo, M. Delebarre) qui ne sont plus en exercice ou qui n'occupent plus les mêmes fonctions, le dispositif du revenu minimum d'insertion sera contrôlé et mis en œuvre par une délégation interministérielle spécialisée.

Le point faible

C'est dans ce contexte que la décentralisation totale a été repoussée. Si des sommes avaient été arbitrairement confiées aux départements, il y avait un risque de dérapages financiers et même un danger de dérives sociales.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ARTHUR YOUNG CONSEIL GROUPE HSD ASYSTEL

Asystel et Arthur Young Conseil viennent de conclure un accord de partenariat leur permettant de renforcer leur positionnement dans le champ de leurs compétences respectives.

Marchés financiers

La reprise de Rover

Bruxelles critique les conditions faites à British Aerospace

Comme on pouvait le redouter, la Commission européenne a réagi sur les conditions faites par le gouvernement britannique à British Aerospace pour la reprise du constructeur automobile Rover (Le Monde du 31 mars).

Cette proposition, si elle se confirmait, pourrait être de nature à faire reculer British Aerospace : le 11 mai, son président avait menacé de revenir sur son projet si la Commission européenne exigeait une modification des conditions d'acquisition.

British Steel a fait un bénéfice record en 1987-1988

La sidérurgie britannique, essaimée il y a quelques années encore, fait aujourd'hui des étincelles : British Steel a annoncé le mercredi 6 juillet le meilleur résultat de son histoire (410 millions de livres, soit 4,2 milliards de francs) pour son exercice annuel clos le 2 avril, ce qui le met définitivement sur la rampe de lancement de la privatisation.

«bons élèves» en Europe mais sont aujourd'hui confrontés à leur tour à des problèmes de restructuration, ont fort mal accueilli ces résultats : ils ont annoncé le jour même le dépôt d'une plainte devant la Cour de justice des Communautés européennes à Luxembourg contre la Communauté européenne accusée de ne pas avoir empêché le versement de subventions «exagérées hautes» à British Steel.

BSN s'implante sur le marché des sauces britanniques

BSN, premier groupe agro-alimentaire français, a annoncé, le 6 juillet, l'acquisition auprès du groupe britannique Hanson Trust des sociétés HP Foods en Grande-Bretagne et Lea and Perrins aux Etats-Unis, pour un montant de 53 millions de livres, et la prise en charge de l'endettement de ces sociétés, soit 146 millions de livres.

Les trois plus grandes marques de sauces, Lea and Perrins est, aux Etats-Unis, l'une des marques de sauces les plus connues, en particulier avec la Worcester Sauce et la marque Daddies sur le marché du ketchup.

La SHRM, filiale de Renault, ne sera pas vendue à des Allemands. Les autorités allemandes, appuyant sur les dispositions de la loi anti-trust, ont refusé de donner leur accord à la cession par Renault de la Société mooselonne de mécanique (SMM - 641 millions de francs d'affaires) au sein de la société Piston de Colmar, filiale commune des deux sociétés allemandes Mahle et Kolbenmaschinen.

BSN développe ainsi son implantation dans les sauces et complète sa présence en Europe. Après ses acquisitions récentes en Italie et en Espagne, le groupe dirigé par M. Antoine Riboud sera pour la première fois opérateur en Grande-Bretagne.

PROGRAMME D'URGENCE D'APPUI A LA FILIERE COTON

- 1) Le Tchad a obtenu un crédit (N° 1716 CD) de l'association internationale pour le développement (IDA) en différentes monnaies pour financer le coût du programme d'urgence d'appui à la filière coton. Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce crédit sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre de pièces détachées.

NEW-YORK, 6 juillet ↓ PARIS, 6 juillet ↑

Reclute Encourageant Les séances se suivent, mais ne se ressemblent pas. Le pessimisme de mercredi, à l'euphorie de la veille, après avoir étreint, très irrégulièrement durant la majeure partie de la journée, le marché américain a brusquement reculé. L'indicateur des ventes industrielles accusait une baisse supérieure à 45 points. Une reprise finale limitait finalement la casse, et le Dow Jones s'établissait à 2 130,16, soit à 28,45 points au-dessus de son niveau précédent.

Les professionnels se plaignaient de l'humour trop changeant du marché. Si les ventes bénéficiaires favorisées par la hausse de mardi ont légèrement pesé sur les cours, les craintes d'une hausse des taux d'intérêt ont fait un retour en force, allant jusqu'à déclencher des programmes de ventes informatiques.

Table with columns: Valeurs, Cours de 6 juillet, Cours de 7 juillet. Lists various stocks like Alcoa, A.T., BHP, etc.

LONDRES, 6 juillet ↑ Légers hausse Pour suite de la hausse mercredi au Stock Exchange, l'indice FT clôtureur la séance en progression de 9 points, à 1494,3 (+0,6%), dans une ambiance modérément active.

Table with columns: Valeurs, Cours de 6 juillet, Cours de 7 juillet. Lists stocks like Shell, BP, etc.

FAITS ET RÉSULTATS ● EMC : la crise de la potasse pèse sur les résultats. Le groupe d'Etat Entreprise minière et chimique (EMC) a enregistré pour 1987, un déficit net de 36,2 milliards de francs (contre une perte également de 2,7 milliard l'année précédente) pour un chiffre d'affaires de 140 milliards de francs (+1,6%).

PARIS, 6 juillet ↑

Encourageant par l'escalade tentée de la place new-yorkaise, qui n'a finalement pas réglé aux tensions dans le Golfe après la destruction d'un Airbus iranien, la Bourse de Paris a continué sa progression régulière.

Table with columns: Valeurs, Cours de 6 juillet, Cours de 7 juillet. Lists various French stocks like AGF, Alcatel, etc.

Sur le front des OPA, la Société des Bourses Françaises (SBF) a décidé de prolonger jusqu'au 13 juillet l'offre de rachat par Thomson SMI du groupe français Holografia.

Table with columns: Valeurs, Cours de 6 juillet, Cours de 7 juillet. Lists various French stocks like Air France, etc.

Les ventes bénéficiaires ont touché la plus grande partie des secteurs de la coté. Seuls les produits pharmaceutiques, les assurances et les automobiles ont monté.

Table with columns: Valeurs, Cours de 6 juillet, Cours de 7 juillet. Lists various French stocks like Air France, etc.

BOURSE DU 6 JUILLET

Table with columns: Valeurs, Cours, Dénier. Lists various market indicators like AGF SA, Axiel, etc.

Table with columns: Valeurs, Cours, Dénier. Lists market indicators like Accor, CGE, etc.

Table with columns: Cours, Sept. 88, Déc. 88, Mars 89. Lists market indicators like Dernier, Précédent, etc.

Table with columns: Indices, Cours, Dénier. Lists market indicators like Dollar, Bourses, etc.

Table with columns: Cours du jour, Un mois, Deux mois, Six mois. Lists market indicators like SE-U, S.com, etc.

Cote des changes

Marchés financiers

BOURSE DU 6 JUILLET

PARIS

Second marché

Table of stock prices for the Paris Second Market, listing various companies and their share prices.

Main financial market table with columns for 'VALEURS', 'Règlement mensuel', and 'Cours relevés à 17h30'. It includes a large section for 'Règlement mensuel' with multiple columns of data.

Advertisement for 'LA BOURSE SAUF ANNEE' with '36-15 TAPEZ LEMON' and 'Marchés des options négociables le 6 juillet 1988'.

Table titled 'MATIF' showing various market indicators and option prices.

Table titled 'INDICES' showing various market indices and their values.

Table titled 'BANCIAIRE DES DEVISES' showing exchange rates for various currencies.

Table titled 'Comptant' and 'SICAV' showing various financial instruments, including 'Obligations', 'Actions', and 'Hors-cote'.

Table titled 'Cote des changes' and 'Marché libre de l'or' showing exchange rates and gold market prices.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE - Renseignements : 45-55-91-92, poste 4330

o : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - \* : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Afghanistan : fracture au sein de la résistance. — Corée : un geste de Séoul envers Pyongyang. 4 URSS : les troubles en Arménie. 8 Mexique : multiples irrégularités aux élections générales.	7 M. Rocard, M. Arpaillange et l'isolement des prisonniers politiques. 8 Les travaux du Parlement. 9 Les socialistes et l'impôt sur la fortune. — Le report des projets de réforme du mode de scrutin cantonal.	10 La distribution officielle de drogue. — Les nuisances de la navigation de plaisance. 11 Le commissaire Jobic contredit par un magistrat. 12 Sports : le Tour de France cycliste.	21 Cinéma : le lapin qui fait courir l'Amérique. 22 Musique : Michel Portal au Festival de Dinan. — COMMUNICATION : M. Maxwell pourrait entrer dans le capital d'Hévas.	25 Le trouble dans le couple Vuitton-Hennessy. 26 Le rapport 1988 de la Cour des comptes. 27 Trois semaines de grève aux Chantiers de l'Atlantique. 28-29 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 26 Carnet ..... 12 Campus ..... 12 Loto, Loterie ..... 11 Météorologie ..... 24 Mots croisés ..... 24 Radio-télévision ..... 24 Spectacles ..... 23	• Admissions aux grandes écoles, ESSEC et ENSTIM Douai ..... ÉCOLES 36-15 tapez LEMONDE • Tous les jeux du Monde ..... JEU • Tous les corrigés du BAC et du brevet ..... BAC 36-15 tapez LM

## Pour faire baisser le coût de l'argent à court terme M. Bérégovoy ouvre plus grandes les portes du marché des billets de trésorerie

La baisse des taux d'intérêt en France aura lieu le plus rapidement possible a déclaré, le jeudi 7 juillet, M. Pierre Bérégovoy au cours d'une réunion d'information avec la presse. « Cela ne signifie pas qu'elle aura lieu immédiatement mais ne veut pas dire non plus qu'elle s'effectuera trop tardivement », a ajouté le ministre.

Une marge de baisse des taux existe en France a poursuivi M. Bérégovoy : « Même si d'autres pays, pour des raisons conjoncturelles ont décidé d'accroître leur taux. »

C'est aussi pour faire baisser le coût de l'argent dont ont besoin les moyennes entreprises que M. Bérégovoy a décidé d'ouvrir un peu plus grandes les portes du marché des billets de trésorerie.

Créé fin 1985, ce marché permet aux firmes qui ont momentanément des liquidités de les prêter directement à des sociétés qui ont des besoins d'argent à court terme (quelques jours ou quelques semaines). L'instrument de ce marché est le billet de trésorerie, l'équivalent du « commercial paper » très répandu aux États-Unis : un billet à ordre ouvrant un droit de créance et portant intérêt. Les billets de trésorerie permettent aux entreprises de se financer à court terme dans des conditions sensiblement plus avantageuses que si elles passaient par le crédit bancaire. Mais ce marché a été jusqu'à présent, par ses règles de fonctionnement, réservé de facto aux grandes entreprises, une centaine environ. Le montant minimum des billets-trésorerie qu'une entreprise

## BOURSE DE PARIS Matinée du 7 juillet Consolidation

Le mouvement de hausse enregistré depuis le début de la semaine a marqué un léger temps d'arrêt jeudi dès les premiers échanges après le repli de Wall Street la veille. L'indicateur instantané, après avoir ouvert sur un repli de - 0,27 % réduisit ses pertes en revenant à - 0,10 %. A la hausse figuraient TRT (+ 7,1 %), Légrand ADP (+ 5,2 %), Bail Equipement (+ 2,8 %) et Matra (+ 2,8 %). En baisse on notait Danart (- 2,5 %), Promodas (- 2,4 %) et Oida Caby (- 2 %).

**L'ATREILLE**  
SPECIALISTE DU TRÈS BEAU VÊTEMENT

**soldes d'été**  
**DERNIERS JOURS**

62, rue St-André-des-Arts, 6<sup>e</sup>  
Tel. 43.29.44.10  
Parking attenant à nos magasins

## Le conflit à l'imprimerie Jean Didier

### Le Livre-CGT amplifie son mouvement

A la veille du jugement du vendredi 8 juillet que doit rendre le tribunal d'Evry sur la demande d'expulsion par le directeur de l'imprimerie Jean Didier (Massy-Palaiseau) de vingt-deux salariés occupant les locaux de l'entreprise, le ton est monté d'un cran. A la suite de l'échec des dernières tentatives de conciliation, le Livre-CGT a décidé d'engager la lutte sous la forme d'actions spectaculaires sans pour autant renoncer à la reprise de négociations véritables.

L'occupation du ministère des finances, le 6 juillet en fin de matinée, a marqué le premier pas de la stratégie du syndicat dans ce conflit, afin d'alerter l'opinion publique sur « le caractère abusif des licenciements récemment prononcés à Massy ».

Reçus dans la soirée par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, les représentants du Livre-CGT se sont vu reprocher l'occupation d'une partie du ministère dans la matinée. Déclarant ne pas « se désintéresser » du dossier et de ses implications, M. Bérégovoy a toutefois souligné que ce conflit relève en premier lieu des compétences du ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson. Le ministre de l'économie et des finances a insisté sur le caractère national de l'enjeu du conflit, c'est-à-dire l'avenir de l'imprimerie lourde en France.

M. Roger Lanry, secrétaire du Comité intersyndical du Livre parisien CGT, a indiqué que tous les responsables du Livre se réuniraient le lundi 11 juillet, afin de se prononcer sur les suites à donner au conflit de Massy-Palaiseau.

Le numéro du « Monde » daté 7 juillet 1988 a été tiré à 520 072 exemplaires

## Catastrophe en mer du Nord 1 mort et 155 disparus après l'incendie d'une plate-forme pétrolière

LONDRES  
de notre correspondant

Une gigantesque opération aéronavale de sauvetage, coordonnée par la Royal Navy, se poursuivait jeudi matin en fin de matinée au large de l'Ecosse pour tenter de retrouver cent cinquante-cinq employés de la plate-forme pétrolière « Piper-Alpha » portés disparus. Il y avait deux cent trente-deux personnes sur cette plate-forme appartenant à la compagnie Occidental Petroleum lorsqu'une explosion, suivie d'un incendie, s'est produite dans la nuit de mercredi à jeudi.

Selon les premiers témoignages, la plate-forme a été cassée en deux par la force de l'explosion. De nombreux employés ont dû sauter dans la mer d'une hauteur de plusieurs

dizaines de mètres pour échapper aux flammes. Soixante-dix-sept d'entre eux ont pu être évacués et hospitalisés à Aberdeen, à la Royal Infirmary. La plupart souffraient de brûlures. L'un d'entre eux est décédé.

Au fil des heures, les communiqués officiels sont devenus plus pessimistes concernant le sort de ces cent cinquante-cinq disparus. La mer est calme et la visibilité excellente. Les sauvages de six pays de l'OTAN et des dizaines d'hélicoptères participent à ces recherches. L'ensemble est supervisé par un avion de reconnaissance, le *Nevrod*, de la Royal Navy, équipé d'un système de détection très sophistiqué.

L'explosion a eu lieu mercredi soir à 21 h 30 (heure française). Quelques minutes après, les premiers hélicoptères étaient à proximité immédiate de la plate-forme, située en mer du Nord, à deux cents kilomètres au nord-est d'Aberdeen. Les flammes atteignaient cent mètres de haut et étaient visibles à une soixantaine de kilomètres.

Les recherches s'orientaient surtout sur les alentours immédiats de « Piper-Alpha ». Les spécialistes estiment cependant que les chances de survie dans les eaux froides de la mer du Nord sont très faibles après quelques minutes (quelques heures lorsqu'on a pu revêtir la combinaison de survie).

Les circonstances de l'explosion elle-même restent inexplicables. Il s'agit probablement de la catastrophe la plus importante jamais enregistrée dans l'exploitation pétrolière offshore. « Le travail en mer du Nord est dangereux. La technologie

utilisée est très complexe et des accidents peuvent se produire », a déclaré M. Malcolm Rifkind, le secrétaire d'Etat pour l'Ecosse.

M. Rifkind a rendu hommage aux sauveteurs et estimé que les secours avaient été extraordinairement rapides et efficaces. Les blessés ont été évacués par hélicoptère ou par bateau et sont presque tous traités à la Royal Infirmary d'Aberdeen.

Les premiers reportages diffusés ce jeudi par la BBC montrent l'ampleur de la catastrophe. Nombreux sont les employés qui sont arrivés à Aberdeen portés sur des brancards, le corps entouré de feuilles d'aluminium. Il y avait parmi eux un nombre important de grands brûlés qui ont besoin de soins considérables.

DOMINIQUE DHOMBRES.

## Mort de la comédienne Chantal Darget Petit soldat

La comédienne Chantal Darget est morte mercredi 6 juillet, victime d'un cancer généralisé. Elle était âgée de cinquante-quatre ans. L'annonce sera faite vendredi 8 juillet à 11 heures au cimetière du Père-Lachaise (entrée principale).

Dans la famille du spectacle, il y a les stars, et puis il y a la troupe, la cohorte de ceux avec qui le destin a été moins bon zigzag, par qui il ne s'est pas laissé forcer.

Ce n'était pas faute de tenter le sort, chez Chantal Darget. Elle y a mis l'intermittence des enfants de la halle, la bravoure des roulettes. Et son avait de la gigne chez cette Parigote à la voix de plein air, un regard dévoré par l'envie farouche que montent, encore un effort n'aurait-elle, les braves.

Soudée au metteur en scène Antoine Boursoiller, sur les planches et dans la vie, elle a été l'âme du

phalanstère baroque qui les a conduits, dans les années 60-70, au Studio des Champs-Élysées, au Poche, à Marseille. Elle a été notamment la vengeuse luxurieuse du *Métro fantôme*, de Le Roi Jones, la maquerelle du *Balcon*, et même *Phédre* - cette paria, Tigresse rauque et poissarde, elle laissait voir aussitôt que sa violence n'était qu'une carresse, qu'un jeu ; trop éprise de liberté et de fraternité pour en vouloir longtemps au bourgeois le plus taré !

Devant un malade aux cravates inouïes, comme en scène, la « petite Chantal » se battait en lionceau qui ne sait pas mourir, en soldat pacifique ; mais en soldat, front relevé, buté, avec l'inconscience crâne des enfants. Genet ne s'y était pas trompé, qui avait fait d'elle son vœux d'honneur, sa sœurlette.

Mieux : son frangin.

B. P.-D.

## EN BREF

Des prêtres intégristes réclament leur excommunication. — Vingt-quatre membres de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie-X - prêtres et supérieurs des séminaires et des districts créés par Mgr Lefebvre - ont écrit le mercredi 6 juillet au Vatican pour réclamer à leur tour leur excommunication.

« L'excommunication d'une Église ou d'un évêque est une sanction grave », a écrit le message remis à la nonciature à Rome et destiné au cardinal Gantin, préfet de la congrégation des évêques, qui avait notifié leur récente excommunication aux six évêques de la Fraternité de Mgr Lefebvre.

« Le Sport » dépose son bilan. — Le quotidien *Le Sport* a fait une déclaration de cessation de paiement auprès du tribunal de commerce de Paris, le mardi 5 juillet, après avoir suspendu sa parution le 29 juin (*Le Monde* du 30 juin). Le tribunal doit examiner, jeudi 7 juillet, le dépôt de bilan du titre, dont le passif déclaré s'élève à 65,89 millions de francs. Il devrait nommer un administrateur judiciaire pour le *Sport* afin que des candidats à la reprise du journal puissent se déclarer. Au *Sport*, on indique que les groupes Hachette et Maxwell « étudient le dossier ». Le quotidien toulousain *Courrier Sud* s'est déjà porté candidat à la reprise. En revanche, le groupe de M. Robert Hersant a

déclaré ne pas être intéressé par le jeune quotidien sportif lancé en septembre dernier.

Les fédérations de fonctionnaires repues par M. Durefour. — M. Michel Durefour, ministre de la fonction publique, recevra au début de la semaine prochaine les fédérations de fonctionnaires. Six d'entre elles (FEN, CFDT, FGAF, CFTC, CGC et FO) venaient, à la suite d'une réunion commune, de lui demander une rencontre « immédiate » pour fixer un calendrier de négociations salariales, et le versement d'un acompte.

La CGT siègera à l'UNEDIC. — Fin du feuilleton entretenu depuis le 30 septembre 1987 : le CGT a signé, le 6 juillet, la nouvelle convention de gestion de l'UNEDIC, le régime d'assurance-chômage, sans avoir pour autant paraphé l'accord approuvé par les quatre autres syndicats, le CNPF et la CGPME.

CAMBODGE : le prince Sihanouk craint une partition de fait. — Chef de la résistance cambodgienne, Norodom Sihanouk a dénoncé, le mercredi 6 juillet, l'intention qu'il prête aux Vietnamiens de vouloir partager le pays de fait après leur retrait partiel dans l'est du Cambodge sur la rive gauche du Mékong. Il a accusé, d'autre part, les Khmers rouges, ses alliés dans la coalition tripartite de la résistance, de l'avoir menacé personnellement

## Les précédents

L'accident de « Piper-Alpha » est l'un des plus graves qui soient produits sur une plate-forme pétrolière.

18 avril 1978 : la plate-forme « Ocean Express » fait naufrage dans la goulfe du Mexique lors d'une violente tempête : 13 morts.

25 novembre 1979 : effondrement de la plate-forme de forage « Bohai-2 » au large de Tianjin (nord-est de la Chine) lors de son remorquage : 72 morts.

27 mars 1980 : la plate-forme « Alexander Kelland » du champ pétrolier d'Ekofisk en mer du Nord chavire provoquant la mort de 123 personnes. L'accident dû à la rupture d'un des cinq piliers flottants avait provoqué son retournement.

15 février 1982 : naufrage de l'« Océco Ocean Ranger » au large de Terre-Neuve au cours d'une très forte tempête. Aucun survivant : 84 morts.

21 mai 1985 : un derrick flottant de forage chavire dans un bayou (bras mort du Mississippi) en Louisiane pendant son halage : 11 morts.

Parmi les accidents spectaculaires mais n'ayant pas entraîné de pertes humaines, on peut citer celui d'avril 1977 où une éruption fait retomber sur la plate-forme « Bravo » du gisement d'Ekofisk une énorme aversée de pétrole. Les 122 employés sont évacués en catastrophe mais l'intervention pendant une semaine du célèbre pompiers volant « Red Adair » avait permis de colmater la fuite de gaz et de pétrole.

jeudi 7, vendredi 8, samedi 9, de 9 h 30 à 19 heures

# smalto

## SOLDE

DE 30 A 50 %

également collections des saisons précédentes à des prix sans précédent : vestes 300 F, costumes, tailleurs 500 F, etc.

HOMME : 44, RUE FRANÇOIS-I<sup>er</sup> - HOMME ET FEMME : 5, PLACE VICTOR-HUGO et 275, RUE SAINT-HONORE

## LA VIE QUOTIDIENNE

au temps des artisans et des paysans  
du 25 juin au 9 août 1988

à la salle polyvalente de PRECY-SOUS-THIL

Les visiteurs retrouveront, dans leur cadre reconstruit, une rue de village, les métiers et les activités qui fleurissaient au début de ce siècle :

SABOTIER-MENUISIER EBÉNISTE-CHARRON  
FORGERON-BOURRELIER-SCIEUR DE LONG  
ÉPICIER MERCIÈRE-LIBRAIRE IMPRIMEUR-TONNELIER  
BOUILLEUR DE CRU-POTIER-POMPIER-POSTIER-VANNIER  
REMPAILLEUR-LIBRAIRE ÉCOLE-AUBERGE  
HANGAR À MATÉRIEL-INTÉRIEUR PAYSAN-CHASSE-PÊCHE  
ÉCURIE-CAVE-LAITERIE-ÉTABLE-CORDIER

Et seront invités à parcourir le canton pour retrouver, dans leur site d'origine et en situation, les bâtiments et ateliers encore en activité.

Renseignements : Mairie de Precy-sous-Thil (Côte-d'Or).  
TEL. : 80-64-57-18.  
(2 h de Paris par l'autoroute du Sud - Sortie Bierre-lès-Semur ou TCV Paris Care-de-Lyon, arrivés Montbard)

# SVM

SCIENCE & VIE MICRO

## LA GUERRE DES STANDARDS

Les nouveaux PS/2 d'IBM contre les tout nouveaux PC de Compaq

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE

- L'hypertexte : une méthode révolutionnaire d'organisation et de gestion de l'information.
- Banc d'essai comparatif : 10 imprimantes professionnelles.

## N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

A B C D E F G

Remaniement à Madrid

La poursuite de l'opposition

## Le candidat et le « pluralisme »

Les élections se feront dimanche 10 juillet, mais, selon l'avis officiellement institué, il ne s'agit pas de consacrer une nouvelle présidence. Son caractère présidentiel revêtira la forme d'un référendum. L'opposition avait fait beaucoup de bruit sur le Mexique : de

MEXICO  
de notre correspondant

Traverse-t-on la frontière du Mexique du côté de la capitale, le Mexique est deux pays. Le Mexique officiel, celui qui a gagné la victoire à l'élection présidentielle du 6 juillet. Le Mexique des élections officielles, le Mexique de la lutte des classes et de la grève. Le Mexique des élections, l'appareil des deux classes opposées. Les deux parties se disputent le pouvoir. Les deux parties se disputent le pouvoir de Paris.

## Les réseaux

Le Michel Rouard a obtenu le professeur Louis Schvarzberg qu'il fut recruté, jeudi 7 juillet, en attendant de son poste de ministre chargé de la santé d'après avoir été un conseiller au « Grand Gouvernement » de M. Jean-Pierre Goussier, ministre de la Santé.

Le « conseil d'État » a obtenu le professeur Louis Schvarzberg, qui fut recruté, jeudi 7 juillet, en attendant de son poste de ministre chargé de la santé d'après avoir été un conseiller au « Grand Gouvernement » de M. Jean-Pierre Goussier, ministre de la Santé.

Le « conseil d'État » a obtenu le professeur Louis Schvarzberg, qui fut recruté, jeudi 7 juillet, en attendant de son poste de ministre chargé de la santé d'après avoir été un conseiller au « Grand Gouvernement » de M. Jean-Pierre Goussier, ministre de la Santé.